

ETUDE
DE DEVELOPPEMENT

PLAN INTERIMAIRE
D'URGENCE

120128

SOMMAIRE

Pages

TOME I

PREMIERE PARTIE : PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT

1. Facteurs favorables	1
2. Facteurs défavorables	4
3. Déséquilibres et problèmes généraux et objectifs principaux	16

DEUXIEME PARTIE : ETUDES SECTORIELLES (Tomes II, III, IV)

TROISIEME PARTIE : PLAN D'URGENCE MOYENS ET CONDITIONS D'EXECUTION

Titre 1 : Investissements et Financements	28
Chapitre 1 - Investissements	28
Section 1. Bilan des Investissements	28
Section 2. Besoins d'Investissements	39
Section 3. Capacité de réalisation	53
Section 4. Tranche Prioritaire	59
Chapitre 2 - Financement	92
Section 1. Financement Interne	94
Section 2. Financement Extérieur	119
Titre 2 : Effets Economiques	164
Chapitre 1 - Produit Intérieur Brut	164
Chapitre 2 - Emploi	180
Chapitre 3 - Commerce Extérieur	208
Chapitre 4 - Monnaie et Finances Publiques	227

.... /

Titre 3 : Réforme Administrative	262
--	-----

TOME II

ETUDES SECTORIELLES

Titre 1 : Milieu Physique	1
Titre 2 : Population	36
Titre 3 : Santé	56
Titre 4 : Enseignement, Formation, Information	93
Chapitre 1 - Enseignement primaire	94
Chapitre 2 - Enseignement Secondaire général et Technique	116
Chapitre 3 - Enseignement Supérieur et Perfectionnement ..	170
Chapitre 4 - Information, Presse, Radio	195

TOME III

ETUDES SECTORIELLES (suite)

Titre 5 : Elevage	1
Titre 6 : Agriculture	42
Chapitre 1 - Données Générales	43
Chapitre 2 - Problèmes et Recommandations Générales	73
Chapitre 3 - Produits	
Section 1. Cultures vivrières	79
Section 2. Café	104
Section 3. Thé	117
Section 4. Pyrèthre	137
Section 5. Coton	157

.... /

Chapitre 4 - Mise en valeur des Terres nouvelles	162
Chapitre 5 - Conservation des sols et Forêt	205
. Conservation des sols	205
. Forêts.....	226
Chapitre 6 - Pêche et Apiculture	245
. Pêche	245
. Apiculture	249
Chapitre 7 - Recherche et Encadrement	252
. Recherche	252
. Encadrement	257

TOME IV

ETUDES SECTORIELLES (suite)

Titre 7 : Mines	1
Titre 8 : Energie	23
Titre 9 : Artisanat et Industrie	44
Chapitre 1 - Artisanat	45
Chapitre 2 - Industrie	52
Titre 10 : Communications, Transports et Télécommunications ...	124
Chapitre 1 - Transports et Communications de surface	125
Chapitre 2 - Communications et transports aériens	182
Chapitre 3 - Télécommunications	210
Titre 11 : Commerce et Autres Services	217
Chapitre 1 - Commerce Intérieur	217
Chapitre 2 - Autres services	244
Titre 12 : Urbanisme et Habitat	254
Titre 13 : Infrastructure Administrative et de Souveraineté ...	279

Première Partie

PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT

1. Facteurs favorables

1.1. Le pays dispose de ressources physiques intéressantes.

La terre d'origine volcanique est riche sur une partie importante du territoire, où s'est d'ailleurs accumulée la population. Mais le relief très accentué, le réseau hydrographique et les lacs réduisent fortement la superficie des terres cultivables estimées à 810.000 ha.

De nombreux bas fonds marécageux répartis sur le territoire fournissent des possibilités de cultures et de pâturages de saison sèche.

L'utilisation notable qui en est faite est loin d'épuiser les disponibilités. Elle ne correspond pas à l'optimum technique et peut être améliorée. Les superficies utilisables sont mal connues mais il ne fait pas de doute qu'il y a là une importante réserve.

Le climat constant permet dans la plupart des régions une double récolte sur les mêmes superficies. Tempéré par l'altitude il autorise des pratiques culturales plus approfondies qu'il n'est possible généralement en climat équatorial. L'amélioration du sol par la culture et l'application d'engrais organiques y est plus aisée. La culture intensive en place est plus accessible.

Pour lutter contre l'érosion sur les pentes trop fortes d'importants travaux de conservation des sols par banquettes antiérosives et reboisements ont été exécutés. Ces travaux sont interrompus depuis quelques années ; les banquettes se dégradent par insuffisance d'entretien et par la tendance du paysan à gagner provisoirement de la terre en supprimant les plantations de bordure. Mais les banquettes sont encore bien marquées et les reboisements restent importants.

1.2. Le sous-sol contient d'importantes réserves de cassitérite et de minerais associés encore mal connues. L'exploitation en profondeur est à peine amorcée et certains gisements sont presque intacts. Les potentialités sont certainement importantes et permettent d'espérer un accroissement notable de la production à condition de réaliser les investissements nécessaires.

Il existe des indices d'autres minerais notamment dans la région de la crête Congo Nil. Les possibilités d'exploitation paraissent à première

vue sensiblement moins intéressantes. Il est cependant utile de les examiner.

Un gisement de calcaire évalué à 2 millions de tonnes au Sud de Cyangugu permettrait l'établissement d'une cimenterie. Par ailleurs de nombreux gisements de tourbes sont connus.

- 1.3. Le potentiel d'énergie électrique est élevé. Il est estimé à 4,250 millions de kwh plus celui de la Kagera qui n'est pas estimé. Il est réparti sur la périphérie du territoire. La Ruzizi, frontière avec le Congo, représente une puissance de 500,000 kw et un potentiel de production de 2,000 millions de Kwh. La Nyawarongo pour 20,500 kw installés et 80 millions de kwh est à partager avec le Burundi. La Kagera marque la frontière avec la Tanzanie.

Dès maintenant le pays dispose d'un équipement de production d'énergie qu'il n'utilise pas à pleine capacité. La Ntaruka avec 7500 kw installés a une capacité de 20 millions de kwh, Mururu sur la Ruzizi avec 12,600 kw installés a une capacité de 70 millions et fournit 26 millions de kwh en quasi totalité au Congo et au Burundi. Une ligne de transport traverse le pays, de la Ntaruka à Kigali, et aux mines de Rwinkwavu proches de Kibungu au Sud-Est.

- 1.4. Le gaz du l-c Kivu constitue une importante réserve d'énergie et peut fournir la matière première à une industrie chimique. La réserve de gaz est évaluée à 57 milliards de m3 de méthane équivalent à 36 millions de tonnes de gasoil.

- 1.5. Le potentiel touristique est certain. La région Nord-Ouest : lac Kivu, région des volcans, Ruhengeri et ses lacs, au Nord-Est le parc de la Kagera, présentent sans aucun doute un attrait particulier. Cette richesse n'est malheureusement pas encore exploitée le pays étant à l'écart des grandes lignes de communication. Mais lorsqu'il sera atteint par le tourisme en constant développement, dans un délai relativement bref, il pourra tirer un important revenu de cette ressource.

- 1.6. Le pays dispose d'une solide organisation de recherche agricole. La station principale anciennement commune au Rwanda et au Burundi est proche de Butare. Si son activité est quelque peu ralentie depuis l'indépendance par la division de l'organisation entre les deux pays, l'essentiel est cependant maintenu. L'instrument du progrès technique agricole est en fonctionnement normal. C'est la liaison avec l'activité économique qui est détendue.
- 1.7. L'infrastructure routière est bonne et très ramifiée. Dans ce pays de relief difficile et compartimenté le réseau atteint 6.000 km dont 1.400 de routes nationales soit 0 km 323 au km². Ce sont en quasi totalité des routes en terre, utilisables toute l'année, entretenues de façon régulière.
- 1.8. Un important réseau de distribution d'eau dessert la majeure partie des régions rurales. Un remarquable effort a été fait dans ce domaine par la tutelle belge.
- 1.9. Le pays témoigne d'une attitude générale d'austérité et de modestie qui lui est très particulière.

Dans le secteur public on ne constate aucune des dépenses somptuaires habituelles aux pays nouvellement indépendants. Les traitements des fonctionnaires s'ils sont, comme partout, au sommet de l'éventail des salaires, restent modérés. Il en est de même de ceux du personnel politique.

La population participe à cette austérité. Les produits importés sont réduits à l'indispensable et une part considérable du revenu monétaire est consacrée à l'achat de produits nationaux, produits vivriers, d'artisanat, tabac, bière locale ou industrielle. La propension à consommer des produits manufacturés importés est faible.

Ainsi malgré le déficit des finances publiques, malgré la baisse des exportations et des ressources en devises, l'inflation reste limitée ; le cours libre du franc rwandais s'est maintenu relativement stable jusqu'à la récente dévaluation.

1.10. Depuis la révolution contre la domination Tutsi et l'émigration qu'elle a provoquée, le pays présente une forte cohésion nationale fondée sur la prédominance de l'ethnie Hutu. Les faibles pourcentages que représentent les Batwa et les Tutsi restant dans le pays, n'ont qu'une insignifiante incidence politique et n'entament pas cette cohésion.

L'évangélisation d'une proportion élevée de la population, près de 50 %, a des effets moraux et sociaux qui s'étendent au-delà de cette proportion et imprègnent l'ensemble du pays, ce qui renforce encore l'unité nationale. Aussi le Rwanda connaît-il une réelle stabilité politique qui contraste avec la situation dans de nombreux pays nouvellement indépendants.

La volonté d'austérité, l'unité nationale et la stabilité politique peuvent permettre une action gouvernementale vigoureuse pour le développement qui par ailleurs se heurte à des conditions difficiles.

2. Facteurs défavorables.

2.1. Isolé au cœur du continent dans une région montagneuse d'accès difficile, le Rwanda est resté longtemps à l'écart des pénétrations étrangères; les premières explorations l'ont contourné, ce qui explique dans une large mesure son caractère original.

Il communique avec la mer à l'Est par la voie de l'Ouganda et le port de Mombasa, par celle du Burundi, de la Tanzanie et le port de Dar-es-Salaam avec des distances totales de l'ordre de 1600 km.

Il est séparé du Kivu (au Congo), par le lac Kivu qui occupe presque toute sa frontière Ouest. Il ne bénéficie donc pas du transit de cette région pour lequel l'Ouganda au Nord, le Burundi au Sud sont mieux placés que lui.

L'identité des productions avec les pays voisins ne facilitent pas les échanges, sauf rares exceptions.

La fourniture de produits et de main-d'oeuvre au Congo qui tendait à s'accroître avant l'indépendance et offrait d'importantes possibilités de développement a été fortement réduite par les difficultés politiques et économiques que connaît ce pays depuis 1960.

- 2.2. La pression démographique est très élevée; pour une superficie totale de 26.338 km², la population a été estimée à 3 millions d'habitants en 1961 soit une densité de 114 habitants au km².

Le taux d'accroissement réel est exceptionnel puisqu'il se situerait entre 3 et 3,5 % par an.

Avant l'indépendance on constatait une forte émigration à destination du Kivu, du Katanga et de l'Ouganda. Une relative relaxation était ainsi apportée à la pression démographique. Ces courants migratoires ont été soit ralentis, soit arrêtés à la suite de l'évolution politique des pays voisins.

La proportion des terres cultivables est fortement réduite par le relief et le réseau hydrographique; aussi la disponibilité moyenne de terres cultivables par famille est-elle évaluée à 1 ha 47, alors que la superficie moyenne de l'exploitation est de l'ordre de 1 ha 20.

La population est surtout concentrée sur les terres riches de l'Ouest et dans certaines régions la superficie moyenne de l'exploitation tombe au dessous de 0 ha 6.

Les possibilités d'extension des cultures sont faibles. Elles s'offrent surtout à l'Est dans des régions moins élevées où les terres peu fertiles et le climat plus chaud fournissent des rendements plus bas et rendent la culture plus précaire. On estime que dans les conditions actuelles de rendement et de structure des exploitations la disponibilité de terres serait épuisée dans dix années environ.

La pression démographique entraîne l'extension des cultures sur des zones à vocation pastorale, et à pentes excessives. Déjà

certaines régions surpeuplées, celle de Butaré notamment, ont perdu une part de leur capacité agricole. Le processus d'érosion risque de s'accélérer.

La mise en oeuvre de la réserve que constituent les bas fonds marécageux nécessitera des études et des investissements onéreux.

2.3. La situation est aggravée par l'importance de la culture bananière qui occupe des superficies considérables, 147.000 ha environ soit 18 % des terres cultivables, et à laquelle sont généralement consacrées les meilleures terres de l'exploitation.

Or le rendement est faible. Non pas le rendement agricole évalué en moyenne à 10 tonnes par ha, mais le rendement économique et social. En effet la production n'a pas et ne peut avoir de débouchés extérieurs. Elle est entièrement consommée dans le pays et pour sa plus grande partie sous forme de bière de fabrication familiale, ce qui diminue sensiblement sa valeur nutritive.

Par contre elle présente l'avantage de tenir les terres contre l'érosion et surtout de constituer une réserve vivrière, la consommation sous forme de bière pouvant être en cas de besoin, réduite, et la consommation directe sous forme de fruit cru ou cuit, augmentée.

2.4. En 1950 le plan décennal déclarait : "Le Rwanda-Urundi est un pays que le bétail écrase".

Il évaluait le cheptel bovin au Rwanda à 590.000 têtes et estimait qu'il fallait en éliminer 386.000. Ce jugement était sans doute exagérément pessimiste puisque malgré l'orientation du plan, malgré les abattages et les départs pendant la Révolution l'effectif est estimé à environ 557.000 têtes. Il n'en reste pas moins qu'il doit retenir l'attention. En effet depuis 1950 les pâturages ont été notablement réduits au profit des cultures. De plus la mise en valeur indispensable des bas fonds les réduira encore. Par contre certaines régions à l'Est : Bugesera, Mutara

ont une vocation pastorale presque exclusive et ne supportent qu'un troupeau très inférieur aux possibilités. Il est vrai que le Bugesera est infesté et le Mutara menacé par les glossines. Il y a de toutes façons une mauvaise répartition du bétail sur le territoire quel que soit le niveau réel de l'effectif optimum.

Le troupeau est évidemment mal nourri. Son rendement est faible. C'est ainsi que la production de lait est estimée à 150 litres par vache et par an c'est-à-dire sensiblement la même que dans les savanes tropicales de l'Ouest africain. Or les pâturages sont de meilleure qualité, restent verts presque toute l'année, les disponibilités en eau sont constantes et l'obligation de la transhumance n'existe pas.

Le cheptel est certainement trop nombreux dans plusieurs régions. Une meilleure répartition permettrait peut-être de maintenir l'effectif actuel dans des conditions satisfaisantes, mais cela n'est nullement assuré. Dans le présent il ne fait pas de doute que par zones, le troupeau dispute à l'homme des terres dont celui-ci a un pressant besoin.

2.5. Sous la tutelle, le Rwanda constituait dans le domaine économique une province de l'ensemble Rwanda-Urundi. L'industrie et les services, ainsi que l'administration générale, étaient concentrés à Bujumbura, seul véritable centre urbain avec 40 à 50.000 habitants, les autres agglomérations atteignant à peine 5.000 habitants.

Au moment de l'indépendance le Rwanda s'est donc trouvé sans industrie autre que celles des mines et de l'énergie et sans services, c'est-à-dire dépourvu de l'armature économique d'une nation. L'artisanat est trop faible et rudimentaire pour être une base de départ. Cette armature reste donc à construire.

L'indépendance a entraîné l'amorce d'un développement de services bancaires et commerciaux. Elle n'a pas encore eu d'effet notable sur l'industrie. Le pays est pour l'instant presque exclusivement agricole et minier alors que la pression démographique croissante

exigerait une multiplication rapide des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire.

2.6. Pour les mêmes raisons la classe moyenne ne s'est pas constituée et le sens de l'entreprise est presque inexistant.

Aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public on constate une pauvreté exceptionnelle de cadres, de spécialistes et d'ouvriers qualifiés.

Le pays dispose d'une importante capacité de travail inemployé, mais au niveau du manoeuvre non spécialisé.

2.7. L'enseignement est inadapté aux besoins d'un pays qui cherche les voies de son développement et tout particulièrement dans la présente situation de pénurie dramatique de cadres. Il est orienté principalement vers la culture littéraire et philosophique et ne s'applique que trop peu à la formation technique et scientifique.

2.8. L'administration publique est défaillante à tous les échelons. Plus qu'ailleurs en Afrique, pour des raisons historiques elle manque de personnel qualifié. L'administration centrale fonctionne lentement avec un petit nombre de fonctionnaires compétents. L'administration départementale a peu d'autorité, peu de personnel qualifié, en dehors de quelques cadres techniques, presque pas de moyens d'action en matériel et en crédit. L'administration communale si elle a quelque autorité et beaucoup de bonne volonté, a fort peu de compétence.

2.9. L'habitat est dispersé. Il n'existe pratiquement pas de villages. Chaque cellule familiale vit seule sur sa concession. Dans de rares régions très peuplées des rassemblements de quelques habitations ne peuvent constituer le support indispensable à une vie de groupe social.

Cette situation, qui peut offrir des avantages sur le plan sanitaire et le plan économique, rend difficile l'encadrement pour la promotion du milieu rural. Les centres présentant des caractères

urbains sont fort peu nombreux. Ils se limitent pratiquement à Kigali, Butare, Ruhengeri, et Gisenyi. Les autres chefs-lieux de préfecture ne sont que des postes administratifs auxquels se sont joints des centres commerciaux. Même dans ces agglomérations, la population est trop faible pour remplir efficacement des fonctions urbaines complètes. Cependant, Kigali tend à se développer et à devenir un centre d'attraction.

Mais le pays est encore écartelé entre des pôles beaucoup plus importants qui lui sont extérieurs : Bukavu et Goma au Congo, Bujumbura au Burundi, Kigali et Kampala en Ouganda. Toutefois les distances qui les séparent permettront certainement à Kigali de se développer.

3. Déséquilibre et problèmes généraux.

Dans l'ensemble quatre traits dominants caractérisent la situation.

3.1. L'isolement du pays le place dans la dépendance de ses voisins.

Seule la Tanzanie a peu d'influence du fait que de part et d'autre de la frontière, en Tanzanie comme au Rwanda, l'activité est faible. Mais le Burundi, l'Ouganda et le Congo exercent chacun une attraction sur une partie du territoire national. L'emprise du Burundi et du Congo ont prédominé sous le régime de tutelle. Depuis l'indépendance l'influence du Congo a été fortement atténuée par les troubles économiques et politiques et pour lutter contre celle du Burundi le Gouvernement a délibérément resserré ses liens avec l'Ouganda.

Les échanges internationaux sont tributaires du Burundi et de l'Ouganda. Ils passent par leurs voies de communication vers la mer et le Rwanda doit acquitter de lourds frais de transport qui accroissent le prix de ses importations, diminuent la valeur de ses exportations vers le marché mondial et les limitent aux produits de valeur élevée.

Les échanges régionaux s'effectuent surtout avec le Congo; ils ont été fortement réduits par les difficultés de ce pays tant à l'exportation, produits vivriers, bière, qu'à l'importation, produits manufacturés divers, ciment.

L'émigration nécessaire à l'équilibre du pays qu'elle soit permanente, de longue durée ou saisonnière, dépend du Congo et de l'Ouganda. Très ralentie depuis l'indépendance par les troubles congolais et l'attitude réservée de l'Ouganda, le soulagement qu'elle apportait à la pression démographique s'est restreint et les transferts de salaires au bénéfice du Rwanda ont diminué.

Ainsi l'évolution de la conjoncture dans les pays voisins, les décisions gouvernementales telles que le freinage de l'émigration ou même la fermeture des frontières, exercent une influence directe sur l'économie rwandaise qu'il est difficile d'éviter et d'atténuer.

Toutefois les effets de cette dépendance sont limités par l'unité nationale du pays. L'homogénéité ethnique, un style de vie commun permettent à la nation de résister aux écartèlements et aux divisions qui ne manqueraient pas d'apparaître dans une population moins fortement cohérente dont le sentiment de communauté serait moins affirmé.

3.2. La pression démographique croissante et excessive pose un inquiétant problème.

Elle accentue la dépendance à l'égard des pays voisins car elle conduit à y rechercher des emplois définitifs ou temporaires mais le recul de l'émigration depuis quelques années accroît les dangers de la charge humaine et rend plus difficile la recherche de solutions en réduisant les délais dont on dispose pour leur application.

La superficie moyenne de l'exploitation est exiguë, même en tenant compte de la possibilité fréquente de pratiquer deux cultures annuelles. Son utilisation n'est pas satisfaisante en raison de l'importance de la culture du bananier dont le rendement économique

est médiocre dans les conditions actuelles. Il est vrai que ce rendement peut s'améliorer, notamment si le paysan accepte de consommer le fruit en l'état au lieu de le transformer en bière et si d'autres utilisations peuvent en être trouvées.

L'accroissement de la population conduit à la diminution de cette superficie, à la réduction des jachères, à l'extension des cultures sur des pentes abruptes et sur des terrains à vocation pastorale. Il aggrave les dangers d'érosion et réduit encore les superficies cultivables et leur capacité de production.

Le troupeau bovin qui constitue une importante richesse est en compétition avec l'homme. Même si une meilleure utilisation des terres, par une répartition équilibrée du troupeau dans l'ensemble du pays, peut permettre de maintenir l'effectif actuel il ne fait pas de doute que, délibérément ou non, il devra être réduit dans certaines régions surpeuplées.

L'association de l'agriculture et de l'élevage bovin y est difficile et sans doute parfois impossible. Avec la limitation progressive des pâturages on voit mal comment l'exploitation, dont la superficie moyenne tombe parfois au-dessous de 0 ha 6, pourrait fournir un surplus à la consommation familiale et au minimum de culture monétaire pour nourrir ne fut-ce qu'une tête de gros bétail. D'autre part cette superficie, les pentes souvent accentuées ne permettent pas une utilisation satisfaisante du travail animal. Par contre le petit élevage chèvres et moutons, éventuellement porcs, surtout volailles est certainement possible et souhaitable partout.

Le paysan est sous-employé, il y a peu d'emplois autres qu'agricoles et la population est rurale dans une très forte proportion, plus de 90 %.

L'emploi salarié a considérablement diminué depuis 1954 et surtout depuis 1959. On estime qu'en dehors de l'administration 14.000 emplois ont disparu depuis 1954 et 900 environ depuis 1959.

Ceci s'ajoute au recul de l'émigration depuis cette dernière. Les salariés retournés à la vie agricole accroissent le sous-rural. Or, l'augmentation de l'emploi salarié, mis à part l'émigration à l'extérieur, sera lente et difficile. C'est pourtant, avec l'émigration, le seul moyen de réduire la pression démographique croissante sur les terres disponibles.

Cependant il existe encore quelques disponibilités de terres cultivables. Dans les régions relativement moins peuplées de l'Est on peut trouver des possibilités d'extension de culture mais les terres y sont moins fertiles et plus fragiles. De plus les bas-fonds dispersés dans le pays sont récupérables et l'exploitation de ceux déjà utilisés peut être améliorée. Leur superficie exacte est mal connue, ils nécessitent des études et des investissements qui ralentiraient leur mise en valeur.

Par ailleurs la richesse du sol sur la majeure partie du territoire doit permettre un accroissement notable des rendements et une culture de plus en plus intensive. Mais cela nécessite un effort continu d'encadrement et d'animation, une autorité vigilante, qui à l'instant ne sont pas à la mesure du danger présent de déséquilibre agricole et alimentaire.

3.3. Malgré une unité profonde le pays dispose de structures encore incomplètes. Le sentiment national s'exprime normalement sur le plan politique par les partis, essentiellement le Parmohutu qui a largement démontré sa puissance et l'adhésion de la population. L'Assemblée, le Gouvernement.

Mais la structure d'administration publique a été démantelée par l'émigration Tutsi au moment même où, du fait de l'indépendance, ses tâches et ses responsabilités s'étendaient brusquement.

Par suite de l'insuffisance numérique du personnel compétent l'Assemblée et le Gouvernement manquent des moyens nécessaires pour préparer leurs délibérations et leurs décisions et pour assurer l'exécution. Leur action en est fortement ralentie.

faiblesse des administrations préfectorales ne permet pas d'établir un contact satisfaisant avec la population en ce qui concerne l'état des services publics et l'application des directives gouvernementales. Ainsi, non seulement l'activité publique est insuffisante à tous les niveaux, mais encore l'échelon intermédiaire, entre l'action gouvernementale inspirée par la vie politique et l'action communale pressée par les besoins directs de la population, assure mal le relais et la communication.

Dans le domaine économique, jusqu'à l'indépendance l'armature des services correspondait bien davantage à celle d'une province de l'ensemble Rwanda-Urundi qu'à celle d'un pays autonome. Banques, commerces, assurances, avaient leur centre à Bujumbura. Il faut donc créer presque entièrement l'organisation de services correspondant aux besoins d'un état nouveau. Cette œuvre est d'autant plus difficile qu'elle ne trouve pas sur place le personnel compétent nécessaire et que l'atonie économique du pays la rend peu attrayante et n'encourage pas l'initiative.

Pour les mêmes raisons le secteur industriel est mal représenté. En fait il se limite aux industries portant sur des matières premières nationales : industrie minière, production d'énergie électrique, traitement du café.

Les industries de service sont très faibles, transports et ateliers de réparations notamment. Le transport est assuré dans une proportion très élevée par des entreprises situées hors du territoire.

Les industries de consommation sont presque inexistantes car elles étaient implantées à Bujumbura. Elles n'apparaissent que lentement. Il existe cependant une importante exception : la brasserie. Encore faut-il noter qu'elle est installée à Gisenyi, à la frontière Ouest car elle était conçue pour exporter une part élevée de sa production au Congo. En fait cette exportation a été arrêtée par les difficultés congolaises et l'entreprise est maintenant excentrée par rapport à son marché.

Les Missions constituent une structure parallèle étendue sur l'ensemble du pays dont l'action n'est pas seulement religieuse

et morale. Elles jouent aussi un rôle essentiel dans l'éducation. Elles assurent pratiquement seules la scolarisation à tous les degrés et la formation professionnelle. De plus certaines d'entre elles ont une action notable dans le domaine de l'artisanat.

Malgré la très forte densité démographique les concentrations urbaines sont rares; toutefois une tendance à l'urbanisation, encore faible, semble se dessiner en faveur de Kigali.

Dans la plupart des pays africains et des pays en voie de développement un fort mouvement de concentration urbaine marque la recherche d'un niveau de vie supérieur et le désir d'échapper à un milieu traditionnel contraignant. Il tend à accumuler dans les villes une masse sans occupation bien déterminée, vivant de petits travaux temporaires et de l'aide de la population régulièrement employée. Au Rwanda au contraire une proportion importante des salariés continue à vivre en milieu rural où la famille maintient l'exploitation agricole, et vient parfois de loin exercer son emploi journalier à la ville.

Peut-être est-ce en partie l'effet de l'habitat dispersé, de la faiblesse des structures sociales traditionnelles et de la liberté qui en résulte pour l'individu, en milieu rural. Mais la principale raison est probablement la crainte dans ce pays surpeuplé, de perdre les droits sur la terre si elle est abandonnée alors que dans la plupart des pays africains le salarié sait qu'en cas de besoin il pourra retrouver une activité agricole dans son village d'origine.

Cette situation ne peut se prolonger longtemps et l'accentuation de la pression démographique finira par chasser vers les villes une partie de la population qui constituera autour d'elles une ceinture de déracinés. Dans l'immédiat elle retarde une échéance certaine et la rend plus dangereuse car elle freine le développement urbain, elle ralentit la croissance des échanges intérieurs puisque le salarié se nourrit de sa propre exploitation, n'achète que peu de produits vivriers et freine le développement industriel car le style de vie rural de la quasi totalité de la population n'encourage pas la consommation de produits manufacturés.

3.4. Le niveau économique est bas.

En 1959, le Produit intérieur par habitant était évalué à 2.680 F.C. ou 54 US dollars pour l'ensemble Rwanda-Burundi. C'est-à-dire qu'il était encore plus faible au Rwanda où les activités secondaires et tertiaires n'étaient que très peu représentées.

En 1964, l'estimation de cet indicateur s'élevait à 2.163 F.Rw ou 13 US dollars, le produit monétaire se limitant à 10 % du produit total soit 866 F.Rw (17,3 US \$).

Cette proportion de la part autoconsommée caractérise un niveau économique qui se situe parmi les plus faibles.

Un contraste certain apparaît entre la relative richesse des ressources physiques du sol et du sous-sol et la pauvreté du revenu de la population. Il provient de la pression démographique et de l'isolement géographique qui renchérit les coûts, accroît la valeur des importations, réduit celle des exportations.

La faiblesse du revenu entraîne un déséquilibre permanent des finances publiques qui n'arrivent pas à faire face à leurs obligations. A son niveau actuel le prélèvement fiscal ne permet pas de structurer l'Etat et l'administration publique. Il permet moins encore au budget de jouer le rôle d'instrument de développement par les dépenses de promotion économique, la redistribution des ressources et surtout par l'investissement.

Les besoins de la consommation intérieure ne laissent qu'un maigre surplus exportable dont la valeur est encore amputée par les frais de transports. L'exportation par habitant est exceptionnellement basse sensiblement 200 F.Rw (1 US \$). Aussi les disponibilités en devises ne parviennent-elles pas à couvrir les besoins courants d'importation pourtant très comprimés et moins encore ceux nécessaires au développement. Déséquilibre des finances publiques, déséquilibre des échanges extérieurs pèsent sur la devise nationale.

L'étroitesse des disponibilités monétaires de la population limitent le marché offert aux industries de consommation. Le développement industriel est donc particulièrement freiné. Or par la création d'emplois, il permettrait d'absorber une partie du surplus croissant de la population agricole. La pression démographique et l'isolement rendent difficile l'élévation du revenu. Malgré des ressources physiques notables, l'abondance de la main-d'oeuvre disponible, le pays est actuellement enfermé dans un cercle vicieux qui le mène à la dégradation progressive s'il ne tente pas de le rompre par une politique énergique de développement. Celle-ci exigera le consentement de la population à de lourds sacrifices. L'aide extérieure peut seulement les atténuer, et elle sera d'autant plus importante et efficace que le pays aura fait preuve de sa détermination.

4. Orientations générales et objectifs principaux.

Orientations générales.

4.1. L'indépendance politique, même fondée sur une forte cohésion nationale resterait précaire si elle n'était suivie de l'indépendance économique.

- Au niveau actuel de l'activité et du standard de vie, l'indépendance économique est nécessairement aléatoire. Il faut donc avant tout renforcer l'économie du pays.

Celui-ci doit établir et développer des structures actuellement insuffisantes : services économiques et sociaux, administration publique. Il doit aussi constituer sa capitale Kigali en pôle de développement devant équilibrer les centres d'attraction situés à l'extérieur.

Le revenu doit être fortement accru et par priorité le revenu de l'entreprise agricole. Le manque de terres disponibles doit faire rechercher énergiquement le développement des autres secteurs, notamment minier et industriel et l'accroissement de

l'emploi salarié.

Il est indispensable d'obtenir rapidement une augmentation de la capacité d'importation dont la faiblesse est une des principales entraves au développement.

- Mais, tout spécialement dans la position du pays, l'autarcie n'est pas concevable. Elle ne peut qu'accentuer son isolement et mener à la stagnation sinon à la régression.

L'interdépendance avec les régions voisines doit donc compenser la dépendance dans laquelle le pays se trouve.

En échange des biens et services que le Rwanda doit demander aux pays frontaliers, il est nécessaire de promouvoir la fourniture de biens et de services, produits vivriers, orge, tabac, énergie, éventuellement gaz du lac Kivu ou produits dérivés, main-d'œuvre. Des accords en ce sens devront être recherchés.

Il faut s'efforcer d'équilibrer les dépendances entre les divers pays frontaliers. Le réseau de transports intérieurs et de liaisons avec l'extérieur doit être conçu et organisé en vue de l'utilisation des diverses voies de communication avec la mer, par l'Ouganda et par le Burundi. Les échanges avec les régions voisines doivent être développés pour ne pas dépendre uniquement des échanges à longue distance. Dans cette perspective le marché du Congo présente une importance particulière.

Dans le présent, une des façades du pays, la frontière avec la Tanzanie, est malheureusement inactive et ne peut jouer un rôle notable dans l'interdépendance et l'équilibre des dépendances qu'il faut rechercher. Mais le problème doit être attentivement suivi afin d'être en mesure de nouer des relations économiques avec ce pays dès que le développement des zones limitrophes le permettra.

4.2. Il faut faire face à la croissance démographique qui fait peser sur le pays un grave danger et préparer la place aux générations montantes. Il ne suffit pas d'assurer leur subsistance, il faut encore leur offrir ainsi qu'à l'ensemble de la population l'espoir et la perspective d'un niveau de vie plus élevé et plus humain.

- La tâche la plus urgente est de conserver le capital limité que constitue la terre et dont la croissance démographique accélérera nécessairement la dégradation si l'oeuvre anti-érosive importante déjà réalisée n'est pas entretenue et complétée.

- Malgré la charge de la population sur la terre, la répartition des activités agricoles peut être améliorée.

Bien que limitées en superficie, des terres sont encore disponibles. Dans l'Est du pays notamment des familles peuvent être installées sur des terres nouvelles. Le climat y permet des productions déficitaires comme les oléagineux et peut être le coton. Par ailleurs, de nombreux bas fonds marécageux restent à mettre en valeur; leur étude et leur aménagement doivent être activement poursuivis.

Les superficies plantées en bananes qui atteignent 18 % des terres cultivables, n'ont pas un rendement économique suffisant. Il faut rechercher une meilleure utilisation du produit et du capital sol des bananeraies et réduire les superficies au profit d'autres cultures plus intéressantes économiquement et socialement.

Une meilleure répartition du troupeau bovin doit être obtenue. En particulier les régions à vocation pastorale du Bugesera et du Mutara peuvent porter un troupeau sensiblement plus important et un accroissement notable des ressources en viande et en lait en résultera.

L'augmentation de ressources à espérer d'une meilleure répartition des activités agricoles est cependant limitée. On estime que les terres disponibles représentent, au niveau actuel de technique et de revenu, environ dix années de croissance démographique, mais leur exploitation sera freinée par la réticence de la population à quitter son terroir et par le coût des aménagements. Par contre, une meilleure utilisation des terres bananières peut donner un peu plus d'aisance. De plus, le drainage et la mise en valeur des marais majorerait le délai mais au prix d'investissements rapidement croissants et d'une

rentabilité de plus en plus faible, à moins d'employer des techniques de plus en plus évoluées.

- Aussi est-il indispensable et d'une extrême urgence de consentir un effort massif à l'amélioration générale des rendements. Tant que la structure d'ensemble de l'économie n'aura pas été considérablement améliorée, que le développement industriel n'aura pas fortement accru le nombre d'emplois salariés, ce qui demandera de très longs délais, la superficie moyenne de l'exploitation aura tendance à diminuer. Or le paysan rwandais est loin de tirer tout le parti possible de la richesse de sa terre.

Il faut parvenir à une culture intensive, avec assolements et maintien de la fertilité par l'emploi d'engrais organiques d'abord, minéraux et chimiques ensuite. L'effort doit porter sur l'ensemble de l'exploitation aussi bien pour les produits vivriers que pour les cultures monétaires. Pour atteindre ce but la reprise et l'extension des travaux et pratiques de conservation des sols s'imposent.

- L'amélioration générale des rendements est d'autant plus indispensable qu'il faut accroître le revenu monétaire de l'entreprise agricole.

Parmi les cultures de grande exportation, la capacité des plantations existantes de café n'est pas pleinement exploitée, malgré une reprise notable de l'entretien après une période de relâchement. Les superficies peuvent être étendues dans les régions où le rendement est élevé. La plantation de thé doit être énergiquement poursuivie. La culture du pyrèthre doit être développée et permettre ainsi l'installation d'une usine d'extraction. La production de coton peut augmenter bien que les possibilités semblent limitées. Les cultures maraîchères et fruitières, à fort rendement, et l'exportation de leur produit après conservation méritent d'être envisagées.

Les échanges intérieurs et les échanges avec les pays voisins doivent permettre le développement de l'orge, de la pomme de terre, de l'arachide, du blé, du tabac, du lait, des cultures

maraisières et fruitières.

Parmi ces activités sont particulièrement souhaitables celles qui emploient une main-d'œuvre abondante comme le thé, le pyrèthre, les cultures maraîchères et celles qui peuvent appeler la création d'industries.

Le petit élevage doit être vigoureusement encouragé. Il se nourrit sans grande difficulté sur l'exploitation. Il trouve un débouché facile dans les pays voisins en particulier au Congo et fournit un appoint monétaire notable. Enfin la volaille est à la mesure de la consommation familiale insuffisante en protéines.

- Si dans la situation actuelle l'augmentation du revenu agricole est prioritaire pour permettre à la population de vivre et de vivre mieux, la terre ne pourra indéfiniment supporter la croissance démographique. Aussi faut-il transformer la structure de l'économie et accroître l'emploi salarié.

L'activité minière fournit le plus grand nombre d'emplois. De tous les secteurs c'est sans doute celui dont le développement (éventuellement prolongé par une petite industrie métallurgique) peut, dans les meilleurs délais, absorber un effectif supplémentaire de main-d'œuvre. Mais comme pour l'agriculture, cet effectif ne peut s'accroître indéfiniment.

Le développement industriel doit être à la base de la modification de la structure économique, assurer le relais des activités agricoles et minières et contribuer à la croissance continue de l'emploi. Les industries de consommation nationale seront fortement encouragées bien que la faiblesse du revenu et l'étroitesse du marché ne permettent pas d'espérer la création d'un grand nombre d'entreprises et l'extension rapide de leur activité.

Dans la situation actuelle, l'accent sera mis sur les industries de transformation de matières premières nationales pour l'exportation notamment café, thé, pyrèthre, éventuellement produits maraîchers et fruitiers, métallurgie de l'étain. Ceci suppose l'accroissement de la production de ces matières premières. Le

gaz du Kivu fournit déjà de l'énergie à l'industrie nationale. Il faut étudier la possibilité d'une exploitation plus complète avec exportation vers les pays voisins.

Les industries de service seront développées, en particulier le transport, les ateliers de réparation et d'entretien, l'hôtellerie. Ces activités sont d'ores et déjà insuffisantes. Leur extension conditionne l'organisation d'un mouvement touristique qui pourra offrir un débouché à l'artisanat d'art.

Les industries de travaux publics, de construction, de matériaux de construction, cimenterie notamment, peuvent se développer à condition qu'augmente l'investissement public et privé.

L'ensemble de ces industries permettra d'amorcer la transformation de l'économie, accroîtra les échanges intérieurs de produits agricoles, favorisera l'industrie de consommation nationale, accélérera la formation des services de toute nature.

4.3. Au delà du développement économique et grâce à lui, la promotion humaine fera l'objet d'un effort particulier.

- Si la situation sanitaire est dans l'ensemble satisfaisante, elle est cependant menacée par la malnutrition, surtout chez les jeunes enfants, et par ^{le} manque d'hygiène. La formation, en particulier des femmes, pour une meilleure utilisation des ressources alimentaires, pour une meilleure hygiène générale, doit être assurée par un encadrement socio-sanitaire au contact de la population.

- L'éducation soulève des problèmes prioritaires.

Les enseignements primaire et secondaire devront connaître de profondes améliorations pour remplir effectivement leurs fonctions d'alphabétisation et de production de cadres.

La politique scolaire aura le souci constant de s'adapter aux ressources financières et humaines disponibles et aux impératifs du développement.

- La diffusion de l'information et de la culture est particulièrement nécessaire dans un pays d'habitat aussi dispersé. Elle permet

de faire connaître à la population les moyens d'améliorer ses conditions de vie. Elle renforce leur sentiment de communauté, elle combat l'isolement des hommes et les conduit à mieux participer à l'effort national.

Objectifs principaux.

Dans le cadre des grandes orientations d'indépendance, de promotion économique et humaine, le Gouvernement doit se fixer les objectifs essentiels afin de se donner les moyens de sa politique de développement.

Ces objectifs généraux sont au nombre de quatre :

1. Poursuivre la formation du Capital National.

Disposant déjà d'un équipement de base important il faut accroître l'investissement national indispensable au développement économique et social.

Le pays bénéficie d'une aide extérieure substantielle. Mais celle-ci ne peut suffire et constitue seulement un apport supplémentaire. Son efficacité et par conséquent son importance dépendent très largement de la formation de capital (par les ressources nationales) très insuffisante depuis plusieurs années.

En raison du niveau du revenu, les ressources monétaires pour l'investissement sont modiques; mais elles peuvent être accrues. En dehors de l'augmentation du volume budgétaire et de l'épargne publique, il est nécessaire de chercher à mobiliser l'épargne privée. La création d'organisations coopératives et pré-coopératives est un moyen. Le paiement d'une fraction du traitement des fonctionnaires en titres d'emprunt donnant accès à un système d'épargne crédit en est un autre. Ainsi peut être retirée de la consommation et drainée vers l'investissement une partie du revenu monétaire.

Mais le pays dispose d'une très importante ressource en main d'œuvre partiellement inemployée. L'investissement par le travail dans l'agriculture permettrait d'en accroître considérablement le revenu. Il doit être largement étendu aux ouvrages de conservation des sols et au reboisement, au drainage, à la mise en valeur des marais et à l'installation de paysannats. Ainsi il fera participer le paysan, avec la seule ressource notable à sa disposition, à la création d'un capital qui l'intéresse directement et dont le coût monétaire serait ainsi réduit dans de fortes proportions.

La mobilisation des moyens au profit de la formation de capital justifierait et faciliterait une recherche plus insistante d'apports financiers extérieurs, publics et privés.

2. Accroître les ressources financières et monétaires.

Le volume des ressources propres budgétaires et en devises doit absolument être augmenté. Leur niveau actuel interdit le développement.

- Le volume budgétaire est inférieur à celui de pays de même population et de revenu sensiblement égal.

Il doit être accru pour permettre d'abord des dépenses de promotion économique et sociale, par l'encadrement agricole, par l'encadrement socio-sanitaire, actuellement très en dessous des besoins du pays.

Il doit être encore accru pour relancer l'investissement public assuré presque entièrement par l'aide extérieure et pour permettre la mobilisation de la capacité de travail dans la formation de capital national. Conservation des sols, mise en valeur des marais, installation de paysannats, amélioration de l'équipement routier sur les principaux axes, complément de l'infrastructure énergétique (interconnexion des centrales), équipements industriels notamment de transformation agricole, équipement administratif sont des tâches d'une extrême urgence.

Une augmentation de la pression fiscale est concevable, notamment sur le secteur rural qui ne participe pas assez aux charges et aux efforts de développement du pays.

- La capacité d'importation est exceptionnellement limitée. Elle doit être rapidement et fortement relevée pour permettre d'une part la satisfaction normale des besoins de la population, trop souvent entravée par des ruptures de stocks qui favorisent les manœuvres spéculatives, d'autre part l'importation croissante de biens d'équipement.

Les exportations peuvent être augmentées sur le marché international et celui des pays voisins : d'abord et très rapidement celles de café qui n'ont pas encore retrouvé le niveau des années antérieures à l'indépendance; ensuite celles de produits miniers, de thé, de pyrèthre, d'orge, de produits de l'élevage et d'autres produits agricoles.

Les importations peuvent être réduites dans une certaine mesure par le développement de l'industrie de consommation et l'utilisation des ressources du pays, lait, viande, blé, tabac, huile d'arachide, coton, gaz méthane.

- La récente dévaluation a permis d'accroître le volume budgétaire et d'espérer l'équilibre des dépenses de fonctionnement.

Elle doit dégager des ressources destinées aux dépenses de production économique et sociale et à l'investissement.

Elle doit entraîner le redressement des exportations en rendant la production plus rémunératrice et en réduisant les exportations clandestines dont les devises échappent à l'Etat et probablement en partie à l'économie du pays. Elle doit donc améliorer la capacité d'importation.

Mais pour qu'elle puisse entraîner des effets favorables et durables il faut qu'elle rétablisse les équilibres antérieurement compromis. La hausse des prix intérieurs doit être réduite au minimum. Déjà les prix de détail des produits importés étaient dans une large mesure alignés sur le taux libre qui est à peu de chose près devenu le taux officiel de change. La hausse des prix intérieurs des produits exportés doit être limitée par un alourdissement du prélèvement fiscal. L'augmentation des

traitements des fonctionnaires doit être maintenue dans une limite raisonnable et une partie importante orientée vers l'investissement par le paiement en titres d'emprunt donnant accès à un système d'épargne crédit.

Equilibre des finances publiques, accroissement de la capacité d'importation, amélioration des rapports de prix que la récente dévaluation peut permettre d'espérer par une politique économique et financière prudente, sont des conditions indispensables à l'apport de capitaux privés extérieurs.

3. Améliorer les structures.

Le pays doit consolider et perfectionner ses structures, sans lesquelles le Gouvernement ne peut appliquer ses directives, en les adaptant aux impératifs du développement.

- Les services économiques doivent être améliorés.

Le commerce sera organisé et contrôlé, les marges bénéficiaires surveillées, les manœuvres spéculatives déjouées en particulier pour les produits de première nécessité. Trafipro sera encouragé comme organisme témoin et pour faciliter la diffusion de ces produits.

Le transport national étendra son activité.

Les structures financières seront complétées par un organisme public d'investissement et de crédit agricole, immobilier, artisanal et industriel. Il aura à gérer l'épargne crédit des fonctionnaires, éventuellement des salariés.

- Il faut étoffer et moderniser les structures de promotion économique et sociale. L'individualisme de la population, les liens sociaux distendus des groupements de base de la population sont des freins au développement contre lesquels la dispersion de l'habitat rend la lutte difficile.

La cohésion de la commune sera renforcée par l'encadrement socio-sanitaire, l'encadrement agricole, la formation de groupements

de producteurs, coopératifs et pré-coopératifs, par l'information, afin de promouvoir le développement communautaire.

- La faiblesse du niveau économique, le manque d'organisation de la population et sa dispersion conduisent à un rythme de développement très lent, trop lent pour la situation difficile actuelle. Il faut donc agir vite sur l'ensemble de la population. La promotion résultera d'une action de masse répartie sur tout le pays et portant sur des objectifs essentiels et urgents tels que conservation des sols, méthodes culturales nouvelles, cultures monétaires, petit élevage, hygiène générale, formation de la femme. Avec un encadrement compétent, une vigoureuse impulsion gouvernementale, les actions de détail prendront alors une valeur nouvelle.

Ainsi apparaît la nécessité d'une administration publique forte et centralisée qui permet l'homogénéité du pays. Les directives centrales seront diffusées par une administration préfectorale efficace ayant autorité et tutelle sur l'administration communale. Renforcement de la hiérarchie, qualification du personnel, promotion de l'initiative et de la prise de responsabilités doivent être assurés.

- Enfin le développement de Kigali, située à peu près à égale distance des frontières, sera prioritaire; la capitale doit devenir, par l'accroissement des activités industrielles, commerciales et de services, un centre d'attraction structurant et polarisant le pays, équilibrant les attirances de l'extérieur.

4. Former les cadres indispensables au développement.

La pénurie de cadres est alarmante.

L'enseignement doit être réformé et orienté à tous les niveaux pour combler cette grave lacune. Dès la scolarisation primaire, il s'attachera à préparer la population en vue de l'amélioration de son niveau de vie. Il formera des ouvriers spécialisés pour l'artisanat et l'industrie, des gérants d'entreprises agricoles coopératives,

artisanales et industrielles, commerciales, de transport. Il formera le personnel d'encadrement, le personnel sanitaire. Il formera et perfectionnera le personnel d'administration publique générale. Il accélérera la formation et la promotion des élites, les orientera vers les tâches du développement.

Deuxième Partie

ETUDES SECTORIELLES

Pour chaque secteur ont été étudiées les données, les problèmes, les recommandations et le programme.

Le volume des études sectorielles a conduit à les présenter séparément (Tomes II, III, IV).

On trouvera ci-dessous en rappel le sommaire de cette deuxième partie.

SOMMAIRE

DE LA DEUXIEME PARTIE

T O M E I I

	<u>Pages</u>
Titre 1 : Milieu Physique	1
Titre 2 : Population	36
Titre 3 : Santé	56
Titre 4 : Enseignement, Formation, Information	23
Chapitre 1. Enseignement primaire	94
Chapitre 2. Enseignement Secondaire Général et Technique	116
Chapitre 3. Enseignement Supérieur et Perfectionnement	170
Chapitre 4. Information, Presse, Radio	195

T O M E I I I

Titre 5 : Elevage	1
Titre 6 : Agriculture	42
Chapitre 1. Données Générales	43
Chapitre 2. Problèmes et Recommandations Générales	73
Chapitre 3. Produits	79
Section 1 - Cultures vivrières	79
" 2 - Café	104
" 3 - Thé	117
" 4 - Pyrèthre	137
" 5 - Coton	157
Chapitre 4. Mise en valeur des terres nouvelles	162
Chapitre 5. Conservation des sols et Forêt	205
. Conservation des sols	205
. Forêt	226

Chapitre 6.	Pêche et Apiculture	245
	. Pêche	245
	. Apiculture	249
Chapitre 7.	Recherche et Enordrement	252
	. Recherche	252
	. Enordrement	257

T O M E I V

Titre 7	:	Lines	1
Titre 8	:	Energie	23
Titre 9	:	Artisanat et industrie	44
		Chapitre 1. Artisanat	45
		Chapitre 2. Industrie	52
Titre 10	:	Communications, transports et télécommunications	124
		Chapitre 1. Transports et communications de surface	125
		Chapitre 2. Communications et transports aériens	182
		Chapitre 3. Télécommunications	210
Titre 11	:	Commerce et autres services	217
		Chapitre 1. Commerce intérieur	217
		Chapitre 2. Autres services	244
Titre 12	:	Urbanisme et Habitat	254
Titre 13	:	Infrastructure Administrative et de Souverainete	279

Troisième Partie

LE PLAN D'URGENCE

MOYENS ET CONDITIONS D'EXECUTION

TITRE 1LES INVESTISSEMENTS ET LE FINANCEMENTCHAPITRE 1LES INVESTISSEMENTSSection 1 - BILAN DES INVESTISSEMENTS

L'établissement du bilan des investissements réalisés au Rwanda soulève de nombreuses difficultés.

En effet, d'une part il n'y a pas d'archives proprement nationales antérieurement à 1962 et la documentation relative à l'ensemble Rwanda-Burundi n'est pas accessible. D'autre part, la réalisation des investissements monétaires s'est étendue sur une longue période : les premiers investissements de quelque importance remontent à 1938. Toutefois, il semble que la presque totalité de ces investissements (9/10) aient été effectués depuis 1949.

En ce qui concerne les investissements publics, deux méthodes peuvent s'offrir :

- la méthode comptable consistant à relever et à ventiler les dépenses d'investissements en les affectant éventuellement de coefficients d'amortissements et d'indices de revalorisation pour tenir compte de la dépréciation monétaire ;
- la méthode d'estimation directe qui nécessite une évaluation du coût de remplacement de chaque investissement, en tenant compte de toute dépréciation matérielle.

La première méthode est apparemment plus précise. Cependant, elle est d'utilisation difficile de par la complexité des budgets. Par ailleurs, elle aboutit à de graves lacunes car le fonctionnement efficace de certains services peut contribuer à la formation du capital. Elle doit donc être complétée par l'estimation directe.

1.- Bilan des investissements globaux.

Le total des investissements publics et privés réalisés au Rwanda au 31 décembre 1965 est estimé à 7 008,546 M. :

	Valeur (en millions)	%
- Production :	3 064,130	43,72
- Infrastructure économique :	2 114,332	30,16
- Infrastructure sociale et administrative :	1 830,034	26,11
	7 008,546	100

2.- Les investissements publics

Les investissements publics et para-publics s'élèvent à 4 014,826 M., soit 57,28 % des investissements globaux :

	Valeur (en millions)	% des inves- tisements publics	% des inves- tisements globaux
- Production	720,180	17,93	10,27
- Infrastructure économique	2 114,332	52,65	30,16
- Infrastructure sociale et administrative :	1 180,314	29,42	16,84
	4 014,826	100	57,28

3.- Les investissements privés :

Ils peuvent se classer en deux grands groupes :

- 3.1. Les investissements monétaires : investissements des entreprises et des Missions.

Les premiers ont été réalisés dans la production.

Quant aux deuxièmes, ils représentent l'essentiel de l'infrastructure scolaire déduction faite des subventions publiques.

- 3.2. Les investissements réalisés par la population par épargne travail.

Sous cette rubrique, ont été comptabilisés uniquement les travaux productifs effectués par la population. Ils ne comprennent donc pas les travaux de type traditionnel (construction de cases, puits, entretien, réparations, etc...).

L'estimation a été arrêtée au total de 1 244 M

dont : 930 pour les plantations de café,
314 au titre des travaux de conservation
des sols et de boisement.

Investissements privés

	Valeur (en millions)	% des inves- tissem- ents privés	% des investis- sements globaux
1. Investissements monétaires :			
- Production	1 100	36,74	15,69
- Infrastructure sociale et administrative	649,720	21,71	9,27
	1 749,720	58,45	24,96
2. Investissements par épargne travail de la population :			
- Production	1 244	41,55	17,74
	2 993,720	100	42,71

Les investissements privés sont donc allés pour :

2 344 M. à la production

649,720 M. à l'infrastructure sociale et
économique.

Il faut remarquer que ces derniers investissements (construction d'écoles) ont, dans une certaine mesure, en ce qui concerne non pas leur source mais leur destination, un caractère public puisqu'ils ont créé l'infrastructure matérielle permettant à un service public (l'Education Nationale) de remplir sa mission.

4.- Investissements monétaires et épargne travail

	Valeur (en millions)	des [%] inves- tissements monétaires	des tiss gl
4.1. <u>Investissements monétaires</u>			
- Production	1 820,180	31,57	2
- Infrastructure économique	2 114,332	36,67	3
- Infrastructure sociale et adm.	1 830,034	31,74	2
	<u>5 764,546</u>	<u>100</u>	<u>8</u>
4.2. <u>Investissements par épargne travail</u>	<u>1 244,000</u>		<u>1</u>
	<u>7 008,546</u>		<u>10</u>

x

Ce bilan des investissements n'est pas exhaustif. Mais ses résultats ne doivent pas être considérés comme définitifs, ils donnent certainement un ordre de grandeur très vraisemblable : appellent les remarques suivantes :

- Ce bilan est donné sans amortissement ni revalorisation pour dépréciation monétaire. Toutefois, les conséquences de cette double lacune sont limitées par le fait que la presque totalité de l'investissement monétaire a été effectué après 1949.

Par ailleurs ces investissements ont été normalement entretenus.

Enfin, on a tenu compte des dépréciations intervenues dans l'infrastructure de conservation des sols et dans les boisements.

- Le volume des investissements globaux comptabilisés (7 008,546) est légèrement supérieur au Produit intérieur brut (6 500).

- Le volume des investissements monétaires (5 764,546 M) est inférieur au Produit intérieur brut.
- Le niveau de capital par habitant est d'une extrême faiblesse :
 - ./ 2 336 F. Rw (46,72 U.S. \$), sur la base des investissements globaux,
 - ./ 1 921,5 F. Rw (36,43 U.S. \$) en retenant les investissements monétaires seulement.
- L'investissement travail, réalisé par une population de densité inférieure à la densité actuelle, représente une part respectable de l'investissement total :
 - 17,75 % des investissements globaux,
 - 40,60 % des investissements de production.

Ce volume confirme le rôle déterminant qui incombera à la mobilisation des masses dans le processus de développement.
- Les investissements monétaires privés de production (1 100 M.) soit :
 - . 15,69 % des investissements globaux,
 - . 19,08 % des investissements monétaires,
 - . 35,89 % des investissements de production,

paraissent modestes.

Leur niveau reflète l'étroitesse des secteurs secondaire et tertiaire.
- Les investissements publics (4 014,826 M.) qui comptent pour :
 - . 57,28 % des investissements globaux,
 - . 69,64 % des investissements monétaires,

sont allés pour :

 - ./ 17,93 % à la production
 - ./ 52,65 % à l'infrastructure économique,
 - ./ 29,42 % à l'infrastructure sociale et administrative.

Sensiblement 15,11 % soit 607 M. des investissements publics ont été réalisés du 1er juillet 1962 au 31 décembre 1965,

 - pour 32,9 % sur financement interne (200 M.)
 - et 67,1 % sur financement extérieur (407 M.).

Leur répartition par destination a été la suivante :

. Production	202 M.	33,27 %
. Infrastructure économique	280 M.	46,12 %
. Infrastructure administrative et sociale	125 M.	15,11 %

- Les investissements de production comprennent en particulier ceux réalisés dans les paysannats et dans le programme de développement de la culture du thé.

Si l'infrastructure économique conserve un pourcentage élevé des investissements, c'est par suite de l'importance des dépenses d'infrastructure aérienne de Kigali.

- Enfin, il faut noter que sur 607 M. d'investissement réalisés entre l'accession à l'indépendance et le 31 décembre 1965, le pays a pu absorber un peu plus de 250 M. en 1965, contre 355,6 M. dans les trente mois qui ont précédé.

Après une période difficile, le rythme d'absorption est donc en voie d'amélioration, il reste encore très modeste puisque le taux d'investissements publics en 1965 se situait vers 3,8 %.

ANNEXE n° 1EVALUATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DE 1938 A 1961 SELON LA
METHODE COMPTABLE.1.- Classement par origine de financement :

Budget ordinaire du Rwanda-Urundi			
de 1933 à 1949	:	77,650 M.	
Budget extraordinaire jusqu'au			
30 juin 1961	:	1 318,230 M.	
Fonds du Bien-Etre indigène	:	430,600 M.	
Communauté Economique Européenne			
jusqu'au 30 juin 1961	:	<u>27,250 M.</u>	
			1 853,730 M.
Budget extraordinaire du Congo			
(pour certaines opérations			
strictement énumérées) :			
. Usine de Ntaruka	:	174 M.	
. 50 % usine de Ruzizi	:	307 M.	
. Tronçon de la route			
Bukavu-Uvira	:	80 M.	
. Aéroport de Kamembe		<u>40 M.</u>	601 M.
Sociétés parastatales :			
. COGERCO	:	0,050 M.	
. OCIRU	:	14,531 M.	
. FBI (investissements patrimoniaux) :		12,555 M.	
. Caisse d'Epargne		1,000 M.	<u>28,136 M.</u>
			2 482,866 M.

2.- Classement par destination

- Production	:	347,140 M. dont	314,180 : Agriculture (14 %)	32,960 : Mines
- Infrastructure économique		1 051,332 M. dont (42 %)	297,190 : Routes (et ports)	41,900 : Aérodrômes 21,510 : Télécommunications 9,850 : Cartographie 680,882 : Energie, distribution urbaine de l'eau
- Infrastructure sociale et administrative		1 012,394 M. dont (41 %)	163,770 : Enseignement 335,068 : Distribution d'eau (rurale) 135,950 : Santé Publique 20,430 : Urbanisme 353,676 : Constructions administratives 3,500 : Etudes de développement	
- Patrimoine (valeurs mobilières) :				
			72,000 M. soit 3 %.	

Ces données, tirées des travaux de Monsieur Aerts relatifs à l'ensemble Rwanda-Burundi, ont été établis sans application de coefficient d'amortissement ou de revalorisation.

Elles font apparaître une marge élevée de sous-évaluation.

ANNEXE n° 2BASES D'ESTIMATION FORFAITAIRE

Ci-dessous quelques-unes des bases d'évaluation forfaitaire.

1.- Production1.1. Plantations de café

Investissement travail : 4 200 journées par hectare
(à 15 F. la journée)

Investissement monétaire : 10 000 F. par hectare
(investissement retenu :
1 080 M.F.)

1.2. Boisements (225 M.) : 15 000 F. par hectare

dont 80 % par épargne travail

20 % par investissement monétaire

Pour tenir compte de la dégradation des boisements depuis 1959, l'estimation a retenu 15 000 hectares sur les 24 000 effectivement réalisés.

1.3. Trame anti-érosive

Les travaux de conservation des sols ont été estimés aux deux tiers de leur valeur de remplacement car un tiers de la trame anti-érosive nécessite une réfection intégrale.

(valeur retenue 200 M. - 66 M = 134 M.).

2.- Infrastructure économique

L'investissement routier (1 017,195 M.F.) a été estimé sur les bases suivantes :

Réseau primaire	:	1 323 km à 0,5	M. le km = 661,500 M
Réseau secondaire	:	1 372 km à 0,150 le km	= 205,800 M
Réseau tertiaire	:	3 331 km à 0,045 le km	= 149,895 M.
			1 017,195 M.

3.- Infrastructure économique et sociale

Les investissements privés des Missions ont été évalués globalement sur la base, par élève,

de 5 m² pour les classes
et 10 m² pour les internats.

Après déduction des établissements réalisés sur financement public (tels que Kicukiro et le groupe scolaire de Butare), des subventions publiques utilisées dans les autres écoles, le financement privé peut être estimé à 649,720 M.

Section 2 - BESOINS D'INVESTISSEMENTS

1.- Au cours de l'examen des divers secteurs d'activité, les projets retenus par les Commissions de Planification ont été exposés et évalués.

Pour chaque secteur, ils ont été répartis en deux urgences :

- la première urgence correspond aux projets ou parties de projets qui, pris séparément, paraissent être réalisables au cours de la période quinquennale ;
- la deuxième urgence correspond à ceux qu'il semble difficile d'exécuter dans les mêmes délais, soit parce que leur succès nécessite des conditions qui ne sont pas encore réunies, soit pour des raisons techniques. C'est pourquoi notamment, la première urgence ne comprend pour certains projets que la part réalisable dans les cinq prochaines années, étant bien entendu que leur exécution devra se poursuivre sans interruption dans la période suivante.

L'ensemble des opérations groupées dans la première urgence constitue donc les besoins d'investissements par secteur qu'il est souhaitable de réaliser au cours de la période quinquennale dans toute la mesure où le permettra la situation générale du pays et son évolution.

2.- Les besoins ainsi définis sont rassemblés dans les tableaux suivants. Ils sont exprimés en francs 1965 car leur évaluation a été faite antérieurement à la réforme monétaire d'avril 1966. Celle-ci va provoquer des modifications importantes du montant nominal des dépenses correspondantes et de nouvelles évaluations seront nécessaires ; elles devront être faites par opération afin de distinguer les dépenses à l'extérieur du pays des dépenses intérieures. L'augmentation de ces dernières ne sera sans doute pas uniforme et il se produira des réajustements dans les rapports de prix qu'il

n'est pas possible d'estimer avec quelque précision avant un certain délai.

C'est pourquoi il a paru préférable à ce stade de conserver les évaluations et de raisonner sur la base des valeurs 1965. Cependant, les répercussions du nouveau taux de change par grand groupe d'opérations seront données dans une note annexe.

On trouvera ci-dessous les tableaux récapitulatifs des besoins d'investissements :

- Tableau n° 1 : Récapitulation des besoins d'investissements au titre de la Production.
- Tableau n° 2 : Besoins au titre de la "Production agricole".
- Tableau n° 3 : Besoins au titre de la "Production minière".
- Tableau n° 4 : Besoins au titre de la "Production industrielle".
- Tableau n° 5 : Besoins au titre des Services
- Tableau n° 6 : Récapitulation des besoins d'investissement au titre de l'Infrastructure économique
- Tableau n° 7 : Récapitulation des besoins d'investissements au titre de l'Infrastructure sociale et administrative
- Tableau n° 8 : Récapitulation générale des besoins avec ventilation entre financement public et financement privé.
- Tableau n° 9 : Récapitulation des besoins sur financement public.

(en millions de francs)

	Financement public			Financement privé			TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	Total		I.T.	
				Extérieur	Intérieur			Valeur	%
1 Production agricole	466,162	263,543	1 709,685	39,93	16,651	0,38	772,929
2 Production minière	125		125	2,91	600	14,01	2 499,265
3 Production industrielle	385,407	160,658	546,065	12,75	78,250	6,65	725,000
4 Services		16	16	0,37	285,250	4,90	831,315
					210		226,000

BESOINS

PRODUCTION AGRICOLE

Tableau 2

(en millions de francs)

	Extérieur	Financement public		Financement privé		I.T.	TOTAL GENERAL
		National	Valeur	Extérieur	Intérieur		
			Total		Total		
			%		Valeur	%	
1 Recherche	150		6,01				150
2 Elevage	89		3,56				89
3 Cultures vivrières	69,166	1,400	2,82				70,566
4 Cultures industrielles	615,076	43,812	26,36		16,651	0,65	1 372,793
5 Mise en valeur des Terres	489,900	5,721	19,83				566,496
6 Conservation des sols	33	135,310	6,73				173,110
7 Reboisement		77,300	3,09				77,300
Total M.	1 446,162	263,543	1 709,685		16,651		2 449,265
%			68,40			0,65	30,93

(en millions de francs)

PRODUCTION MINIERE

BESOINS

	Financement public			Financement privé			I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Total Valeur	Extérieur	Intérieur	Total Valeur		
			%			%		
1 Développement de la Production sur gisements connus				600		600	82,76	600
2 Etude et prospection	125	125	17,24					125
Total M.	125	125	17,24	600		600	82,76	725

BESOINS

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Tableau 4

(en millions de francs)

	Financement public			Total		Financement privé		I. P.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Total	Extérieur	Intérieur		
Artisanat	17,800	8,375	26,175	3,14			32,400		58,575
Industrie									
1. Structures	28,397	8,937	37,334	4,49					37,334
2. Infra-structures	40,000	11,000	51,000	6,13					51,000
3. Projets industriels	294,210	132,346	426,556	51,31		207,000	45,850 (1)		679,406
4. Etudes	5,000		5	0,61					5,000
	385,407	160,658	546,065	65,68		207,000	78,250		831,315

(1) Non comptés les investissements nécessaires aux projets de cimenterie et de fonderie d'étain (240 M).

(en millions de francs)

	Financement public			Financement privé			I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Total Valeur %	Extérieur	Intérieur	Total Valeur %		
1. Commerce				30	30	60	26,55	60
2. Transports				30	50	80	35,39	80
3. Autres Services Hôtellerie		8	8 3,54	70		70	30,97	78
4. Tourisme		8	8 3,54					8
		16	16 7,08	130	80	210	92,92	226

BESOINS

INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE

Tableau 6

(en millions de francs)

	Financement public			Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
1. Infrastruc- ture routiè- re (seule fière urgence retenue)	465,000	75,000	540,000								540,000
2. Infrastruc- ture aérien- ne Hypothèse Ecoing 727 (2 950 mè- tres)	186,954	12,300	199,254								199,254
3. Energie	230,000		230,000								230,000
4. Télécommu- nications et Postes											
1. Télécom- munica- tions	35,000	34,750									
2. Postes		10,000	79,750								79,750
	916,954	132,050	1 049,004								1 049,004

Tableau 7

INFRASTRUCTURE SOCIALE ET ADMINISTRATIVE

(en millions de francs)

BESOINS

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
1. Santé										
Affaires Sociales		20	60	3,44						60
2. Enseignement										
2.1. Ens. Primaire									80	
2.2. Ens. Secondaire	304,066									
Ens. Technique	50		354,066							
2.3. Ens. Supérieur										
2.3.1. U.N.R. Hôpital	70									
2.3.2. Institut National Pédagogique	20	7,750	90							
2.3.3. Institut National Pédagogique	32									
Total 2.	476,066	7,750	483,816	27,66					80	563,816

Tableau 7 / 2

	Financement public		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
3. Perfectionnement								
- Centre de Niambo	9							
- Centre de Perfectionnement pédagogique	3							
- Information Radio	5							
	17				17	0,97		17
Total 3.								

Tableau 7/3

	Financement public			Financement privé			Total	I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	Extérieur	Intérieur	Valeur			
4. <u>Urbanisme et Habitat</u>									
4.1. Urbanisme	104	67,275	171,275						
4.2. Amélioration de l'habitat	166,900	30	196,900	165	200	365			
Total 4.	270,900	97,275	368,175	165	200	365	20,87		733,175
5. <u>Infrastructure administrative et de souveraineté</u>									
5.1. Infrastructure publique	80	95	175						
5.2. Administrations étrangères				200		200			
Total 5.	80	95	175	200		200	11,43		375
TOTAL GENERAL	883,966	220,025	1 103,991	365	200	565	32,30	80 (4,58)	1 748,991

(en millions de francs)

	Financement public		Total		Financement privé		Total	I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur		
1. Production	1 976,569	440,201	2 396,750	33,85	937	174,901	1 111,501	15,70	4 281,580
2. Infrastructure économique	916,954	132,050	1 049,004	14,81	-	-	-	-	1 049,004
3. Infrastructure sociale et administrative	883,966	220,025	1 103,991	15,59	365	200	565	7,98	1 748,991
	3 777,489	792,276	4 549,745	64,16	1 302	374,901	1 676,501	23,69	7 079,575
								=12,05 %	

Tableau 9

RECAPITULATION DES BESOINS SUR FINANCEMENT PUBLIC

<u>TOTAL</u>					
	VALEUR (en mil- lions de F)	% du F. Public	% du F. monétaire (6229,674M)	% du F. Total (7079,755M)	
1. <u>Production</u>					
1. Production agricole	1 709,685	37,57	27,44	24,13	
2. " minière	125	2,75	2,00	1,77	
3. " industrielle	546,065	12	8,76	7,71	
4. " des services	16	0,35	0,25	0,22	
<u>Total Production</u>	2 396,750	52,08	38,47	33,85	
2. <u>Infrastructure économique</u>					
1. Infrastructure routière	540	11,87	8,66	7,62	
2. Infrastructure aérienne	199,254	4,37	3,19	2,81	
3. Energie	230	5,06	3,69	3,24	
4. Télécommunications et Postes	79,750	1,75	1,28	1,11	
<u>Total Infrastructure économique</u>	1 049,004	23,05	16,84	14,81	

<u>TOTAL</u>				
	VALEUR (en mil- lions de F)	% du F. Pu- blic	% du F. monétaire	% du F. Total
3. <u>Infrastructure sociale et administrative</u>				
1. Santé	60	1,32	0,96	0,84
2. Enseignement	483,816	10,63	7,76	6,82
3. Perfectionnement	17	0,37	0,27	0,24
4. Urbanisme et habitat	368,175	8,09	5,91	5,20
5. Infrastructure administrative et de souveraineté	175	3,84	2,81	2,47
<u>Total infrastructure sociale et administrative</u>	1 103,991	24,26	17,72	15,59
<u>TOTAL GENERAL</u>	4 549,745	100	73,03	64,26

Section 3 - CAPACITE DE REALISATION

Il a été précisé antérieurement que le volume des besoins d'investissement retenus au chapitre précédent correspondait à un total d'opérations et parties d'opérations dont chacune considérée séparément apparaît techniquement réalisable au cours de la prochaine période quinquennale. Il faut maintenant vérifier si ce volume global qui est considérable, ne dépasse pas la capacité de réalisation d'ensemble du pays.

3.1. Le produit intérieur brut a été évalué à 6 500 millions pour l'année 1964.

La valeur des besoins d'investissement retenu s'élève à environ 7 milliards. Son exécution en 5 ans correspondrait à un rythme moyen annuel d'exécution de 1 400 millions soit environ 21,5 % du produit intérieur de 1964. Si le produit intérieur s'accroît au rythme de 5 % par an la masse de 7 milliards d'investissements représenterait encore près de 20 % du produit de la période quinquennale.

Or l'évaluation des investissements privés ne correspond pas à leur masse totale mais seulement à un nombre limité d'opérations estimées particulièrement souhaitables. Si toutes les opérations retenues, publiques et privées, étaient réalisées, la masse effective des investissements privés serait sans aucun doute très supérieure et la masse globale des investissements approcherait probablement de 23 à 24 % du produit intérieur.

C'est un pourcentage extrêmement élevé qui ne peut être atteint dans les conditions de niveau économique du pays sans un effort considérable, sans comprimer impitoyablement la consommation et imposer à la population de lourds sacrifices qui peuvent être insupportables.

3.2. Le montant des investissements privés monétaires envisagés d'environ 1 677 millions ne provoque nullement la même observation.

Il correspond sur 5 ans à une moyenne annuelle de 336 millions, soit 5 % du produit intérieur actuel et environ 4,2 % d'un produit croissant à 5 % l'an.

Non seulement ce volume apparaît réalisable mais il faut espérer que le montant total des investissements privés sera sensiblement plus élevé au cours de la période même si toutes les opérations expressément recommandées ne sont pas exécutées.

3.3. Il en est de même pour l'investissement travail. Son évaluation d'environ 852,9 millions ne prétend pas reprendre la totalité de l'investissement en travail qui se fera dans le pays ; elle ne comprend pas notamment l'habitat rural. Elle se limite à des opérations estimées nécessaires au développement comme l'extension des plantations de café ou se rapportant à des opérations de la puissance publique pour les compléter ou les valoriser.

Le montant de 852,9 millions calculé sur la base de 15 F la journée de travail correspond à 56 860 000 jours par an soit un peu moins de 50 jours par an pour une population active de plus de 1 200 000 ruraux.

Or, sur ce volume qui pourrait paraître élevé, 80 M. seulement pour l'enseignement primaire sont affectés à des investissements collectifs, soit sensiblement cinq journées de travail par an par adulte rural ou 10 journées par homme adulte valide.

Le reste est affecté à des investissements bénéficiant directement producteur lui-même, pour les plantations de thé la culture du pyrèthre l'installation de paysannats, l'aménagement de petits marais ; il constitue donc une partie de ses activités normales.

De par la nature des opérations, l'investissement travail prévu est réparti dans l'ensemble du pays. Seuls les projets thé et pyrèthre sont concentrés sur des zones limitées.

Le montant de l'évaluation retenue est donc aisément réalisable. Cependant dans certains cas l'appel envisagé à l'investissement travail sera conditionné par des opérations publiques et peut donc se trouver réduit si certaines d'entre elles ne sont pas réalisées au rythme prévu.

3.4. La situation est très différente pour les investissements publics. Les besoins sont estimés au total à 4 550 millions (auxquels s'ajoutent 80 millions d'investissements travail pour l'enseignement primaire).

La réalisation en cinq ans correspondrait pour les seuls investissements monétaires à un rythme moyen annuel de 909 millions soit près de 14 % du produit intérieur actuel. Sur un produit croissant à 5 % l'an ce volume serait encore de 11,3 % ce qui est certainement très lourd.

Le montant des investissements publics effectivement réalisés du 1er juillet 1962 au 31 décembre 1965 s'est élevé à 650 millions environ compte tenu des investissements réalisés par les Missions dans l'enseignement. La moyenne annuelle de réalisations annuelles a été voisine de 200 millions. Cependant en 1965 le rythme s'est amélioré et les investissements publics ont dû dépasser 250 millions.

Malgré cette amélioration il est évident qu'il sera très difficile de passer à un rythme de réalisation de 909 millions par an. L'accroissement des investissements publics sera nécessairement progressif. Pour réaliser plus de 4 500 millions en cinq ans il faudrait imposer aux dernières années de la période une masse d'investissements publics écrasante, insupportable pour l'économie.

3.5. Le montant moyen annuel envisagé de 909 millions doit être rapproché du volume budgétaire. En 1964 il a été de 716 millions en dépenses et de 557 millions en recettes. En 1965 les prévisions étaient de 847 millions en dépenses et de 711 en recettes.

Le financement des investissements publics incomberait aux finances publiques nationales pour environ 790 millions soit une moyenne annuelle de 158 millions.

3.6. Il faut donc conclure qu'il n'est pas possible de réaliser au cours de la période quinquennale un volume de 4 550 millions d'investissements publics. Mais il est très difficile de déterminer le volume réalisable :

- Les besoins du pays sont incontestablement très élevés : l'indépendance nécessite un équipement plus complet que celui dont le pays pouvait se satisfaire lorsqu'il appartenait à l'ensemble Rwanda-Burundi. En particulier la capitale doit être développée ce qui entraîne des investissements dans l'urbanisme, l'habitat, l'administration publique ; la liaison avec l'Ouganda, secondaire jusque-là, prend maintenant une importance égale et même supérieure à celle des autres liaisons avec l'extérieur ; les services, l'industrie doivent être développés.

La pression démographique et le manque de terre exigent un effort énergique pour l'aménagement de terres nouvelles, l'amélioration de la productivité de la terre et des hommes, le relèvement du revenu rural, l'accroissement de l'emploi par le développement des services et de l'industrie.

Les bouleversements politiques qui ont accompagné et suivi l'indépendance ont fortement ralenti l'investissement et il faut s'efforcer de rattraper dans la mesure du possible le retard.

- Aussi n'est-il pas possible de baser les prévisions sur les chiffres d'investissements publics réalisés depuis l'indépendance. Ceux-ci sont beaucoup trop faibles, de l'ordre de 4 % du produit intérieur brut en 1965, ce qui est insuffisant pour assurer le développement et même pour maintenir le niveau de vie de la population. Un bond en avant est indispensable, vital même, en raison de la menace que fait peser la croissance démographique excessivement rapide.

- Cependant les moyens techniques d'exécution sont déficients. Les entreprises nationales de construction sont déjà très chargées. Elles devront se développer et il faudra faire appel à des entreprises de travaux publics extérieures ce qui nécessitera des délais.

Malgré une compression sévère des importations de biens de consommation, celles de biens d'équipement sont faibles. Elles se sont élevées :

- en 1964 à 20,4 % des importations totales en incluant les véhicules, de 12 % seulement en les excluant.
- en 1965, à 33,6 % et 20,8 %.

L'administration publique bouleversée par les événements politiques ne dispose que d'un nombre limité d'agents de compétence élevée. Il est difficile d'apprécier sa capacité à faire exécuter les opérations de développement, préparer des dossiers satisfaisants, rechercher le financement de projets, passer les marchés, contrôler les réalisations. Les procédures administratives sont et seront inévitablement lentes. Elles peuvent sans doute être accélérées pour des projets susceptibles d'être financés et exécutés par des aides extérieures comme des ensembles complets. Mais ce système ne peut être envisagé que pour un nombre limité d'opérations importantes.

- La capacité contributive des finances publiques au développement tant en ce qui concerne le financement des opérations que les charges récurrentes qu'elles entraînent est aussi d'appréciation difficile. Jusqu'en 1965 on constate un déficit élevé ; les recettes propres en grande partie absorbées par les seules dépenses de personnel sont loin de couvrir les dépenses de fonctionnement.

La récente dévaluation va modifier profondément les volumes et la situation budgétaire. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 1966 s'élèvent à 1 280 millions contre 847 prévus et 859 effectifs en 1965. Elle devrait permettre de parvenir à l'équilibre des dépenses de fonctionnement prévues pour 1 130, les recettes propres étant évaluées à 1 108 millions. Cependant l'évolution de la situation nouvelle au cours des prochaines années est difficilement prévisible. Elle dépendra de la hausse des prix intérieurs qui suivra la dévaluation. On ne pourra sans doute pas établir une hypothèse raisonnable avant la fin de l'année.

- Le financement des investissements par les aides extérieures doit donc être propondérant. Le budget national est hors d'état de financer une proportion importante des besoins du pays en investissements publics. Par ailleurs la capacité propre d'importations de biens d'équipement est aussi trop faible et doit être complétée par des apports de devises.

Le volume des réalisations dépendra donc étroitement du financement extérieur qui pourra être obtenu, des négociations sur les opérations et de leurs délais. Le gouvernement devra à la fois

marquer les priorités et rechercher un volume élevé d'investissement pour relancer son développement. Il devra donc laisser une certaine souplesse aux discussions avec les aides étrangères à condition que leurs résultats ne risquent pas d'altérer la politique qu'il a choisie de suivre et de compromettre les équilibres essentiels.

- La connaissance de la situation est insuffisante pour déterminer avec grande précision ce qu'il est possible de réaliser au cours de la période quinquennale. Le chiffre de la population, sa répartition sur le territoire sont mal connus depuis les mouvements migratoires provoqués par les événements politiques. L'évaluation de la production vivrière de l'agriculture et de l'élevage est très incertaine. Au commerce extérieur contrôlé s'ajoute un commerce clandestin dont le volume est inconnu, et qui était encouragé jusqu'à une date récente par la différence entre le taux officiel de change et le taux libre.

Un montant total d'investissements publics de l'ordre de 3 400 millions serait certainement très souhaitable. Représentant environ 8,5 % d'un produit intérieur en croissance de 5 %, il permettrait de réaliser le montant des besoins retenus en 7 ans. Ce volume d'investissements ne sera certainement pas atteint sans un vigoureux effort de développement. Une impulsion énergique du gouvernement, le succès de la récente dévaluation pourraient entraîner une évolution favorable de la situation permettant de combler en partie le retard des dernières années et peut-être de réduire le délai de réalisation des besoins globaux.

Section 4 - LA TRANCHE PRIORITAIRE

Dans les conditions qui viennent d'être exposées et avec les incertitudes qui pèsent sur l'appréciation de la capacité de réalisation du pays, il serait vain de tracer un programme rigide d'investissements publics. Celui-ci serait selon toute probabilité bouleversé d'abord par les négociations avec les aides extérieures mais aussi par les possibilités nationales d'exécution et enfin par les répercussions difficiles à mesurer actuellement de la récente dévaluation (modifications des prix et des rapports entre les prix qu'elle entraînera d'une part, reprise vigoureuse des investissements avec des effets sur la situation économique et financière d'autre part).

La prochaine période quinquennale doit être une période transitoire de relance de l'économie. Sous peine de stagnation, sinon de recul, il est nécessaire que la situation sociale, économique et financière, se modifie substantiellement.

Le programme d'action publique pour le développement doit donc rester très souple. Une fois définies les orientations de sa politique de développement le gouvernement doit indiquer ses intentions générales sur les projets mais sans s'engager de façon précise sur les délais de réalisation. Il lui faut garder une grande liberté de manoeuvre pour faciliter ses négociations avec les aides extérieures et adapter constamment son action et ses réalisations aux financements obtenus ainsi qu'à l'évolution d'une situation qui doit être en évolution rapide.

Pour guider l'action et les choix entre les opérations retenues sur la base des besoins il faut d'abord indiquer les priorités qu'imposent les problèmes les plus pressants et souligner les difficultés qui peuvent surgir dans la mesure où il est dès maintenant possible de les prévoir.

Il faut ensuite esquisser sur ces bases une tranche prioritaire rassemblant les opérations qu'on doit s'efforcer d'exécuter au cours de la période quinquennale et chercher à en apprécier les principaux résultats. Cette tranche a pour but de préciser les intentions du Gouvernement. Elle représente l'essentiel de ce qu'il veut réaliser. Elle permet un premier ensemble de prévisions qui pourra être ajusté si la tranche doit être modifiée au cours de son exécution.

1.- PRIORITES ET OBSTACLES

1.1. Les priorités peuvent être rassemblées en quatre grands groupes correspondant aux problèmes du développement et aux entraves qui le freinent.

- Tout d'abord la croissance démographique et le manque de terres disponibles font peser une menace grave qu'il faut alléger.

La priorité la plus impérative est d'assurer la subsistance de la population.

Il faut donc que la production vivrière augmente au moins au même rythme que la population soit de 3 % par an. Si cet objectif n'était pas atteint tout développement serait impossible. Les terres encore disponibles seraient rapidement épuisées, d'autant qu'elles ne pourraient pas être mises en valeur rationnellement.

La capacité d'importation serait progressivement absorbée par l'achat de biens de consommation. Il ne serait pas possible d'accroître l'emploi salarié. Le niveau de vie diminuerait.

Assurer la subsistance de la population est donc non seulement une condition de développement mais aussi à échéance assez courte une condition de survie. L'aménagement de terres nouvelles et plus encore la conservation des sols et l'amélioration de la productivité des terres doivent permettre de la réaliser.

Il faut ensuite préparer la transformation progressive de la structure de l'économie par l'accroissement de l'emploi dans l'industrie et les services pour les générations montantes, que l'activité

agricole ne pourra utiliser que dans une proportion décroissante.

- La faiblesse du niveau économique et de la formation de capital se traduisent notamment par une insuffisante capacité d'importation, un volume budgétaire trop bas par rapport aux besoins du développement et en particulier de l'investissement. Il en résulte que le pays est, pour son développement, dans une étroite dépendance à l'égard des aides extérieures.

Il faut acquérir d'urgence une certaine liberté de manœuvre et dans ce but attribuer une haute priorité aux opérations productives, à l'accroissement de la production commercialisée, agricole et industrielle, des exportations et en général du revenu monétaire dans le but d'augmenter les ressources budgétaires et les ressources en devises avant même d'élever le niveau de vie de la population.

- Les deux premiers groupes de priorité conditionnent l'exercice de l'indépendance. Ils nécessitent l'amélioration des structures et de l'équipement du pays dans le domaine économique d'abord.

Il faut accélérer le développement des services et de l'industrie. Bien qu'elles se soient légèrement accrues dans les dernières années ces activités ne sont pas encore à la mesure du pays.

Les liaisons intérieures et les liaisons avec les pays voisins tout particulièrement l'Ouganda doivent être améliorées afin d'abaisser les coûts de transport.

La capitale doit compléter son équipement pour jouer pleinement son rôle et accroître sa force d'attraction et d'entraînement sur l'ensemble du pays.

- Dans le domaine social la priorité sera donnée à la formation de cadres et de spécialistes dont la pénurie constitue un très sérieux obstacle au développement (le plus difficile et le plus long à surmonter).

Le renforcement urgent de l'administration publique, l'encadrement général de la population, le développement des services et de l'industrie nécessitent un personnel formé et efficace dont l'effectif est actuellement très insuffisant.

1.2. La réalisation des investissements se heurtera à de nombreuses difficultés dont il faut avoir conscience.

- Les efforts consacrés à la formation de personnel qualifié ne porteront leurs fruits que dans plusieurs années. Aussi faudra-t-il s'adapter pendant la période quinquennale prochaine aux ressources disponibles, celles-ci pouvant être temporairement accrues par la coopération technique extérieure.

Il n'en subsistera pas moins une très sérieuse pénurie qui risquera de limiter l'exécution de certains projets et d'obliger à en différer d'autres qu'il serait vain de hâter ou même d'entreprendre pour cette raison.

- Le lancement précipité d'un trop grand nombre d'opérations surtout en matière de constructions peut se heurter au manque de moyens d'exécution. Les entreprises nationales de construction sont déjà, semble-t-il, très chargées. On peut certes faire appel à des entreprises extérieures mais elles ne seront intéressées que par des opérations importantes. De plus, les entreprises nationales peuvent se développer. De toutes façons, si le lancement des projets n'est pas mesuré aux moyens d'exécution disponibles, une hausse dangereuse des prix apparaîtra sans que soit accéléré pour autant le rythme des réalisations.

- La concentration d'investissements sur certains points du territoire est nécessaire et notamment à Kigali mais elle peut entraîner de sérieuses difficultés : hausses des prix des ouvrages, difficultés d'approvisionnement. Le manque de main-d'œuvre non spécialisée n'est certainement pas à craindre pour l'ensemble du pays en raison de la régression de l'emploi salarié depuis une dizaine d'années. Cependant l'ouverture de plusieurs importants chantiers sur un même point peut soulever des problèmes de recrutement et surtout entraîner un déracinement de la main-d'œuvre et des difficultés de reclassement après la fin des travaux.

C'est surtout à Kigali que la vigilance sur ce point sera nécessaire et qu'il faudra se préoccuper en particulier des problèmes d'hébergement et d'approvisionnement.

- Les charges récurrentes incombant aux ressources financières publiques entraînées par certains investissements sont d'autant plus contraignantes qu'elles apparaissent seulement à la fin de l'exécution, souvent plusieurs années après le lancement des opérations.

La précarité de la situation des finances publiques du pays appelle la plus grande prudence jusqu'à ce que la dévaluation ait produit ses effets et qu'aient pu être appréciées les nouvelles perspectives budgétaires. Jusque-là les opérations entraînant des charges récurrentes élevées ne seront entreprises que si leur nécessité et leur urgence sont absolument établies.

2.- TRANCHE PRIORITAIRE

En se basant sur les considérations qui précèdent il est possible de dégager de l'ensemble des opérations estimées nécessaires une tranche prioritaire d'investissements publics qu'il faut s'efforcer de réaliser au cours de la prochaine période quinquennale. Elle correspond à ce qui apparaît le plus souhaitable en l'état actuel des choses. Elle conserve cependant, en raison des incertitudes d'évolution de la situation, un caractère largement indicatif. Aussi, à condition d'en maintenir la structure et par conséquent les effets, pourra-t-elle être modifiée, pour la réduire s'il est nécessaire, ou il faut l'espérer pour l'accroître en fonction de la conjoncture nationale et du volume et des points d'application de l'aide financière et technique qui pourra être obtenue de l'extérieur.

2.1. Les investissements de production doivent conserver, dans la tranche prioritaire, la prépondérance qu'ils ont dans les besoins pour faire face à la croissance démographique et relever le niveau économique général.

- La recherche agricole évaluée à 150 millions doit évidemment être maintenue. Elle n'est d'ailleurs pas un investissement au sens strict et doit être comptée en dehors de la masse des investissements réalisables.

- La part de l'élevage de 39 millions est relativement faible et ne peut pas être comprimée. Les investissements devront être

augmentés dans la période suivante et même si possible à la fin de la période considérée.

- 1 - Parmi les actions générales pour la production vivrière, la multiplication des semences, la diffusion d'outillage, l'apiculture et l'expérimentation de la diffusion d'arbres fruitiers doivent être entièrement maintenues. Le total serait de près de 50 M.

→ L'empoisonnement des lacs peut être réduit ou différé.

- 2 - Pour les cultures industrielles :

L'extension des plantations de café prévue pour 550,620 millions d'investissement travail n'est pas modifiée. T

Il en est de même :

./ du programme de pyrèthre (dont le financement extérieur est assuré) qui s'élève à 120 millions d'investissements publics auxquels s'ajoutent près de 52 millions d'investissement travail et 17 millions d'investissements privés monétaires.

./ du programme coton maintenu pour 10 millions.

Le programme de développement de la culture du thé a été sensiblement réduit. En effet, l'élaboration et l'exécution des projets sont plus lents qu'il n'avait été prévu. Elles nécessitent d'importants moyens financiers. Par ailleurs, les solutions d'exploitation en coopératives doivent être mises au point. Le programme a été arrêté à 378,3 M. dont 72,250 d'investissement-travail.

- En ce qui concerne la mise en valeur de terres nouvelles, l'installation de paysannats et la mise en valeur entreprise de certaines zones doivent, bien entendu, être poursuivies au rythme prévu ainsi que la préparation de la mise en valeur de la zone orientale.

L'action nouvelle d'aménagement des petits marais qui aura surtout pour effet d'accroître la production vivrière doit bénéficier d'une haute priorité et être entièrement exécutée.

Celle concernant la préparation des dossiers hydrauliques des grands marais de plus de 100 hectares sera certainement délicate. Même en tenant compte de l'aide technique extérieure il sera difficile, faute de personnel qualifié, de constituer les deux équipes d'étude envisagées. Aussi est-il préférable de considérer que la deuxième équipe sera mise en place au début de la quatrième année ; elle bénéficiera de l'expérience et de la formation du personnel de la première équipe. Les travaux seront reportés au-delà de la période quinquennale.

L'ensemble du programme de mise en valeur des terres nécessitera 326,65 M. d'investissements publics dont :

32,41 pour les marais de plus de 100 ha
93,30 pour les petits marais.

auxquels s'ajoutera un investissement travail estimé à près de 71 M.

- Le groupe conservation des sols comprend l'action de conservation des sols proprement dite, l'amélioration des méthodes de culture accompagnant cette action dans les mêmes zones, l'étude de la régularisation des cours d'eaux, la restauration des réseaux d'irrigation existants et un programme de reboisement.

Cet ensemble, évalué à 168,3 M. d'investissements publics (plus 4,8 M. d'investissement-travail) est hautement prioritaire ; il doit être entièrement exécuté. Il en est de même du programme général de reboisement estimé à 77,3 M.

- Le programme de production minière est maintenu pour l'essentiel avec 100 millions d'études et recherches qui, comme la recherche agricole, n'ont pas strictement le caractère d'investissements du moins d'investissements matériels, et 425 M. d'investissements privés monétaires.

- Le programme des services est entièrement maintenu. Il comprend 16 millions d'investissements publics pour l'hôtellerie et le tourisme auxquels s'ajoutent 210 millions d'investissements privés dont 60 pour le commerce, 80 pour les transports, 70 pour l'hôtellerie.

- Parmi les investissements publics affectés à l'industrie, ont été retenus :

- . les domaines industriels
- . l'usine d'extraction de pyrèthrine ✓
- . quatre usines de traitement de thé ✓
- . une huilerie artisanale pilote
- . la valorisation de la cire d'abeille ✓
- . une tannerie semi-artisanale ✓
- . usines artisanales de traitement de canne à sucre et de soja (nombre à préciser ultérieurement) ✓
- . une laiterie ✓
- . un abattoir industriel à Kigali ✓
- . une participation majoritaire au financement de deux scieries ✓
- . une participation au financement de l'utilisation de la production existante du captage du Rubona ✓
- . des études de projets industriels. ✓

Seraient différés :

- . la promotion de l'artisanat et le bureau de promotion industrielle de rentabilité lointaine et qui sont trop lourds pour les possibilités actuelles
- . deux usines à thé ✓
- . l'usine d'égrenage de coton dont l'utilité est conditionnée par les résultats du programme agricole ; elle n'est donc pas urgente.
- . la malterie ✓
- . la tannerie industrielle ✓
- . les unités de valorisation de la banane dont la rentabilité est douteuse et qui nécessitent des études techniques et économiques complémentaires
- . la production d'extraits secs de fraises et de légumes déshydratés ✓
- . les fonderies d'acier et d'étain ✓
- . l'utilisation du méthane comme gaz carburant ✓
- . la verrerie ✓
- . la cimenterie. ✓

Il s'ajouterait aux opérations retenues sur financement public un ensemble d'investissements privés d'un montant de 163,350 M.

Au total :

./ les investissements publics productifs de la tranche prioritaire s'élèvent donc à :

- . 1 247 M. dont 150 de recherches pour la production du sol
- . 100 M. de recherches pour la production minière
- . 296 M. pour la production industrielle
- . 16 M. pour les services

soit 1 659 M. dont 250 de recherches et
1 409 d'investissements proprement dits.

./ les investissements en travail atteignent

750,429 M. pour la production du sol.

./ les investissements privés monétaires sont évalués à :

- . 16,651 M. pour la production du sol
- . 425 M. pour la production minière
- . 210 M. pour les services
- . 163,350 M. pour l'industrie

soit 815 M.

2.2. Les investissements d'infrastructure économique doivent être presque entièrement inscrits dans la tranche prioritaire.

- Cependant pour les routes on peut différer le revêtement de la route de Gisenyi à Ruhengeri évalué à 130 millions. Mais c'est certainement, en raison de l'importance du trafic, un des premiers investissements à reprendre en fin de période si l'évolution générale de la situation le permet.

Quant au pont sur la Ruzumu son intérêt dépend de l'accord de la Tanzanie qui devrait construire un tronçon de quelques kilomètres

reliant le pont à son réseau routier. Son coût serait de 15 millions et ne modifierait pas les ordres de grandeurs si l'accord de la Tanzanie permettait de le réaliser pendant la période.

Il est, par contre, indispensable d'exécuter l'aménagement de la route de Kigali vers l'Ouganda par Byumba et Gatuna ; cet itinéraire réduira considérablement le coût des transports extérieurs par cette voie. Son coût est de l'ordre de 220 millions.

Il faut aussi maintenir pour les liaisons intérieures le revêtement de Cyangugu à Dendezi, le pont de la Nyabarongo entre Kigali et Gitarama, l'aménagement de la route de Gitarama à Ruhengeri et le pont sur la Nyabarongo qui sont financés pour 100 millions ainsi que les améliorations diverses du réseau.

Le montant de ces investissements s'élève à 395 millions.

- Le programme d'infrastructure aérienne évalué à 199,254 millions a été réduit à 159,244 M.

- Par contre le programme d'énergie électrique évalué à 230 millions ne peut être différé. La réalisation de la ligne d'interconnexion entre le réseau de la Ruzizi et celui de Ntaruka est rendue très urgente par l'accroissement prévisible de la consommation. Les lignes de moyenne tension doivent alimenter les usines à thé, l'usine de pyrèthre et l'exploitation minière de Katumba (il serait souhaitable de subordonner cette dernière ligne à un effort d'investissement de la Société exploitante Minétain).

- Le programme de postes et télécommunications est réduit à 44,750 M.

- Au total les investissements publics de la tranche prioritaire pour l'infrastructure économique s'élèvent à :

- 395	millions	pour les routes
- 159,254	"	" les infrastructures aériennes
- 230	"	" l'énergie dont 18 dépendent d'investissements privés miniers
- 44,750	"	les postes et télécommunications

soit 829,004 M.

2.3. Parmi les investissements sociaux et administratifs :

- le programme santé de 60 millions est un minimum qui doit être maintenu en totalité.

- L'enseignement secondaire assez lourd peut être réduit mais une tranche de 200 millions doit être réalisée. Par contre le programme de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur est indispensable.

Le total s'élève à environ 379,750 millions auxquels s'ajoutent 80 millions d'investissement travail pour l'enseignement primaire.

- Les investissements de 17 millions pour la radio, l'information, un centre de stage et un centre pédagogique sont retenus.

- Les travaux d'urbanisme à Kigali où la concentration des investissements risque de soulever des difficultés sont allégés et limités à 124,275 M.

Par contre le programme d'habitat qui répond à un besoin aigu ne peut être modifié. Il s'élève à 196,9 millions d'investissements publics auxquels s'ajouteraient 365 millions d'investissements privés monétaires.

- Les investissements administratifs publics nationaux évalués à 175 millions ne peuvent pas non plus être comprimés. Ils correspondent au déplacement du camp militaire et à un minimum de constructions administratives pour la Présidence de la République et l'Assemblée Nationale qui devraient être remplacés dans les bâtiments qu'ils occupent par des Ministères.

Il s'y ajoute une évaluation de 200 millions pour les administrations étrangères dont 150 pour la station d'émissions radio allemande et 50 pour les Ambassades et Consultats qui peuvent être considérés comme des investissements privés.

- Au total pour l'équipement social et administratif :

- ./ les investissements publics s'élèvent à :

60	millions pour la santé
379,750	" " l'enseignement
17	" " la radio, l'information, les stages de perfectionnement
321,175	" " l'urbanisme et l'habitat
175	" " l'administration

soit 952,925 M.

./ Les investissements en travail sont estimés à 80 millions pour l'enseignement primaire.

./ Les investissements privés monétaires atteignent 365 millions pour l'habitat, 200 millions pour les administrations.

2.4. La tranche prioritaire est présentée dans les tableaux suivants :

Tableau 11 : Investissements de Production (Récapitulation)

"	12 :	Production Agricole
"	13 :	" Minière
"	14 :	" Industrielle
"	15 :	Services
"	16 :	Investissements d'infrastructure économique
"	17 :	Investissements d'infrastructure Sociale et Administrative
"	18 :	Récapitulation générale des investissements avec ventilation entre financements public et financement privé
"	19 :	Récapitulation des investissements sur financement public
"	20 :	Récapitulation générale contractée.

(en millions de francs)

	Financement public			Total		Financement privé			Total		I.T. Valeur	%	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%	I.T. Valeur	%			
1. Production agricole	991,150	256,043	1 247,217	38,67	-	16,651	16,651	0,50	750,429	23,26	2 014,297		
2. Production minière	100,000	-	100,000	3,10	425	-	425	13,17	-		525,000		
3. Production industrielle	254,210	41,846	296,056	9,18	142,500	20,850	163,350	5,06			459,406		
4. Services	-	16	16	0,49	130,000	80	210	6,51	-		226		
	1 345,384	313,899	1 659,273	51,45	697,500	117,501	815,001	25,27	750,429	23,26	3 224,703		

TRANCHE PRIORITAIRE **Tableau 12**
PRODUCTION AGRICOLE
(en millions de francs)

	Financement public		Financement privé		Total	I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Extérieur	Intérieur	Valeur	%	
1. Recherche	150,000				150,000	7,44	150,000
2. Elevage	39,000				39,000	1,94	39,000
3. Cultures vivrières	48,166	1,400			49,566	2,46	49,566
4. Cultures industrielles	400,076	36,312		16,651	436,388	21,66	1 127,793
5. Mise en valeur des terres nouvelles	320,932	5,721			326,653	16,21	397,523
6. Conservation des sols	33	135,310			168,310	8,35	173,110
7. Reboisement		77,300			77,300	3,83	77,300
Total	991,174	256,043		16,651	1 247,217	61,91	2 014,297
						10,82	750,429
						= 37,25 %	

PRODUCTION MINIERE

Tableau 13

(en millions de francs)

	<u>Financement public</u>			<u>Total</u>		<u>Financement privé</u>			<u>Total</u>	I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%			
1. Développement de la Production sur gisements connus	-	-	-		425	-	425	80,95			425
2. Etudes et recherches	100	-	100	19,15	-	-	-	-			100
											525

	Financement public		Total	Financement privé		Total	I. P.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National		Extérieur	Intérieur			
			Valeur		Valeur			
Artisanat								
Recherches technologiques de la Mission Chinoise	5,000		5,000			1,08		
Industrie								
1. Infra-structure								
Domaines industriels		11,000	51,000					
Total 1.	40,000	11,000	51,000			11,10		

Tableau 14/2

75.

	Financement public		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
2. Projets industriels								
2.1. Industries de valorisation des productions de l'agriculture et de l'élevage:								
- Thé	90,000				90,000			
- Café (3 usines)			15,000	10,000	25,000			
- Pyrèthre	72,975	20,000			92,975	4		
- Arachide	2,500				2,500			
- Cire d'abeille	2,100				2,100			
- Canne à sucre soja	10,000				10,000			
- Tannerie	1,000			0,350	1,000			
- Laiterie	7,735				7,735			
- Abattoir de Kigali	5,200				5,200			
Total 2.1.	191,510	20	15	10,350	211,510	46,04		5,52

Tableau 14/3

	Financement public			Financement privé			Total	I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Total	Extérieur	Intérieur	Total			
			Valeur			Valeur	%		
2.2. Industries de consommation et de transformation diverses									
1. Habillement									
- Fabrique de couvertures				50,000		50,000			
- Unité de tissage				30,000		30,000			
- Confection				5,000		5,000			
- Sandales cuir				5,000		5,000			
2. Industries alimentaires									
Brasserie				14,000		14,000			
3. Industries chimiques									
Peinture et vernis				1,000		1,000			

Tableau 14/4

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
4. Industries mécaniques										
Carpente et menuiserie										
métalliques					20,000		20,000			
5. Industries du bois.										
- Scieries (2)	3,500	2,000	5,500							
- Menuiseries						4,000	4,000			
6. Industries diverses.										
- briqueterie mécanique										
Total 2.2.	3,500	2,000	5,500	1,20	125,000	8,000	133,000	28,95		138,500

Tableau 14/5

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
2.3. Industries de base.										
- Unité de fabrication de liants volcaniques					2,500	2,500	5,000			
- Industries liées à la mise en valeur du gisement de gaz méthane du lac Kivu			12,400							
Utilisation de la production existante du cap Inbona	6,200	6,200	5,646							
	3,000	2,646								
	9,200	8,846	18,046	3,92	2,500	2,500	5,000	1,08		23,046
<u>Total 2.3.</u>										

Tableau 14/6

	Financement public			Total		Financement privé			Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%		Extérieur	Intérieur		Valeur	%		
2.4. Etudes de projets industriels	5,000		5,000									
Total 2.4.	5,000		5,000	1,08								
Total général	254,210	41,846	296,056	64,44		142,500	20,850		163,350	35,55		459,406

(en millions de francs)

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	Total	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
1. Commerces	-	-	-	-	30	30	60	26,55	-	60
2. Transports	-	-	-	-	30	50	80	35,39	-	80
3. Autres services	-	8	8	3,54	70	-	70	30,97	-	78
4. Tourisme	-	8	8	3,54	-	-	-	-	-	8
Total	-	16	16	7,08	130	80	210	92,92	-	226

(en millions de francs)

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
1. Infrastructure routière	320,000	75,000	395,000	47,64						395,000
2. Infrastructure aérienne										
Hypothèse Boeing 727										
(2 240 m)	146,954	12,300	159,254	19,21						159,254
3. Energie	230,000		230,000	27,74						230,000
4. Télécommunications et Postes										
- Télécommunications		34,750								
- Postes		10,000	44,750	5,4						44,750
<u>Total</u>	696,954	132,050	829,004	100						829,004

Tableau 17

INFRASTRUCTURE SOCIALE ET ADMINISTRATIVE

TRANCHE PRIORITAIRE

(en millions de francs)

	Financement public		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%
1. Santé et Affaires Sociales	40	20	60	3,75	-	-	-	60
2. Enseignement								
2.1. Ens. Primaire				0	-	-	-	80
2.2. Ens. Secondaire	200	-	200		-	-	-	
Ens. Technique	50	-	50	65,84	-	-	-	
2.3. Ens. Supérieur	70	-	70		-	-	-	
2.3.1. UNR Hôpital	20	-	20	23,70	-	-	-	
2.3.2. Institut National Pédagogique	32	7,750	39,750	10,47	-	-	-	
Total 2.	372	7,750	379,750	23,77	-	-	80	459,750

Tableau 17/2

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
3. <u>Perfectionnement</u>										
- Centre Murambi	9	-	-		-	-	-		-	-
- Centre de Perfectionnement pédagogique	3									
- Information Radio	5	-	-		-	-	-		-	-
<u>Total 3.</u>	17		17	1,07						17

Tableau 17/3

	Financement public			Financement privé			I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Total	Extérieur	Intérieur	Total		
4. <u>Urbanisme et Habitat</u>								
4.1. Urbanisme								
- Etudes	4							
- Travaux	100,275	20	124,275					
4.2. Habitat (amélioration)								
- Etudes	1,900							
- Société imobilière	15	30		15		15	4,10	
- Construction	150		196,900	150	200	350	95,90	
<u>Total 4.</u>	271,175	50	321,175	165	200	365	22,84	686,175

Tableau 17/4

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%		
5. <u>Infrastruc-</u> <u>ture adm-</u> <u>nistrative</u> <u>et de souve-</u> <u>raineté</u>										
5.1. Infra- structure publique	80	95	175							
5.2. Adminis- trations étrangères					200		200			
Total 5.	80	95	175	10,95	200		200	12,51		375
TOTAL GENERAL	780,175	172,750	952,925		365	200	565		90	1 597,925

TRANCHE PRIORITAIRE

RECAPITULATION GENERALE

Tableau 18

(en millions de francs)

	Financement public		Total		Financement privé		Total		I.T.	%	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Valeur	%	Extérieur	Intérieur	Valeur	%			
1. Production											
1. - agricole	991,174	256,043	1 247,217	36,24	-	16,651	16,651		750,429		2 014,297
2. - minière	100	-	100	2,90	425	-	425				525,000
3. - industrielle	254,210	41,846	296,056	8,60	142,500	20,850	163,350				459,406
4. - services	-	16	16	0,46	130	80	210				226,000
	1 345,384	313,889	1 659,273	48,21	697,500	117,501	815,001		750,429		3 224,703
2. Infrastructure économique											
1. - routière	320	75	395,000	11,47	-	-	-		-		395,000
2. - aérienne	146,954	12,300	159,254	4,92	-	-	-		-		159,254
3. - Energie	230	-	230	6,69	-	-	-		-		230,000
4. - Télécommunications et Postes	-	44,750	44,750	1,30	-	-	-		-		44,750
	696,954	132,050	829,004	24,09	-	-	-		-		829,004

Tableau 18/2

	Financement public		Financement privé		Total		I.T.	%	TOTAL GENERAL
	Extérieur	National	Extérieur	Intérieur	Valeur	Valeur			
3. Infrastruc- ture socia- le et admī- nistrative									
1. - Santé	40	20	-	-	-	-	-	60,000	
2. - Ensei- gnement	372	7,750	-	-	-	-	80	459,750	
3. - Perfec- tionnement	17	-	-	-	-	-	-	17,000	
4. Urbanisme et Habitat	271,175	50	165	200	354		-	686,175	
5. Infra- structure administrative et de souverai- neté	80	95	200	-	200		-	375,000	
	780,175	172,750	365	200	565		80	1597,925	
TOTAL GENERAL	2 822,513	618,689	1 062,500	317,501	1 380,001		830,429	5651,632	

from 872,823

BRANCHE PRIORITAIRE

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS
SUR FINANCEMENT
PUBLIC

Tableau 19

	VALEUR en M. de Frs	% du F. Public	% du F. moné- taire (4821,38 M.)	% du F. Total (5 651,632 M)
<u>1. Production</u>				
1. Agricole	1 247,217	36,24	25,87	22,42
2. Minière	100	2,90	2,07	1,79
3. Industrielle	296,056	8,60	6,14	5,32
4. Services	16	0,46	0,33	0,28
<u>Total 1.</u>	1 659,273	48,21	34,41	29,83
<u>2. Infrastructure économique</u>				
1. Routière	395	11,47	8,19	7,10
2. Aérienne	159,254	4,92	3,30	2,86
3. Energie	230	6,69	4,77	4,13
4. Télécommunications	44,750	1,30	0,91	0,80
<u>Total 2.</u>	829,004	24,09	17,19	14,90
<u>3. Infrastructure sociale et administrative</u>				
1. Santé Publique	60	1,74	1,24	1,07
2. Enseignement	379,750	11,03	7,87	6,82
3. Perfectionnement	17	0,49	0,35	0,30
4. Urbanisme et Habitat	321,175	9,33	6,66	5,77
5. Infrastructure admi- nistrative et de souveraineté	175	5,08	3,63	3,14
<u>Total 3.</u>	952,925	27,69	19,76	17,13
<u>TOTAL GENERAL :</u>	3 441,202	100	71,37	61,87

RECAPITULATION GENERALE

Tableau 20

(en millions de francs)

[illegible]

2.5. La tranche prioritaire atteint donc en investissements publics 3 441 M. qui comprennent 250 millions de recherches et 3 191 M. d'investissements proprement dits. Il s'y ajoute 80 millions d'investissements travail dans l'enseignement primaire qui ont le caractère d'investissements publics.

- Les investissements publics productifs avec 1 659 millions font 48,21 % du total.

Une haute priorité est donnée à l'agriculture avec 1 24 millions et 36,24 % sur lesquels 436 millions vont aux cultures industrielles et 658,56 M. à l'amélioration et l'accroissement général de la production agricole, cultures vivrières, aménagement de terres nouvelles, conservation des sols, reboisement et à l'élevage.

L'industrie reçoit des investissements publics importants 296 millions (8,6 %) en raison principalement des usines de transformation de produits agricoles, pyrèthre et thé.

Les investissements privés envisagés s'élèvent :

./ dans l'activité minière à	425 M.
./ dans les services à	210 M.
./ dans l'industrie à	163,350 M.
./ dans l'agriculture à	766,900 M.,

dont 750,249 d'investissement-travail.

- Les investissements d'infrastructure économique, entièrement publics, s'élèvent à 829 millions (24,09 %).

Les liaisons routières sont évaluées à 395 millions (11,47 %). L'énergie reçoit également une masse importante avec 230 millions (6,69 %) dont la partie principale est constituée par la ligne de transport de force entre la Ruzizi et Kigali, établissant l'interconnexion avec le réseau de la Ntaruka.

- Les investissements publics d'équipement social et administratif s'élèvent à 952,925 millions, soit 27,69 %.

Une part élevée est attribuée à l'enseignement avec 379,750 millions (11,03 %); il s'y ajoute 80 millions d'investis-

ments-travail.

L'urbanisme et l'habitat reçoivent également un volume important de 321,175 millions (9,33 %) auxquels s'ajouteraient des investissements privés d'un montant de 365 millions.

Les investissements d'administration publique nationale sont évalués à 175 millions (5,08 %). La part de la santé publique peut paraître faible avec 60 millions (1,74 %) ; mais actuellement l'action médico-sociale peut être menée avec économie et ne doit pas dépasser les possibilités nationales.

La prépondérance des investissements productifs, la part importante attribuée aux liaisons routières le désenclavement et à l'énergie, à l'enseignement et à la formation, à l'urbanisme et à l'habitat, donnent à cette tranche d'investissements publics une structure qui correspond bien aux priorités résultant des problèmes et des orientations générales du développement.

Le volume d'investissements publics représente 60,90 % du volume total indiqué. Mais, en fait, les 39 % restants, 2 210,43 millions dont 830,249 d'investissements-travail, ainsi qu'il a été précisé, couvrent seulement les opérations les plus souhaitables et ne prétendent pas estimer la masse totale des investissements privés. Si toutes les opérations prévues étaient réalisées cette masse serait certainement supérieure et sans doute assez proche de celle des investissements publics.

CHAPITRE 2

LE FINANCEMENT

Les investissements retenus dans le programme d'urgence ont été précisés dans le chapitre consacré à la Tranche Prioritaire (cf. tableaux récapitulatifs n° 18 et 20 et Tableau ci-joint N° 21 : Ventilation entre financements intérieur et extérieur).

(Ventilation entre Financements intérieurs et extérieurs) (en millions de francs)

	Financement intérieur			Financement extérieur			Total		TOTAL GENERAL
	Public	Privé	I.T.	Valeur	%	Public	Privé	Valeur	
1. Production	313,889	117,501	750,429	1 181,819	20,91 66,89	1 345,384	697,500	2 042,884	36,1413 52,58
2. Infrastructure économique	132,050	-	-	132,050	2,33 7,47	696,954	-	696,954	12,33 17,93
3. Infrastructure sociale et administrative	172,750	200	80	452,750	8,01 25,63	780,175	365	1 145,175	20,261 29,49
	618,689	317,501	830,429	1 766,619	31,25 100	2 822,513	1 062,500	3 885,013	68,7415 100
									5 651,632

Section 1 - FINANCEMENT INTERIEUR

1. Présentation générale

Le financement intérieur s'élève à 1 766,619 M., soit 31,25 % des investissements proposés par la tranche prioritaire.

L'affectation de ce financement ira :

pour 66,89 %	à la production
7,47 %	à l'infrastructure économique
8,01 %	à l'infrastructure sociale.

La ventilation de ce financement, selon l'origine publique et privée d'une part, selon l'aspect monétaire et non monétaire d'autre part, est précisée dans les tableaux 22 et 23.

On constatera que l'effort intérieur proviendra :

- pour 35,02 % (618,689 M.) de sources publiques,
- pour 17,97 % (317,501 M.) de sources privées monétaires
- pour 47 % (830,429) de l'épargne travail de la population.

FINANCEMENT INTERIEUR
RECAPITULATION GENERALE

Tableau 22

	P U B L I C			P R I V E					TOTAL GENERAL	
	Monétaire		%	Monétaire		%	I. T.			
	Valeur			Valeur			Valeur	%		Total
1. Production	313,889	17,77		117,501	6,65		42,42	867,930	49,13	1 181,819
2. Infrastruc- ture écono- mique	132,050	7,50		-	-		-	-	-	132,050
3. Infrastruc- ture sociale et adminis- trative	172,750	9,78		200	11,32		4,52	280	15,84	452,750
	618,689	35,02		317,501	17,97		47	867,930	65,98	1 766,619

FINANCEMENT INTERIEUR
RECAPITULATION GENERALE

Tableau 23

(en millions de francs)

	M O N E T A I R E						I. T.		TOTAL GENERAL
	Public		Privé		Total		Valeur	%	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%			
1. Production	313,889	17,77	117,501	6,65	431,390	24,42	750,429	42,42	1 181,813
2. Infrastructu- re économique	132,050	7,50	-	-	132,050	7,50	-	-	132,050
3. Infrastructu- re sociale et administra- tive	172,750	9,78	200	11,32	372,750	21,09	80	1,52	452,750
	618,689	35,02	317,501	17,97	804,140	53	830,429	47	1 766,619

2. Le financement public interne

Il s'élèvera à 618,689 M. d'investissements réels sur cinq années, ce qui ferait une moyenne annuelle de 123 M. dans l'hypothèse théorique d'une répartition égale des investissements.

En fait, les investissements seront inférieurs à la moyenne les premières années, et supérieurs en fin de période.

En réalité, le volume retenu constitue un strict minimum et nécessite quand même un très sérieux effort d'assainissement budgétaire, de limitation de la consommation par accroissement de la fiscalité qui doit jouer un rôle très actif dans la formation du capital et par emprunt volontaire et forcé (cf. chapitre relatif aux finances publiques).

3. Le financement privé monétaire

Estimé à 317,501 M., le financement privé intérieur s'investira dans la production (117,501 M.) et l'infrastructure sociale (200 M. - essentiellement constructions).

Il proviendra, pour l'essentiel, du secteur moderne dont le rôle dans l'accumulation du capital devra s'accroître. Ce secteur, encore embryonnaire, s'est limité jusque-là à des actions d'auto-investissement. Son comportement se modifiera avec l'apparition plus fréquente d'opportunités d'investissement.

L'effort demandé au secteur traditionnel est extrêmement modeste. Il faut remarquer toutefois que les petits investissements traditionnels et familiaux n'ont pas été comptabilisés.

L'investissement privé sera certainement beaucoup plus élevé que celui précisé dans nos indications. Le rôle de l'Etat sera déterminant en cette matière : il s'efforcera de mobiliser l'épargne, et de stimuler et orienter l'investissement privé productif correspondant aux objectifs du plan.

A cette fin, il est recommandé :

- ./ de préparer un code des investissements d'origine interne,
- ./ d'encourager le réinvestissement des bénéfices dans le pays,
- ./ d'adopter une politique efficace de l'épargne et du crédit.

(On trouvera en annexe n° 1 une note relative à l'épargne et au crédit).

Les instruments d'épargne ne sont pas inexistant, mais leur utilisation n'est pas toujours optimale.

Par ailleurs tout n'est pas mis en oeuvre pour mobiliser l'épargne intérieure au profit du développement. La thésaurisation en espèces ne serait pas négligeable compte tenu des qualités d'économie de la population rurale.

En dépit d'un secteur a-monnaire dominant, de la faiblesse du revenu, du poids de la population inactive, une épargne existe certainement dans les collines. Elle ne paraît que très peu disponible, la population rurale étant habituée à vivre en "économie de réserve" et non en "économie d'investissement".

Le recours à l'emprunt forcé est indispensable lorsque l'épargne volontaire est insuffisante, ce qui est le cas. Bien entendu, l'emprunt peut se présenter sous diverses formes ; il ne s'appliquerait qu'à la faible partie de la population active dont le revenu est élevé. Même si son rendement n'était pas très élevé, l'emprunt forcé aurait des effets psychologiques salutaires.

La mobilisation des dépôts de fonds publics devra être étudiée ; il faudra parvenir à un emploi de ces ressources à des opérations de développement et non plus à des fins de trésorerie.

La situation des finances publiques et l'utilisation des dépôts par le Trésor, du moins jusqu'à la dévaluation, n'a pas permis au Rwanda d'élaborer une doctrine gouvernementale du crédit.

L'exécution du programme d'urgence nécessite pourtant l'adoption d'une politique efficace de l'épargne et du crédit.

Pour cela, la création d'une "banque de développement" devrait intervenir dès que le problème des ressources régulières aura été résolu. Dans l'hypothèse peu vraisemblable où le projet

élaboré par une mission du F.E.D., ne se concrétiserait pas, il serait souhaitable de créer un organisme administratif léger ayant pour mission de centraliser l'étude, l'administration et l'application de la politique gouvernementale de l'épargne et du crédit.

- Des précautions devraient être prises pour garantir la bonne gestion de cette institution car elle surveillerait toute l'épargne nationale et travaillerait surtout avec des ressources affectées. Il importerait donc de soustraire en tout état de cause cette épargne tant à la convoitise du Trésor qu'à celle d'utilisateurs non prévus.

La direction technique supérieure devrait être assurée par un banquier ; pratiquement par le directeur de la Banque Nationale ou son délégué.

Le droit lui serait textuellement reconnu de refuser sans appel les opérations qui lui paraîtraient douteuses sur le plan bancaire.

La gestion administrative et la préparation des dossiers seraient le fait d'un administrateur responsable de faire respecter la régularité administrative et surtout la destination de l'épargne selon sa vocation, l'utilisation de cette épargne continuant à relever uniquement des départements et organismes techniques compétents.

Le principe qu'aucun transfert d'une section bien dotée ne pourrait être fait à une section plus faiblement dotée devrait être appliqué avec rigueur.

Le plafond concernant les Bons du Trésor et autres valeurs d'Etat qui pourraient lui être imposés serait déterminé compte tenu de ses propres programmes d'emploi de manière à ne pas le mettre dans l'impossibilité de remplir sa fonction.

Enfin, la situation comptable de l'organisme par catégorie d'activité serait publiée périodiquement, par exemple tous les trois mois, au Journal Officiel de la République Rwandaise.

Un tel organisme serait probablement de nature à rendre des services utiles, à condition toutefois que soit bien respecté le principe de spécificité de ses fonds, c'est-à-dire à la condition de

ne pas être orienté dans une trop large mesure vers les prêts à la construction privée, au profit de quelques privilégiés ou vers les prêts à la consommation (coopérative - commerce) qui présentent des risques exagérés.

4. Financement privé non monétaire (épargne travail)

Sur un financement intérieur de 1 766,619 M. la participation des populations par épargne travail a été estimée à 830,429 M.

- soit - 14,69 % des investissements totaux
- 57 % du financement intérieur.

Ce volume a été évalué sur la base d'un salaire de 15 Frs par journée de travail. Il représente 55 362 000 journées de travail, soit 47 journées par an par adulte valide.

Dans cette estimation a été comptabilisée la totalité des travaux de production d'intérêt individuel (plantations de café par exemple) bénéficiant directement et personnellement au paysan lui-même et que ce dernier devra, de toutes façons, exécuter s'il veut conserver ou améliorer son niveau de vie.

Affectation du financement par épargne travail :

- Production :

. Cultures industrielles	674,754 M.
. Mise en valeur des terres nouvelles	70,875 M.
. Conservation des sols	4,800 M.
	750,429 M.

- Infrastructure sociale :

. Enseignement primaire	80,000 M.
	830,429 M.

Le dixième seulement de l'estimation retenue, 84,800 M. va à des investissements collectifs, l'essentiel dans l'enseignement primaire (80 M.) et une très faible part à la conservation des sols (4,8 M.).

C'est donc en fait cinq journées de travail annuel qui sont demandées en moyenne à chaque adulte valide (1).

Pour assurer le financement interne du développement, il est nécessaire de faire appel à l'épargne travail dans le but de relayer l'épargne monétaire défaillante. L'investissement travail sera donc, non par doctrine mais par nécessité économique, un moyen complémentaire d'accumulation du capital. Dans l'avenir il pourra jouer un rôle plus important que celui que nous avons retenu, car au Rwanda de nombreuses conditions préalables à la mobilisation des masses en faveur du développement sont réunies.

- En ce qui concerne le potentiel d'investissement travail :

- ./ Présence d'une main-d'oeuvre nombreuse, non qualifiée certes mais travailleuse, sous-employée dans les campagnes ;
 - ./ très forte densité de population, c'est-à-dire épargne potentielle élevée permettant, dans chaque aire géographique de dix kilomètres de rayon, de réaliser de nombreux travaux sans demander un effort annuel excessif à chaque adulte.
- Toutefois, les disponibilités de travail devront être étudiées et appréciées par régions naturelles ou micro-régions, compte tenu des nombreuses variantes du calendrier agricole ;
- ./ habitude des travaux collectifs ;
 - ./ cohésion nationale exceptionnelle ;
 - ./ puissance de l'esprit de la Révolution et désir de progrès de la population.

- En ce qui concerne le domaine de l'investissement travail :

Il est particulièrement vaste au Rwanda.

(1) Habituellement, on considère que relèvent de "l'investissement humain" les travaux collectifs, productifs au sens économique et social, effectués volontairement par un groupe humain qui abandonne tout ou partie de la rémunération à laquelle il aurait pu prétendre, à son initiative de préférence et au bénéfice de la communauté à laquelle il appartient.

./ Production rurale :

Conservation des sols, boisements, drainages, irrigation, conquête de terres nouvelles, magasins coopératifs, etc...

L'investissement travail portera, bien entendu, essentiellement sur des travaux créateurs de richesse et d'emplois.

./ Infrastructure économique :

Amélioration des pistes communales,
Création de pistes de désenclavement.

./ Infrastructure sociale :

Ecoles, dispensaires, foyers et maisons de jeunes.

- Mais pour réussir la mobilisation du potentiel de travail d'une population, un certain nombre de conditions préalables doivent être remplies :

./ l'adhésion des populations est indispensable.

La contribution travail des populations sera toujours volontaire et interviendra souvent à l'initiative de la collectivité elle-même qui aura décidé de consacrer sa force de travail à telle ou telle réalisation marquant ainsi sa volonté d'amorcer son propre développement.

L'adhésion sera immédiate lorsque l'intérêt local économique et social de chaque opération sera perceptible.

./ La réhabilitation du travail manuel et de la dignité paysanne.

Le travail ne sera pas pour autant "déifié" c'est-à-dire converti en valeur unique d'une civilisation nouvelle, mais il n'en constituera pas moins l'essentiel d'une philosophie de l'effort.

La reconnaissance de la dignité du travail sera obtenue par :

- . le développement d'une mentalité productiviste dans l'intérêt national. Il ne s'agit pas d'écraser l'homme sous le poids d'un nouveau travail forcé, mais de l'amener à acquiescer face aux besoins un comportement de producteur mieux adapté aux réalités de l'économie. Ainsi insensiblement il prendra conscience de son influence sur la nature ;
- . l'exaltation fréquente du rôle du travail dans le développement national ;

- . l'association dans la mesure du possible des autres couches sociales aux travaux manuels (stages ruraux destinés à certaines élites des villes).
- ./ L'encadrement technique de la main-d'oeuvre volontaire :
il soulève un problème complexe, la pénurie des cadres techniques constituant déjà un goulot d'étranglement à l'exécution des travaux sur financement monétaire.
- ./ L'organisation des chantiers :
Elle doit être soigneusement étudiée.

En fait, les difficultés d'encadrement technique ne permettent pas d'envisager avant plusieurs années la mobilisation de tout le potentiel d'épargne travail. C'est la raison pour laquelle cette forme de financement a été limité à un volume extrêmement modeste pour les travaux devant être effectués collectivement.

Au cours de la deuxième période quinquennale, lorsque le pays disposera de cadres techniques plus nombreux et dont certains éléments pourront être spécialisés dans l'encadrement des chantiers d'investissement travail, la population pourrait apporter une contribution travail plus élevée.

PRODUCTION
(Récapitulation)

(millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E				TOTAL GENERAL
	Monétaire Valeur	%	Monétaire Valeur	I.T. Valeur	%	Total Valeur	
1. Production agricole	256,043	21,66	16,651	750,429	63,49	767,080	1 023,123
2. Production minière	-	-	-	-	-	-	-
3. Production industriel le	41,846	3,54	20,850	1,76	1,76	20,850	62,696
4. Services	16	1,36	80	6,77	6,77	80	96
	313,889	26,56	117,501	750,429	63,49	867,930	1 181,819

FINANCEMENT INTERIEUR
PRODUCTION
(Production agricole)

Tableau 25

	P U B L I C		P R I V E						TOTAL GENERAL
	Monétaire		Monétaire		I. T.		Total		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%			
1. Recherche	-								
2. Elevage	-								
3. Cultures vivrières	1,400	0,14							1,400
4. Cultures indus- trielles	36,312	3,54	16,651	1,62	674,754	65,95	691,405	67,57	727,717
5. Mise en valeur des terres nouvelles	5,721	0,55			70,875	6,92	70,875	6,92	76,596
6. Conserva- tion des sols	135,310	13,22			4,800	0,46	4,800	0,46	140,110
7. Reboise- ment	77,300	7,55							77,300
	256,043	25,02	16,651	1,62	750,429	73,34	767,080	74,97	1 023,123

FINANCEMENT INTERIEUR
PRODUCTION
(Production Industrielle)

Tableau 26

	P U B L I C		P R I V E				TOTAL GENERAL
	Monétaire Valeur	%	Monétaire Valeur	I. T. Valeur	Total Valeur		
A/ Artisanat	-				-		-
B/ Industrie	41,846	66,74	20,850	33,26	20,850	33,26	62,696

FINANCEMENT INTERIEUR

Tableau 27

PRODUCTION

(Services)

	P U B L I C				P R I V E				TOTAL GENERAL
	Monétaire		Monétaire		I. T.		Total		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
1. Commerce			30	31,25			30	31,25	30
2. Transport			50	52,08			50	52,08	50
3. Autres services	8	8,33							8
4. Tourisme	8	8,33							
	16	16,66	80	83,33			80	83,34	96

FINANCEMENT INTERIEUR
INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE

Tableau 28

(en millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E				TOTAL GENERAL
	Monétaire Valeur	%	Monétaire Valeur	%	I. T. Valeur	Total Valeur	
1. Infra- structure routière	75,000	56,80					75,000
2. Infra- structure aérienne	12,300	9,31					12,300
3. Energie	0,000	0					0,000
4. Télécom- munications & postes							
- Télécommu- nications	34,750	26,31					44,750
- Postes	10,000	7,57					
<u>Total</u>	132,050	100					132,050

Tableau 29/1

FINANCEMENT INTERIEUR
INFRASTRUCTURE SOCIALE ET ADMINISTRATIVE

(en millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL	
	Monétaire	Valeur	Monétaire	Valeur	Total	%
Sante Pu-						
blique et						
Affaires						
Sociales		4,41				20
Enseigne-						
ment						
1. E. Pri-				80		
maire						
2. E. Se-						
condai-						
re						
1. tech-						
nique						
3. F. Su-						
perieur						
3.1. UNR						
3.2. Insti-						
tut Na-						
tional						
Pédago-						
gique						
total 2.	7,750	1,71	80	17,66		87,750
Perfeo-	7,750					
tionnement						
resse						
radio						

Tableau 29/2
(en millions de francs)

FINANCEMENT INTERIEUR

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Monétaire Valeur		Monétaire Valeur	Total Valeur	
4/ Urbanisme et Habitat					
4.1. Urbanisme					
- Etudes					
- Travaux	20	4,41			
4.2. Amélioration de l'Habi- tat					
- Etudes					
- Société immobilière	30	6,62			
- Construction					
Total 4.	50	11,04	44,17		250

Tableau 29/3

(en millions de francs)

FINANCEMENT INTERIEUR

	P U B L I C				P R I V E				TOTAL GENERAL
	Monétaire	Valeur	%	I. T. %	Valeur	%	Total	Valeur	
structure administrative souve-									
té									
structure	95								95
que									
	172,750	200		17,66	80				452,750
	38,15								
GENERAL									

Tableau 30

FINANCEMENT INTERIEUR

PRODUCTION

(Récapitulation)

(en millions de francs)

	M O N E T A I R E				I. T.		TOTAL GENERAL
	Public		Privé		Total		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
1. Production agricole	256,043	21,66	16,651	1,40	272,694	23,06	750,429 63,49 1 023,123
2. Production minière	-	-	-	-	-	-	-
3. Production industrielle	41,846	3,54	20,850	1,76	62,696	5,30	62,696
4. Services	16,000	1,36	80,000	6,77	96,000	8,13	96,000
	313,889	26,56	117,501	9,94	431,390	36,50	750,429 63,49 1 181,819

FINANCEMENT INTERIEUR
PRODUCTION
(Production agricole)

Tableau 31
(millions de francs)

	M O N E T A I R E			I. T.		TOTAL GENERAL
	Public	Privé	Total	Valeur	%	
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	%	
1. Recherche	-	-	-	-	-	-
2. Elevage	-	-	-	-	-	-
3. Cultures vivrières	1,400	-	1,400	-	0,14	1,400
4. Cultures industrielles	36,312	16,651	52,963	674,754	5,17	727,717
5. Mise en valeur des terres nouvelles	5,721	-	5,721	70,875	0,56	76,596
6. Conservation des sols	135,310	-	135,310	4,800	13,22	140,110
7. Reboisement	77,300	-	77,300	-	7,55	77,300
	256,043	16,651	272,694	750,429	26,64	1 023,123
					73,34	

Tableau 32
FINANCEMENT INTERIEUR
(en millions de francs)

PRODUCTION
(Production industrielle)

	M O N E T A I R E				I. T.		TOTAL GENERAL
	Public		Privé		Total		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
A/ Artisanat	-		-		-		-
B/ Industrie	41,846	66,74	20,850	33,26	62,696		62,696

Tableau 33

FINANCEMENT INTERIEUR

PRODUCTION

(en millions de francs)

(Services)

	M O N E T A I R E			I. T.		TOTAL GENERAL
	Public Valeur	Privé Valeur	Total Valeur	Valeur	%	
1. Commerce		30	30		31,25	30
2. Transports		50	50		52,08	50
3. Autres Services	8		8		8,33	8
4. Tourisme	8		8		8,33	8
	16	80	96		100	96

Tableau 34

FINANCEMENT INTERIEUR

INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE

(en millions de francs)

	M O N E T A I R E				I. T.		TOTAL GENERAL
	Public		Privé		Total	Valeur	
	Valeur	%	Valeur	%			
1. Infrastructure routière	75,000	56,80					75,000
2. Infrastructure aérienne	12,300	9,31					12,300
3. Energie	0,000	0					0,000
4. Télécommunications et Postes							
- Télécommunications	34,750	26,31					34,750
- Postes	10,000	7,57					10,000
<u>Total</u>	132,050	100				-	132,050

FINANCEMENT INTERIEUR

Tableau 35/1

INFRASTRUCTURE SOCIALE ET ADMINISTRATIVE

(en millions de francs)

	M O N E T A I R E				I. T.		TOTAL GENERAL
	Public		Privé		Total		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
1/ Santé et Affaires Sociales	20	4,41					20
2/ Enseignement							
2.1. E. Primaire					80		
2.2. E. Secondaire							
I. Technique							
2.3. E. Supérieur							
2.3.1. UNR							
2.3.2. Institut National Pédagogique	7,750						
Total 2.	7,750	1,71			80	17,66	87,750
3/ Perfectionnement							
Presse							
Radio							

FINANCEMENT INTERIEUR
Tableau 35/2
(en millions de francs)

	M O N E T A I R E				I. T.		TOTAL GENERAL
	Public		Privé		Valeur	%	
	Valeur	%	Valeur	%			
4/ <u>Urbanisme et Habitat</u>							
4.1. Urbanisme	20	{ 4,41					
4.2. Amélioration de l'Habitat		{					
- Société immo- bilière	30	{ 6,62					
- Constructions			200				250
Total 4.	50	11,04	200	44,17			
5/ <u>Infrastructure administrative et de souverai- neté</u>	95				95		145
TOTAL GENERAL	172,750	38,15	200	44,17	372,750	82,32	452,750

Section 2 - FINANCEMENT EXTERIEUR

1. Présentation générale

Le financement extérieur a été estimé à

3 885,013 M.

soit : 68,74 % du financement total,
80,58 % du financement monétaire.

Il sera :

pour 72,65 % d'origine publique (2 822,513 M.)
pour 27,35 % d'origine privée (1 062,500 M.)

(cf. tableau 36)

Le financement extérieur se ventilera comme suit entre les trois secteurs d'investissement :

	Valeur (en millions)	
- Production	2 042,884	52,58
- Infrastructure économique	696,954	17,93
- Infrastructure sociale et administrative	1 145,175	29,49

2. Le financement privé

Les capitaux extérieurs privés qui devront s'investir au Rwanda dans le cadre de la tranche prioritaire, iront essentiellement

- à la production : 697,500 M
dont : 425 à la production minière
142,500 à la production industrielle
130 aux services

- à l'infrastructure sociale (habitat) : 365 M.
sur lesquels 200 M. d'investissements des administrations étrangères
ont été assimilés à des investissements privés.

Ces prévisions ne peuvent qu'être indicatives en particulier en ce qui concerne la production industrielle, mais il faut rappeler le caractère prioritaire des investissements miniers.

On remarquera que les capitaux extérieurs (1 062,500 M.) représentent près de 77 % du financement privé monétaire escompté, aussi toutes les mesures habituelles d'incitation devront-elles être mises en oeuvre.

3. Le financement public d'origine extérieure

3.1. Le volume d'investissements publics d'origine extérieure peut paraître excessif. En fait, il est compatible avec ce que le pays devrait pouvoir obtenir de l'aide extérieure.

	Valeur (en millions)	%
- Production	1 345,834	47,68
- Infrastructure économique	696,954	24,68
- Infrastructure sociale et administrative	780,175	27,64
	2 822,513	100

Cette structure du financement extérieur public devrait d'ailleurs stimuler les aides extérieures dont les moyens de financement sont prévus uniquement pour des opérations prioritaires à haute rentabilité immédiate ou à terme.

Il n'en reste pas moins que, compte tenu de la rareté du capital, les moyens financiers extérieurs seront utilisés avec le souci constant de l'économie.

FINANCEMENT EXTERIEUR

Tableau 36

(en millions de francs)

Récapitulation générale

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
1. Production	1 345,384	34,63	697,500	17,95	2 042,884
2. Infrastructure économique	696,954	17,63	-	-	696,954
3. Infrastructure Administrative	780,175	20,08	365	9,39	1 145,175
	2 822,513	77,65	1 062,500	27,35	3 885,013

FINANCEMENT EXTERIEUR

PRODUCTION

Récapitulation

Tableau 37

(en millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
1. Production agricole	991,174	48,51	-		991,174
2. Production minière	100,000	4,89	425,000	20,80	525,000
3. Production industrielle	254,210	12,44	142,500	6,97	396,710
4. Services	-		130,000	6,37	130,000
	1 345,384	65,85	697,500	34,14	2 042,884

Tableau 38

(en millions de francs)

FINANCEMENT EXTERIEUR

PRODUCTION

Production agricole

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
1. Recherche	150,000	15,14	-		150,000
2. Elevage	39,000	3,94	-		39,000
3. Cultures vivrières	48,166	4,85	-		48,166
4. Cultures industriel- les	400,076	40,36	-		400,076
5. Mise en valeur des terres nouvelles	320,932	32,37	-		320,932
6. Conservation des sols	33,000	3,33	-		33,000
7. Reboisement	-	-	-		-
	991,174	100			991,174

FINANCEMENT EXTERIEUR

MINES

Tableau 39
(en millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E		TOT.L. GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
1. Développement de la production sur gisements connus.			425,000	80,95	
2. Etudes et prospection	100,000	19,15		100	
	100,000	19,15	425,000	80,95	525

FINANCEMENT EXTERIEUR

Tableau 40

(en millions de francs)

Production industrielle

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
A/ Artisanat	5,000	1,25	-		5,000
B/ Industrie	249,210	62,82	142,500	35,93	391,710
	254,210	64,07	142,500	35,93	396,710

Tableau 41

FINANCEMENT EXTERIEUR
Services

(en millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
1. Commerce			30	23,07	30
2. Transports			30	23,07	30
3. Autres services			70	53,85	70
Total			<u>130</u>		<u>130</u>

Tableau 42

FINANCEMENT EXTERIEUR

Infrastructure économique

(en millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
1. Infrastructure routière	320,000	45,92			320,000
2. Infrastructure aérienne	146,954	21,08			146,954
3. Energie	230,000	33			230,000
4. Postes et Télécom- munications	0,000	0			0,000
<u>Total</u>	696,954	100	-	-	696,954

FINANCEMENT EXTERIEUR
INFRASTRUCTURE SOCIALE ET ADMINISTRATIVE
TRANCHE PRIORITAIRE

(en millions de francs)

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
1/ <u>Santé Publique et Affaires Sociales</u>	40	3,49			40
2/ <u>Enseignement</u>					
2.1. E. Primaire	200	0			
2.2. E. Secondaire	50	53,77			
2.3. E. Supérieur	70	13,44			
2.3.1. UNR	20	19,81			
2.3.2. Institut National Pédagogique	32	5,37			
Total 2.	372	8,60			372
3/ <u>Perfectionnement</u>					
- Centre de Murrumbidgee	12	70,58			
- Centre Perfectionnement pédagogique	5	29,42			
- Information-Radio	17	1,48			17
Total 3.					

Tableau 43/2

FINANCEMENT EXTERIEUR

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	75	Valeur	75	
4/ Urbanisme et Habitat					
4.1. - Urbanisme					
- Etudes	4	1,47			
- Travaux	100,275	36,97			
4.2. - Amélioration de l'Habitat					
- Etudes	1,900	0,7			
- Société immobilière	15	5,53	15	9,10	
- Construction	150	55,31	150	90,90	
Total 4.	271,175	23,58	165	14,41	436,175

Tableau 43/3

FINANCEMENT EXTERIEUR

	P U B L I C		P R I V E		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	
5/ Infrastructure administrative et de souveraineté					
5.1. Infrastructure publique	80				
5.2. Administrations étrangères			200		
				17,46	280
Total 5.	90	6,98	200		
				31,87	1 145,175
TOTAL GENERAL	780,175	58,13	365		

3.2. Une part importante du financement public est assuré (41 %) - cf. tableaux n° 44 à 50.

Le financement en cours de négociation connu atteint 7 % alors que le financement à rechercher s'élève à 52 %.

La structure du financement assuré est satisfaisante. En effet, le total de 1 154,820 M. de financement public extérieur acquis, représente :

- 49,39 % des investissements de production
 - dont : 519 M. au titre de la production agricole
sur 991 proposés
 - 120 M. au titre de la production industrielle
sur 254 M.
- 33,60 % des investissements publics d'infrastructure économique.
- 32,7 % des investissements d'infrastructure sociale et administrative.

3.3. Compte tenu des longs délais de négociation et de mise en oeuvre, le financement à rechercher retiendra la plus grande attention et cela d'autant plus qu'il comprend certaines des actions les plus urgentes (telles que la mise en valeur des marais et la conservation des sols).

Il n'a pas été jugé utile de préciser les sources de financement dans ce document (sauf pour le financement acquis) afin de ne pas préjuger des négociations à intervenir.

La recherche du financement extérieur devra s'effectuer avec la préoccupation constante de trouver la source la plus avantageuse.

A cet égard, il sera indispensable de faire preuve d'une très grande prudence en ce qui concerne les financements par prêts.

En effet, si cette forme de financement est concevable en général, dans le cas du Rwanda on ne l'acceptera pas sans réticences. Le déficit budgétaire ayant été permanent jusqu'à la dévaluation, il faut attendre la conformation du redressement des finances publiques pour ap-

précier la capacité d'emprunt du pays et son aptitude à supporter la charge d'une dette extérieure.

Aussi, dans les premières années, le financement devrait-il être assuré exclusivement par subventions.

Dans l'hypothèse de financement par prêt, seul le long terme pourrait être envisagé avec différé d'amortissement et, exclusivement pour les projets directement producteurs de ressources.

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
Tableau 44
Récapitulation générale
(en millions de francs)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur		Valeur		Valeur		
1. Production	664,535	23,54	200,939	7,12	479,910	17	1 345,384
2. Infrastructure économique	234,200	8,29	-	-	462,754	16,39	696,954
3. Infrastructure sociale et économique	256,075	9,08	-	-	525,100	13,60	780,175
	1 154,810	40,91	200,939	7,12	1 467,764	52	2 822,513

Tableau 45
FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
(en millions de francs)

PRODUCTION
Récapitulation

	P. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
1. Production agricole	519,060	38,58	153,204	11,38	318,910	23,70	991,174
2. Production minière	25,000	1,86			75,000	5,58	100,000
3. Production industrielle	120,475	8,95	47,735	3,54	86,000	6,39	254,210
4. Services	-	-	-	-	-	-	-
	664,535	49,39	200,939	14,93	479,910	35,67	1 345,384

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
(Production agricole)
Tableau 46/2
(en millions de francs)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
2. Elevage							
Belgique	17,000				22,000		39,000
Total 2.	17,000	1,71			22,000	2,22	= 3,93
3. Cultures vivrières							
1. Semences sélectionnées	28,000 Belgique						
2. Diffusion outillage					7,600		
3. Apiculture	5,566						
4. Diffusion arbres fruitiers					7,000		
Total 3 :	33,566	3,39			14,600	1,47	48,166
							- 4,85

Tableau 46/3

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
(Production agricole)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
4/ Cultures industrielles							
1. Pyrèthre	101,872	10,27					101,872
2. Café	-						-
3. Thé							
1. Achèvement Mulindi et Gatandara-Shagasha	50						
2. Achèvement Mwaga-Gisakura	70						
3. Extension Mulindi					15,000		
4. Bloc Cyohoha-Rakeri			93,204 40		20,000		
5. Bloc Busoso							
6. Etudes Rugezi							
Total thé :	120	12,10	133,204	13,43	35,000	3,53	288,204
4. Coton					10,000	1	10
TOTAL 4/.	221,872	22,37	133,204	13,43	45,000	4,53	400,076
							= 40,36 %

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
Tableau 46/4
(Production agricole)
 (millions de francs)

	Fin. assuré	F. en cours de né- gociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	Valeur	%	Valeur	%	
<u>5/ Mise en valeur des</u>						
<u>Terres nouvelles</u>						
1.-Icyanya				50,000	5,04	
-Mayaga						
. Installations communautaires (FED)	25,000					
. Quatre nouveaux périmètres (FED)	44,211					
-Eugesera						
. Kanga (FED)	12,545					
. Karana (Recherches)		20,000 (Belgique)	2,01			
		20	2,01	50,000	5,04	
Total 1.	81,756	20	2,01	50,000	5,04	

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR

Tableau 46/5

(Production agricole)

(millions de francs)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
2. Réalisation de projets déjà élaborés							
- Nyabugogo (Belgique)	14,866						
- Marais de Gitarama					5,600		
3. Elaboration des dossiers hydrauliques des grands marais.							
1 équipe pendant 5 ans					32,410		
1 équipe pendant 2 ans							
4. Aménagement des petits marais							
- Equipement et fonctionnement de la cellule					63,300		
- Investissements d'aménagement					30,000		
5. Etudes et préparation de la mise en valeur des terres de l'Est					23,000		
Total 5/.	96,622	9,74	20,000	2,01	204,310	20,61	320,932 = 32,37 %

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
(Production agricole)

Tableau 46/6
(en millions de francs)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur		Valeur		Valeur		
6/ Conservation des sols	-		-		33,000	3,33	33,000
7/ Reboisement	-		-		-	-	-
<u>Total général</u>	519,060	52,37	153,204	15,46	318,910	32,17	991,174

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
(Production minière)

Tableau 47
(en millions de francs)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
1. Développement de la production sur gisements connus.	-		-		-		-
2. Etudes et Prospection							
1. Parc de la Kagera	25	100					
2. Autres projets					75	100	100
	25	25			75	75	100

Production Industrielle

(en millions de francs)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
A/ Artisanat	5,000	1,96					5,000
B/ Industrie		4,15					
1. Infrastructure Domaines industriels			40,000	23,79			40,000
2. Projets industriels							
a - Valorisation de l'agriculture et de l'élevage							
1 - Thé	30,000				60,000		90,000
2 - Pyrèthre	72,975						72,975
3 - Huilerie pilote	2,500						2,500
4 - Valorisation cire d'abeille					2,100		2,100
5 - Canne à sucre soja	10						10
6 - Tannerie					1		1

	F. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
7 - Laiterie			7,735		5,200		7,735
8 - Abattoir Kigali							5,200
	115,475	95,85	7,735	16,21	68,300	79,41	236,510
b - Industries de transformation diverses							
. Scieries					3,500	4,06	3,500
c - Industries de base							
- Industries liées à la valorisation du gisement de méthane					9,200	10,70	9,200
d - Etudes de projets industriels					5,000	5,82	5,000
	120,475		47,735		86,000		254,210
TOTAL GENERAL							

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR

Tableau 49/1

(en millions de francs)

	F. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur		Valeur		Valeur		
1/ <u>Infrastructure Routière</u>							
1 - Aménagement de l'axe Kigali-Gatuna					220,000	68,75	
2 - Pont Nyabarongo sur axe Kigali-Gitarana							
- Pont Nyabarongo sur axe Gitarana-Ruhengeri	100,000	31,25					
- Aménagement et revêtement tronçon Cyangugu-Dendezi	(F.E.D.)						
Total 1	100,000	31,25			220,000	68,75	320,000

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR

Tableau 49/2

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur		Valeur		Valeur		
2/ Infrastructure Aérienne							
1. Kigali (Belgique)	116,200	79,07					
2. Equipement divers météorologie					27,744 3,010	18,88 2,15	
Total 2	116,200	79,07			30,754	21,03	146,954

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR

Tableau 49/3

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
3/ Energie							
- ligne moyenne tension (30 KV) Palindo-Mulindi (République Fédérale d'Allemagne)	10,000	4,35					
- ligne moyenne tension Ruhengeri-Mukingo	8,000	3,48					
- ligne d'interconnexion et lignes de 30 KV (dossier présenté au F.E.D.)					186,000	80,87	
- ligne basse tension (distribution urbaine)					26,000	11,31	
Total 3	18,000	7,83			212,000	92,18	230,000

Tableau 49/4

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR

	F. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
4/ Télécommunications et Postes	-		-		-		-
TOTAL GENERAL	234,200	53,60			462,754	66,40	696,954

Tableau 50/1

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR
INFRASTRUCTURE SOCIALE et ADMINISTRATIVE
TRANCHE PRIORITAIRE
(en millions de francs)

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
1/ Santé et Affaires Sociales							
1.1. Centres de santé							
1.2. Hôpitaux	20	2,26			20	2,26	40
2/ Enseignement							= 5,52 %
2.1. E. Primaire (p.m.)							
2.2. E. Secondaire	49				151		
E. Technique	50						
2.3. E. Supérieur							
2.3.1. UNR	70				20 (Hôpital)		
2.3.2. Institut National Pédagogique	32						
Total 2.	201	25,77			171	21,91	372
							= 47,68 %

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR

Tableau 50/2

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
2/ Perfectionnement							
- Centre Murambi	9						
- Centre de perfectionnement pédagogique	3						
- Information et Radio					5		
Total 3.	12		1,53		5	0,64	17 2,17 %

FINANCEMENT PUBLIC EXTERIEUR

Tableau 50/3

	Fin. assuré		F. en cours de négociation		F. à rechercher		TOTAL GENERAL
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
4/ <u>Urbanisme et Habitat</u>							
4.1. <u>Urbanisme</u>							
Alimentation en eau potable de Kigali	23,075				81,200		
4.2. <u>Amélioration de l'Habitat</u>					166,900		
<u>Total 4</u>	23,075	2,95			248,100	31,80	271,175
5/ <u>Infrastructure administrative et de souveraineté</u>					80	10,26	80
<u>TOTAL GENERAL</u>	256,075	32,70			525,100	67,30	780,175

ANNEXE N° 1NOTErelative à l'épargne et au crédit

La réglementation en vigueur en ce qui concerne l'épargne et le crédit est relativement développée.

1.- L'épargne

Les instruments d'épargne existants peuvent être classés en trois groupes :

1.1. Les institutions financières :

- La Banque Nationale du Rwanda qui doit effectuer une politique propre au développement harmonieux de l'économie de la République Rwandaise.

En sa double qualité de caissier et de banquier de l'Etat, la Banque peut recevoir et effectuer des dépôts pour le compte de l'Etat.

- La Caisse d'Epargne du Rwanda, créée par la loi du 7 juin 1963, a pour objet de promouvoir l'épargne.

- L'Office des Chèques Postaux intervient par la constitution des dépôts que son existence permet d'effectuer.

- La Banque Commerciale du Rwanda (B.C.R.), société à responsabilité limitée, créée en 1962, seule banque privée du Rwanda, est le plus gros dépositaire de fonds d'épargne.

1.2. Les ressources affectées.

C'est-à-dire les dotations publiques susceptibles de se reconstituer de façon continue et d'être réemployées dans des opérations de crédit :

- Le fonds de logement des fonctionnaires : créé en 1963 et géré par les Travaux Publics. Il est alimenté par les remboursements mensuels des agents du secteur administratif qui ont acquis en location-vente les logements qu'ils occupaient.

- Le Fonds d'avance (actuellement supprimé) constituait un système de prêts à l'habitat rural. Quelques propriétaires continuent à rembourser leurs prêts recueillis par un compte spécial d'attente.

- Le Fonds de réinvestissement, destiné à recevoir les remboursements des avances à long terme consenties aux planteurs dans le cadre des opérations financées par le FED, n'est pas encore institué.

- La Caisse sociale du Rwanda (créée par la loi du 15 novembre 1962) fonctionne comme caisse d'assurances couvrant les risques professionnels et comme caisse de pensions.

1.3. Les libéralités

faites à l'économie nationale et converties en prêts remboursables, reconstituant la dotation première.

A cet effet, des "Fonds connexes", destinés à promouvoir le développement des cultures industrielles, peuvent être créés au sein de l'Office des cultures industrielles du Rwanda. A notre connaissance aucun Fonds n'a été institué et l'OCIR effectue des opérations de subvention sur son budget de fonctionnement (distribution d'engrais, création de pépinières de café).

Au 31 décembre 1964, le nombre de comptes ouverts et vivants s'élevait à 3 830.

On trouvera ci-dessous :

- l'analyse des comptes ouverts et vivants
- les dépôts au 31 décembre 1964
- les perspectives d'évolution de l'épargne.

x

Actuellement l'épargne constituée profite surtout au Trésor dans la mesure où il place des bons auprès des organismes de dépôt.

x

ANALYSE DES COMPTES

Nbre de comptes ouverts et vivants

	C _C P	B _C R	C _E R	
Sociétés				
Missions, Entreprises	51	100	0	
Petits commerçants	17	200	0	
Groupelements Rwandais non économiques	59		} 2 480	
Fonctionnaires et particuliers Rwandais	356	200		
Européens	64	200		3
non ventilé (Agence Butare)		100		
Total	547	800 (1)	2 483	3 830

(1) Au 31 décembre 1965 : 1 364 comptes vivants

(Kigali : 920
 Butare : 283
 Gisenyi: 156)

DEPOTS

Institutions publiques						Institutions Secteurs privé et parapublic				TOTAL
INSTITUTIONS FINANCIERES			FONDS			I.F.	QUASI-I.F.	Sub-ventions		
BNR	CER	CCP	dépôts	d'avance	FED	BCR	COOPER	CS	OCIR	
										(1) 39 T
										(2) 68 M
70	18	12,5	2,3	0,2	0	300	0	(1) pm	(2) pm	

BNR Banque Nationale du Rwanda
CER Caisse d'Epargne du Rwanda
CCP Chèques Postaux
FED Fonds Européen de Développement
BCR Banque Commerciale du Rwanda
COOPER Mouvement pré-coopératif
C.S. Caisse Sociale (Pensions et assurances accidents du travail)
OCIR Office des Cultures industrielles du Rwanda.

DEPOTS.

Explications des données.

BNR : Le montant indiqué - 70 millions - représente approximativement, en fin décembre 1964, les dépôts des organismes paraétatiques : offices, régies, sociétés d'économie mixte et communes ou groupements intercommunaux.

CER : Le montant donné est celui des groupements privés et particuliers Rwandais. Il ne comprend ni les dépôts des comptables publics, ni ceux des "parastataux".

CCP : Dépôts du secteur privé : particuliers, entreprises, Missions chrétiennes.

FONDS : soldes au 31 décembre d'après Comptes de Gestion. Le Fonds FED de Réinvestissement n'est pas encore organisé.

BCR : ensemble des dépôts, montant à peu près constant (à 30 millions près).

COOPERATIVES : cadre donné pour mémoire. Le mouvement pré-coopératif du Rwanda en est à ses débuts.

CAISSE SOCIALE : Les avoirs de la C.S. sont déposés auprès des institutions financières selon répartition suivante :

BCR	BNR	CCP	CER	Total
6	19	12	2	39

O.C.I.R. : même observation mais le gros des avoirs est déposé à la CER (68 M).

EPARGNE

PERSPECTIVE D'EVOLUTION

I - EPARGNE REELLE au 31-12-64 (tableau précédent)

Institutions publiques							I. privées et secteur parapublic					Total
Institutions financières			Logements Ponct ^s	Fonds		IF	Pseudo IF		Sub-ven-tions			
B N R	C E R	C C P		d'avance	F E D	B C R	C O O P E R	C S	O C I R			
70	18	12	1	0,2	0	300	0	0	0			

II - PERSPECTIVE D'EVOLUTION

			↓	↓	↓				↓	
+	+	+	6	1	520	+	0	0	?	
				+						
				5	12,6					

PERSPECTIVE D'EVOLUTION DE L'EPARGNE.

L'insertion des données concernant la CER et les Chèques Postaux peut en général se faire avec le "Bulletin de Statistique".

La situation globale n'est pas publiée.

Fonds Logement des Fonctionnaires. Le chiffre donné représente le volume total des cessions (38 maisons) à récupérer en 72 mensualités - soit six ans.

moyenne annuelle des versements : 1 M.

Fonds d'avance. Les débiteurs doivent encore environ 6 M de F Rw/64. Délais divers. 1 M représente les débits (créances sûres) des fonctionnaires en activité. 5 M ce sont les dettes (gagées par les immeubles) des débiteurs expatriés et défaillants.

FED-CEE. Le montant donné représente l'ensemble des opérations remboursables agréées au titre du 1er et du 2ème F.E.D. : paysannats, actions thé, aide à la production et diversification des cultures. Les prêts sont consentis pour des délais allant de 12 à 20 ans. En prenant 20 ans comme terme on obtient une moyenne annuelle d'environ 25 M. L'échéancier précis n'est pas fait.

Le second chiffre représente la valeur d'une usine à thé construite sous crédits Tutelle que le Gouvernement envisage de transférer aux exploitants moyennant paiement.

Coopératives : Leur insertion dans le système de l'épargne n'est pas envisagée avant un assez long délai.

Caisse Sociale : La C.S. plaçant ses avoirs auprès des Institutions Financières, il n'est pas (actuellement) possible de les indiquer sous sa rubrique sans faire de doubles emplois.

OCIR. L'évolution des avoirs de l'OCIR est très aléatoire. Elle est fonction de sa politique de taxation et des cours mondiaux.

2.- Le crédit

Les possibilités institutionnelles de crédit ne sont pas négligeables :

2.1. Les organismes publics et para-étatiques

- La Banque Nationale du Rwanda peut accorder directement des crédits aux entreprises et établissements publics ainsi qu'aux sociétés d'économie mixte (loi du 24 avril, article 19, alinéa 4). Cette possibilité n'aurait pas encore été utilisée.

- Le Trésor rwandais intervient dans les opérations de crédit soit pour son compte, soit pour le compte de tiers.

- Le Code d'investissement prévoit pour le "régime D" le concours préférentiel de la Banque Nationale.

- Le Fonds de logement des fonctionnaires.

- Le Trésor peut faire du crédit par l'intermédiaire de certaines institutions financières rattachées à tel ou tel département ministériel spécialisé dans certaines catégories d'opérations.

Le "crédit pour l'amélioration de l'habitat rural" (CHAR) a été le premier organisme créé à cette fin (J.O.R.R. du 1er mars 1964).

- La Communauté Economique Européenne, dans le cadre de l'aide à la production et à la diversification des cultures.

- Les communes ont la possibilité de faire crédit à leurs ressortissants (Loi du 23 novembre 1963 portant organisation communale).

- La "Caisse d'Epargne du Rwanda" (C.E.R.) est habilitée à consentir des prêts à moyen et long termes. En fait, elle pratique le prêt au petit équipement (véhicules) et le prêt à l'habitat.

- L'Office des Cultures industrielles du Rwanda (OCIR) créé par la loi du 30 juillet 1964, est habilité à mettre en place un système de crédit à la production agricole et au développement régional.

Cette possibilité n'a pas été utilisée jusque-là, l'OCIR se limitant dans ce domaine à des subventions en nature aux planteurs de café.

- La "Régie des artisans du Pays" (RAP) qui travaille avec le support technique et administratif des Travaux Publics, est aussi une institution de crédit car : elle avalise les commandes des artisans et des coopératives auprès des fournisseurs, elle établit ou vérifie leurs devis et travaille à prix constant.

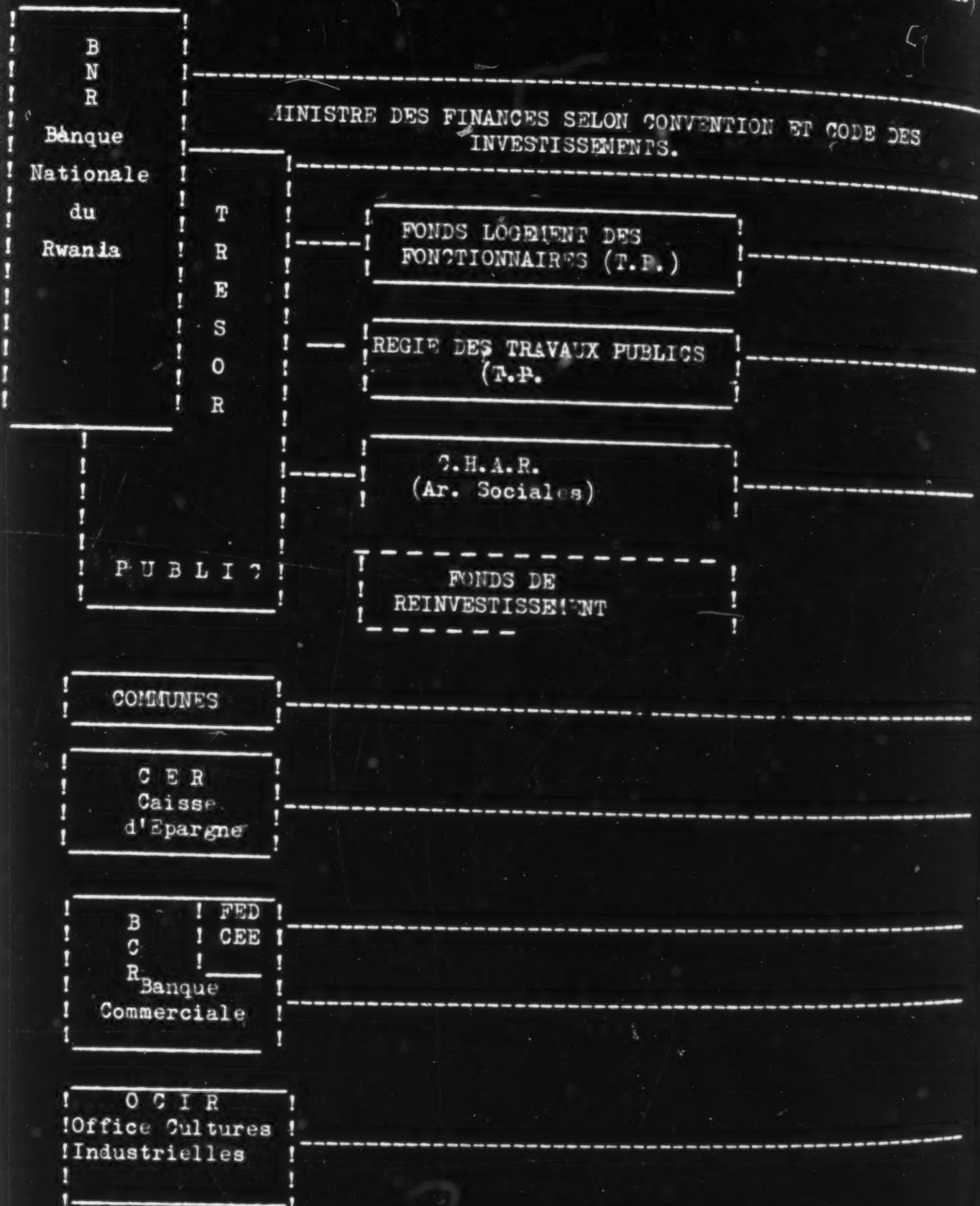
- Des organismes privés étrangers (Missions chrétiennes, Catholic Relief Service, etc...) apportent au pays une aide importante sous forme de dons.

Leurs activités pourraient être particulièrement orientées vers un crédit avantageux.

x

On trouvera ci-dessous :

- l'organigramme du crédit au Rwanda
- les modalités du crédit.



du CREDIT
RWANDA

BENEFICIAIRES	OBJET DES INTERVENTIONS
établissements, entreprises publiques sociétés d'économie mixte	tous crédits bancaires : court, moyen
investisseurs Régime D (entreprises de plus de 5 M F. Rw)	tout crédit à l'économie
agents de l'administration	crédit immobilier en ville.
artisans et particuliers rwandais	avaliser commandes de matériaux Cessions de services et de matériaux à prix coûtants.
tout Rwandais	crédit immobilier rural
habitat du ressort territorial	(réglementation à intervenir)
- commerçant (petit commerce) - fonctionnaires - autres	prêt de campagne petit équipement - prêts personnels prêts complémentaires à l'habitat
- personnes physiques, morales " " "	prêt développement économique escompte - prêts sur titres
producteurs agricoles	amélioration production et diversifi- cation des cultures.
personnes physiques et morales	tout crédit bancaire à court terme (moyen, long terme possible).
- coopératives - Producteurs (culture industrielle) - exportateurs produits culture industrielle - zone productrice de produits de cultures industrielles	financement de campagne aide matérielle soutien des cours développement régional économique et social

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

B C R B N R	de 3 à 7,5 % selon risque crédits relayés de 45 à 150 jours	campagne café commercialisation cassitérite crédit importation
Trésor	selon convention établis- sement (Code - Régime D)	tout crédit à l'économie
C E R	6 mois 5'	campagne café de petits commerçants
O C I R	Statutairement possible aucun programme	

CREDIT AGRICOLE

F E D	conditions très variables selon projet	paysannat (1er FED) projets thé (1er FED) amélioration et diversification des productions (2e FED)
O C I R	statutairement possible	

CREDIT AU PETIT EQUIPEMENT

C E R	80 % valeur achat 5 - 2 ans	véhicules
Administration	p.m. opération non renouvelable	véhicules

CREDIT HABITAT

crédit bancaire hypothécaire	60 % valeur 3 ans	maisons type européen
Fonds Logement des Fonctionnaires	Location-vente 72 mensualités : 6 ans	capitale et chefs-lieux de préfectures.
CHAR	ouverture de crédit jusqu'à 15 000 F 1 % de 15 000 à 30 000 2 % au-dessus de 100 000 4 % maximum 10 ans	construction, achat; amélioration en dur et en semi-dur (habitat rural)
CER	5 % 2-3 ans exceptionnellement 6 ans	crédit complémentaire
RAP		- Cession de services et de matériaux à prix coûtant. - Aval aux bons de commande des artisans.
Communes	(à déterminer)	

TITRE 2EFFETS ECONOMIQUESCHAPITRE 1PRODUIT INTERIEUR BRUT

Jusqu'à l'indépendance congolaise, le Rwanda était administré comme partie intégrante d'un ensemble beaucoup plus vaste. Ensuite, du 1er juillet 1960 au 31 décembre 1964, le pays a vécu en Union Economique Monétaire et Douanière avec le Burundi.

Ceci explique l'absence de toute comptabilité économique du pays.

Un Service national de la Statistique a bien été créé en 1964, mais les moyens dont il disposait et l'ampleur de la tâche d'organisation à laquelle il avait à faire face, ne lui ont pas permis d'entreprendre les études de comptabilité économique.

1. - Le Produit intérieur brut en 1964.

En dépit des lacunes de l'information statistique, une estimation prudente du Produit intérieur Brut en 1964 est donnée ci-dessous :

1.1. - Le Produit intérieur Brut

(en milliers de francs)

	Valeur	%	
Secteur primaire	(- Cultures vivrières	1.100.000	63,08
	(- Transformation de bananes		
	(en bière de bananes :	107.000	1,64
	(- Cultures d'exportation :	300.000	4,61
	(- Elevage :	431.000	6,61
	(- Pêche, chasse, forêts, bois de		
	(chauffage :	18.000	0,27
	(- Mines et carrières :	130.000	2,00
		5.085.000	78,23
Secteur secondaire	(- Industries de construction		
	(y compris chaux, briques,		
	(menuiserie) :	130.000	2,00
	(- Industries de première trans-		
	(formation de produits agricoles		
	(alimentaires (boissons comprises)	175.000	2,69
	(- Industries diverses (énergie,		
	(imprimerie)	30.000	0,46
	(- Artisanat, garages, potiers	50.000	0,77
		385.000	5,92
Secteur tertiaire	(- Services (missions, banques,		
	(gens de maison :	100.000	1,54
	(- Transports :	50.000	0,77
	(- Commerce :	380.000	5,84
	(	530.000	8,15
	(- Administrations	500.000	7,69
		1.030.000	15,85
		6.500.000	100 %

Les estimations précisées ci-dessus sont de valeur très inégales; si les statistiques de productions exportées officiellement, les chiffres d'affaires de certaines industries, les documents d'exécution du budget constituent des bases solides, il n'en est pas de même des statistiques relatives aux productions vivrières ou à l'élevage infiniment plus complexes à établir.

1.2. - Le produit monétaire en 1964 représentait 40 % du Produit intérieur Brut global

		<u>Valeur</u>	<u>%</u>
- Secteur primaire	(- Cultures vivrières	495.000	
	(- Transformation de bananes		
	(en bière de bananes :	40.000	
	(- Cultures d'exportation :	300.000	
	(- Elevage :	215.000	
	(- Pêche, chasse, forêt, bois		
	(de chauffage :	10.000	
	(- Mines, carrières :	130.000	
		1.190.000	45,8
- Secteur secondaire	(- Industries de construction	130.000	
	(- Premières transformations de		
	(produits agricoles, industries		
	(alimentaires :	175.000	
	(- Industries diverses	30.000	
- Secteur tertiaire	(- Artisanat :	45.000	
	(- Transport :	50.000	
	(- Transports :	50.000	
	(- Services :	100.000	
	(- Commerce :	380.000	
	(	530.000	(20,38%)
	(- Administrations :	500.000	(19,23%)
		1.030.000	39,6 %
		2.600.000	100 %

Ces valeurs appellent les remarques suivantes :

-- en ce qui concerne le P.I.B. global :

- le produit intérieur est très faible :

6.500 M. F.Rw soit 130 M. \$ U.S.

- le secteur primaire est prépondérant :

5.085 M. F.Rw (101,70 M. \$ U.S.)

soit 78,2 % du Produit intérieur global

- le secteur secondaire est à peine naissant :

385 M. F.Rw (7,70 M. \$ U.S.) soit 5,9 %

- le secteur tertiaire est très limité :

530 M.F. Rw (10,6 M. \$ U.S.)

soit 8,2 % du P.I.B.

- le secteur administration est relativement développé :

500 M. (10 M. \$ U.S.) soit 7,7 % du P.I.B.

-- en ce qui concerne le P.I.B. monétaire :

- l'économie de subsistance l'emporte sur l'économie de marché (le produit intérieur brut monétaire représente 40 % du produit intérieur brut global)

- la ventilation du produit monétaire :

Secteur primaire : 45,77 %

Secteur secondaire : 14,61 %

Secteur tertiaire :

. économique : 20,38 (

. administratif 19,23 (39,61 %

permet de constater que la hiérarchie des secteurs n'est pas modifiée.

-- en ce qui concerne le produit intérieur par habitant :

Le produit intérieur brut par habitant s'élevait, en 1964, à 2.163 F.Rw ou 43 \$ U.S., alors que le produit monétaire était de 866 F. Rw soit 17,3 \$ U.S.

Le produit par tête, très faible, correspond au Rwanda à une notion moins contestable qu'ailleurs, la répartition étant plus égalitaire à la suite du changement de régime.

2. - Le produit intérieur brut en 1970.

L'absence d'informations statistiques, les faibles possibilités de manoeuvre économiques, l'étroitesse de la marge de sécurité, n'ont pas permis de fixer des objectifs quantitatifs de croissance, préalablement à l'étude des différentes actions. Mais il est toutefois possible, au prix d'un certain nombre d'hypothèses, d'évaluer les effets de croissance du programme d'urgence dont l'exécution devrait aboutir, en 1970, au P.I.B. donné ci-dessous, avec les réserves qui découlent d'incertitudes multiples :

52

Hypothèse forte

		: Produit intérieur brut:		Produit monétaire	
		Valeur	%	Valeur	%
<u>Secteur</u>					
<u>primaire</u>	Activités agricoles vivrières	4.700(	52,89	670	14,75
	Transformation de bananes en bière de bananes	120(	1,35	46	1,01
	Activités agricoles d'exportation:	900(6.366	10,12	900	19,81
	Elevage	446(	5,01	225	4,95
	Pêches, chasses, forêts	20(	0,23	11	0,24
	Mines et carrières	180(	2,02	180	3,96
		6.366	71,64	2.032	44,74
<u>Secteur</u>					
<u>secondaire</u>	Constructions	260(	2,93	260	5,72
	Transformation de produits agricoles, produits alimentaires	350(760	3,94	350	7,70
	Industries diverses	60(	0,68	60	1,33
	Artisanat	90(	1,01	80	1,77
		760	8,55	750	16,51
<u>Secteur</u>					
<u>tertiaire</u>	Transports	100	1,12	100	2,20
	Commerce	660	7,43	660	14,53
	Services	200	2,24	200	4,40
		960	10,80	960	21,14
	Administrations :	800	9,01	800	17,61
		1.760	19,80	1.760	38,75
	Total général :	8.886	100 %	4.542	100 %

4.62

Hypothèse faible

		Produit intérieur brut		Produit monétaire	
		Valeur	%	Valeur	%
<u>Secteur primaire</u>	- Cultures vivrières :	4.700	54,87	600	14,46
	- Transformation de bananes en bière	120	1,40	46	1,11
	- Cultures d'exportation	790	9,22	790	19,02
	- Elevage	446	5,20	225	5,42
	- Pêche, chasse, forêts	20	0,23	11	0,26
	- Mines et carrières	130	1,51	130	3,13
		6.206	72,45	1.802	43,40
<u>Secteur secondaire</u>	- Constructions	260	3,02	260	6,26
	- Industries de transformation des productions agricoles et industries alimentaires	350	4,08	350	8,43
	- Industries diverses	40	0,46	40	0,96
	- Artisanat	90	1,05	80	1,92
		740	8,63	730	17,58
<u>Secteur tertiaire</u>	- Transports	100	1,17	100	2,41
	- Commerce	570	6,65	570	13,73
	- Services	150	1,76	150	3,61
		820	9,58	820	19,75
	- Administrations	800	9,34	800	19,27
		1.620	18,92	1.620	39,02
	Total général :	8.566	100 %	4.152	100 %

Les tableaux ont été établis par le raisonnement en termes d'opérations et de grandeurs additionnelles.

Les estimations qu'ils donnent présentent des lacunes et des imperfections. Elles permettent toutefois de prendre la mesure du programme d'urgence.

La réalisation des objectifs du plan entraînera donc :

- une augmentation de l'ordre de 34 % du Produit Intérieur Brut de 1964 à 1970, soit un taux moyen annuel de croissance de 5 %.

Les différents secteurs progresseront de façon inégale selon les ordres de grandeur suivants :

	Croissance de la valeur ajoutée :	Taux annuel moyen de croissance
	-----	-----
Secteur primaire :	+ 25 %	3,8 %
Secteur secondaire :	+ 98 %	11,5 %
Secteur tertiaire :		
. économique:	+ 81 %	10,3 %
. administrations:	+ 60 %	8 %

- une régression de la part autoconsommée qui passera de 60 % à 49 % du P.I.B. global.
- une amélioration de la répartition de la valeur ajoutée entre les secteurs :

	1 9 6 4	1 9 7 0
	-----	-----
Secteur primaire :	78,23	71,64
Secteur secondaire :	5,92	8,55
Secteur tertiaire		
. économique :	8,15	10,80
. administrations :	7,70	9,01

-- une augmentation du produit intérieur monétaire de 74,6 % (soit un taux moyen annuel de croissance de 9,6 %) se répartissant comme suit entre les secteurs :

	Croissance de la valeur ajoutée.	Taux annuel moyen de croissance
	-----	-----
Secteur primaire :	+ 71 %	8,5 %
Secteur secondaire :	+ 97 %	11,3 %
Secteur tertiaire		
. économique :	+ 81 %	10,3 %
. administrations :	+ 60 %	8 %

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT GLOBAL ET DU PRODUIT MONETAIRE

Secteur	Indice de progression 1964 = 100		Taux annuel moyen de croissance	
	P. I. B. Global	Produit monétaire	P. I. B. Global	Produit monétaire
Secteur primaire	125	171	3,8	8,5
Secteur secondaire	198	197	11,5	11,3
Secteur tertiaire				
économique	181	181	10,3	10,3
administrations	160	160	8	8
Produit intérieur brut	134	174,6	5,6	9,6 %

-- une amélioration du produit par habitant qui s'élèvera :

- pour le produit intérieur brut per capita :

de 2.163 F.Rw à 2.538,9 F.Rw

c'est-à-dire de 43 \$ U.S. à 50,77 \$ U.S.

- pour le produit monétaire :

de 866 F. Rw à 1.297,7 F.Rw

c'est-à-dire de 17,3 \$ U.S. à 25,95 \$ U.S.

L'évolution du niveau de vie moyen par habitant a été représentée sur le graphique ci-joint qui permet de constater :

la stabilisation en valeur absolue de la part auto-consommée,

et sa régression en valeur relative;

la progression du pouvoir monétaire individuel (de l'ordre de 50 %).

Dans l'hypothèse basse, les valeurs précisées ci-dessus subiraient une très légère révision :

- le P.I.B. global augmenterait de 31,78 % soit un taux moyen annuel de 4,7 %;

- la croissance du P.I.B. monétaire serait de 59,69 % soit un taux moyen annuel de 8,2 % ;

- la ventilation des secteurs ne serait que faiblement modifiée; elle ferait toutefois apparaître un alourdissement des administrations et une régression du tertiaire économique.

	P.I.B. global	P. I. B. monétaire
Secteur primaire :	72,45	43,40
Secteur secondaire :	8,63	17,58
Secteur tertiaire		
. économique :	9,58	19,75
. administrations:	9,34	19,27

- le produit par habitant se situerait à

2.447,43 F.Rw dont 1.186,28 de partie monétaire

Compte tenu de la fragilité des statistiques agricoles, de la part prépondérante provenant des productions de l'agriculture, il n'a pas été jugé utile de développer les calculs de croissance dans l'hypothèse basse dont les résultats sont proches de ceux de l'hypothèse forte, eux-mêmes légèrement sous-estimés. (Il est vraisemblable que, dans la meilleure hypothèse, le produit des activités agricoles, non compris les cultures d'exportation, dépasserait l'estimation retenue de 230 à 300 millions).

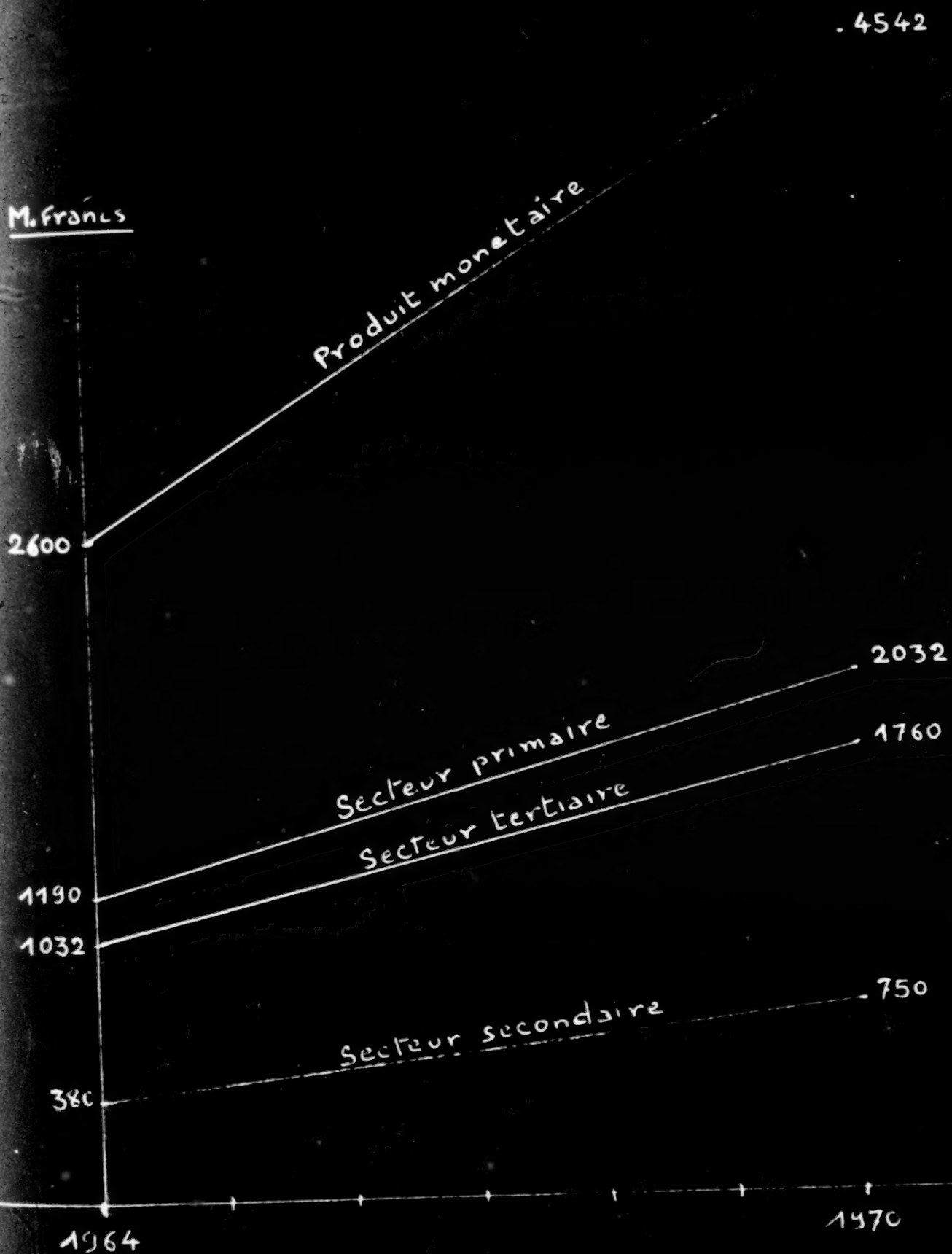
Les variantes n'affectent pas les ordres de grandeur qui sont seuls significatifs.

Prévisions d'évolution du P.I.B.
jusqu'en 1970



prévisions d'évolution du Produit monétaire Jusqu'en 1970

M. francs



PREVISIONS D'EVOLUTION
DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

1964

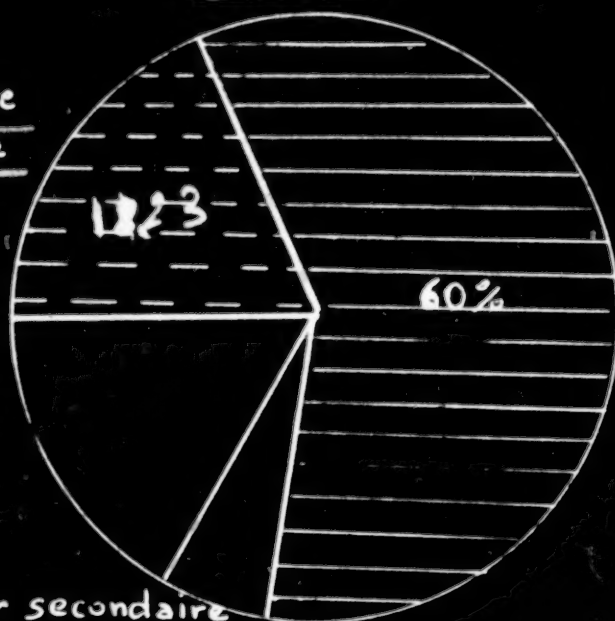
Part monetaire
du secteur primaire

Secteur primaire
78,23%

Autoconsommation

Secteur tertiaire
15,85%

Secteur secondaire
5,92%



1970

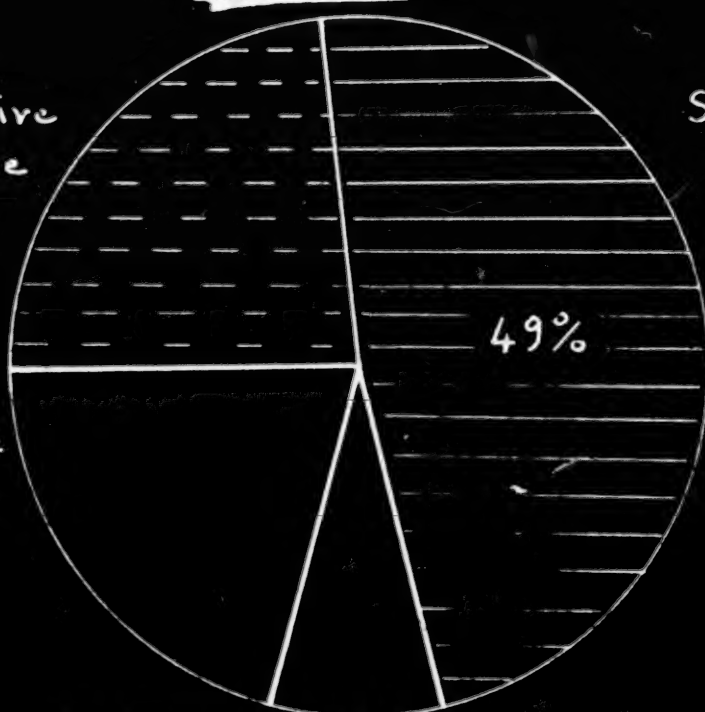
Part monetaire
du secteur primaire

Secteur primaire
71,64%

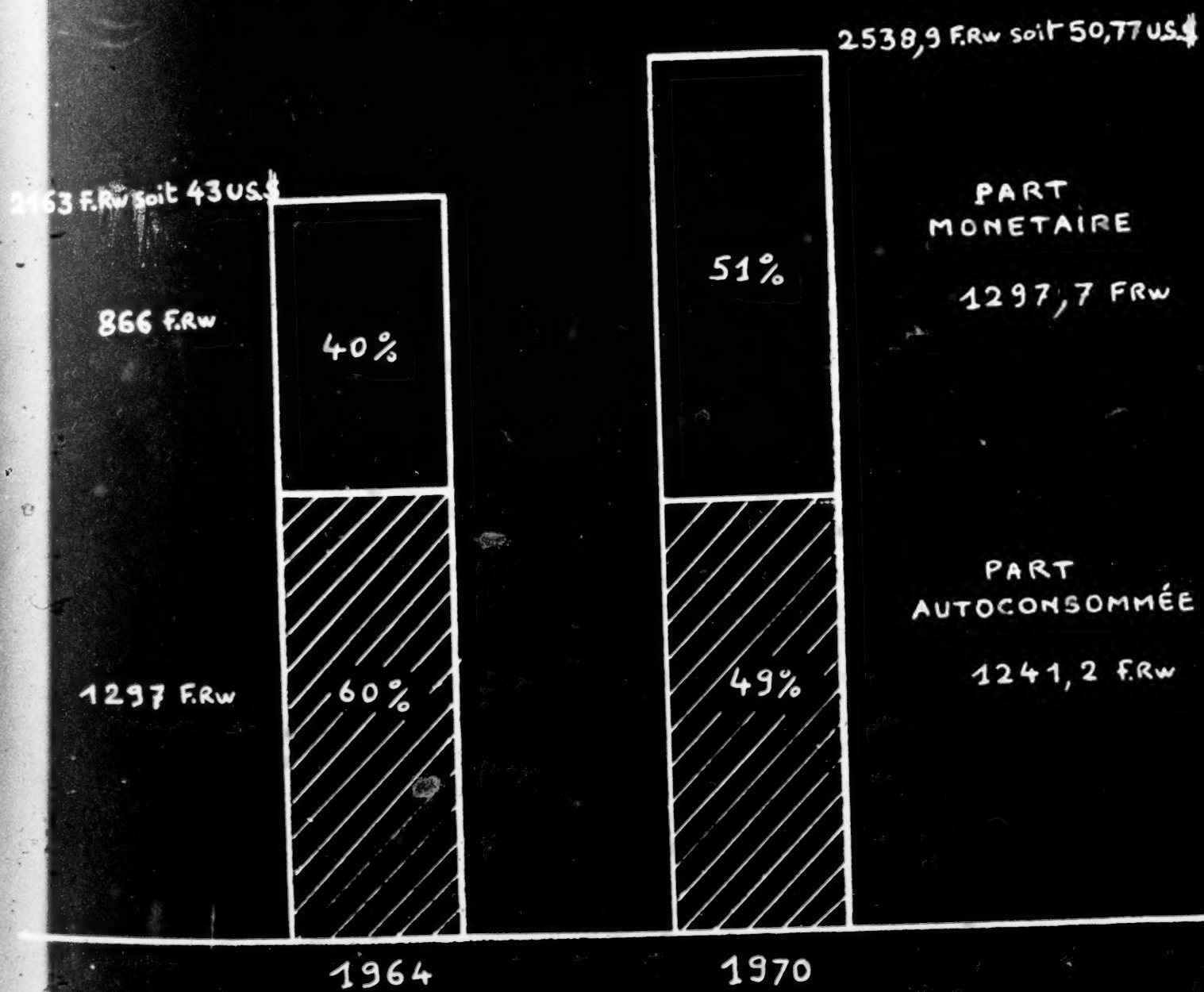
Autoconsommation

Secteur tertiaire
19,80%

Secteur secondaire
8,55%



PREVISIONS D' EVOLUTION
DU NIVEAU DE VIE MOYEN PAR HABITANT



CHAPITRE 2

E M P L O I

1. - L'emploi en 1961

1.1. Effectifs des salariés et salaires distribués.

1.1.1. Effectif des salariés par branche d'activité professionnelle et par préfecture : Tableau 1.

TABLEAU n° 1 - RECENSEMENT DES TRAVAILLEURS
REPARTITION PAR BRANCHE d'ACTIVITE PROFESSIONNELLE ET PAR PREFECTURE EN 1964.

Préfectures	Nombre de travailleurs par branche d'activité (1)									Nombre total de travailleurs
	Agriculture Sylviculture	Industries extractives	Industries manufacturières	Construction	Eau, électricité, Service sanitaires (2)	Commerce Banque	Transports Entrepôts	Services (3)		
BUTARE	851	-	220	-	636	267	122	3.523		5.169
BYUMBA	1.459	530	42	-	45	33	36	1.009		3.154
CYANGUGU	2.823	122	155	37	158	61	108	728		4.192
GIKONGORO	-	316	5	65	66	3	29	764		1.248
GISENYI	776	1.060	437	70	169	33	...	1.626		4.171
GITARAMA	-	404	185	111	102	271	53	2.536		3.666
KIBUNGO	-	1.050	-	-	120	44	16	1.169		2.699
KIBUYE	20	678	-	46	121	93	16	745		1.719
KIGALI	2.745	2.713	901	8.496	442	956	102	2.427		18.782
RUHENGARI	1.261	534	337	2.744	186	89	38	965		6.154
TOTAL GENERAL	9.935	7.047	2.282	11569	2.045	1.850	520	15792		51.400

7,407

(1) Travailleurs permanents, journaliers, saisonniers et occasionnels, à l'exclusion des FONCTIONNAIRES, des ENSEIGNANTS et des MILITAIRES.

(2) REGIDESO, usine de la NTARUKA, hôpitaux, dispensaires et services d'hygiène.

Services du Secteur Public (préfectures, communes, tribunaux, ambassades, etc.) et services du Secteur Privé (hôtels restaurants), paroisses, missions, etc.

(3) Les effectifs des services comprenant :

- . 9.546 salariés dans les services communaux et préfectoraux
- . 1.803 " dans les organismes publics, tribunaux et ambassades.
- . 157 " dans les services privés laïcs
- . 4.286 " dans les services privés religieux.

Rapporté à la population masculine l'effectif de salariés recensés par Préfecture conduit aux pourcentages suivants :

Tableau 2

Préfecture	Hommes	Salariés	Pourcentage
KIGALI	66.602	18.782	28
KIBUNGU	54.020	2.699	5
BYUMBA	73.085	3.154	4,3
GITARAMA	92.406	3.662	3,9
BUTARE	84.633	5.619	6,6
GIKONGORO	60.510	1.242	2
KIBUYE	59.754	1.719	2,2
CYANGUGU	52.319	4.192	8
GISENYI	60.146	4.171	6,9
RUHENGARI	74.078	6.154	8,3
	677.558	51.400	7,5

1.1.2. Répartition par branche d'activité professionnelle des travailleurs selon leur qualification professionnelle et selon le caractère permanent ou non de leur emploi.

Tableau 3

Branches D'activité professionnelle	Nombre de travailleurs par qualification professionnelle								Nb're total des travailleurs permanents (P) et non permanents (NP) P. 5,445 NP. 4,490
	Employés		Ouvriers		Manœuvres		Main d'œuvre juvénile		
	P.	NP.	P.	NP.	P.	NP.	P.	NP.	
Agriculture	664	-	2.310	237	1.599	2.636	872	1.627	
Éleviculture									
Industries extractives	152	-	1.154	-	6.080	21	-	-	P. 7.386 NP. 21
Industries manufacturières	84	-	813	-	450	935	-	-	P. 1.347 NP. 935
Constructions	81	-	1.338	114	9.627	409	-	-	P. 11.046 NP. 523
Eau, électricité, v. sanitaires	340	-	592	-	1.113	-	-	-	P. 2.015 NP. --
Commerce	397	-	786	7	528	132	-	-	P. 1.711 NP. 139
Transports et dépôts	59	-	272	10	123	56	-	-	P. 454 NP. 66
Services	2.882	-	5.059	1.414	3.103	3.337	-	-	P. 11.044 NP. 4.748
TOTAL GENERAL	4.659	-	12.324	1.779	22.623	7.516	872	1.627	P. 40.478 NP. 10.922

1.1.3. Les salaires versés :

Répartition des salaires globaux par préfecture :

Tableau 4

BUTARE	30.906.560
BYUMBA	20.144.311
CYANGUGU	17.287.456
GIKONGORO	8.634.861
GISENYI	27.016.109
GITARAMA	23.217.297
KIBUNGO	14.346.596
KIBUYE	9.543.238
KIGALI	160.990.127
RUHENGARI	27.507.775
	339.594.338

- Répartition des salaires versés par branche d'activité
professionnelle et par préfecture :

Tableau 5

T A B L E A U N° 5

MONTANT DES SALAIRES GLOBAUX VERSÉS EN 1964 PAR BRANCHE D'ACTIVITE

PROFESSIONNELLE ET PAR PREFECTURE.

Prefectures	Agriculture:	Mines	Industrie manufacturière	Constructions	Eau, électricité, serv. sanitaires	Commerce : Banque	Transports : Entrepôts	Services
BUTARE	5.921.735	--	1.465.873	--	6.091.659	3.136.768	1.303.952	12.986.611
BYUMBA	8.864.547	1.549.251	168.702	--	207.783	239.799	183.841	8.930.385
CYANGUGU	6.528.303	326.019	1.523.668	119.317	1.533.838	695.608	1.268.888	5.286.315
GIKONGORO	--	1.042.500	28.011	93.500	416.912	34.000	156.802	6.863.136
GISENYI	1.730.156	5.047.031	7.838.624	441.207	1.556.011	552.716	..	9.850.361
GITARAMA	--	455.832	2.069.416	281.293	904.918	2.366.531	389.760	16.749.547
KIPUNGO	--	7.145.200	--	--	819.871	256.245	105.000	6.019.680
KIBUYE	54.900	2.742.961	--	103.150	973.396	487.161	58.000	5.122.870
KIGALI	9.065.735	22.235.632	12.185.836	79.882.052	3.741.285	8.438.661	3.101.830	22.342.096
RUHENCERI	4.075.322	3.143.071	1.055.900	10.129.969	2.547.716	521.312	239.101	5.795.384
TOTAL GENERAL	36.240.698	43.687.500	26.338.000	91.050.988	18.793.389	16.728.801	6.808.577	99.946.385

Les données précisées ci-dessus proviennent des travaux effectués par le rapporteur de la Commission de l'Emploi, et d'études de la Direction du Travail.

En tenant compte des questionnaires revenus incomplets, des fausses déclarations et des abstentions de la part de petits employeurs, la sous-estimation des résultats obtenus est de l'ordre de 3 % des effectifs salariés et des salaires distribués.

Par ailleurs il n'a pas été possible de recenser les domestiques; leur nombre est estimé toutefois à 6.000 (dont une partie d'adolescents).

Enfin, les personnels de la Fonction Publique (fonctionnaires, militaires enseignants, ne sont pas compris dans le domaine de l'enquête).

En 1964, l'effectif budgétaire s'élevait à 15.348 unités,

dont - 8.140 sous statut
- 7.208 sous contrat.

En 1964, les effectifs totaux se présentaient donc comme suit :

- Secteur privé recensé :	51.400
- Secteur privé non recensé : (personnel de maison)	6.000
- Sous-estimation de 3 % du secteur privé recensé :	1.542
- Secteur public :	15.348
	74.290

Soit un effectif total de l'emploi de l'ordre de 11 % de la population adulte masculine.

340

x 103

370

+ 65

415

Les caractéristiques essentielles de la situation de l'emploi apparaissent ainsi :

- Faible niveau de l'emploi :
5,71 % de la population active (1.300.000)
en comptant le personnel du secteur public
sous statut et contractuel;
3,95 % de la population active pour le secteur
privé (et les services communaux, préfectoraux,
tribunaux, ambassades).
- Prédominance du secteur primaire
(agriculture et industries extractives) :
16.982 soit 33 % des effectifs recensés.
- Importance
./ des industries extractives : 7.047
./ de la construction : 11.569
- Place apparemment prépondérante des Services :
15.792 unités, dont une grande partie relève de
services connexes à l'administration :
11.349 et qui comprennent, par contre, un secteur
tertiaire économique peu développé :
6.813.
- Proportion relativement élevée de main-d'oeuvre
non permanente : 10.922 soit 21,24 % des ef-
fectifs recensés.

Cette main-d'oeuvre temporaire est employée essentiellement dans l'agriculture et les services. Elle est minime dans l'industrie minière.

- Répartition géographique inégale sur l'ensemble du territoire :

A cet égard, la préfecture de Kigali tient une place prépondérante dans la formation de l'emploi. (36 % des salariés, 47 % des salaires distribués).

Cette concentration résulte partiellement de l'activité minière (33 % des salariés) liée à la localisation des gisements, mais aussi des activités secondaires et tertiaires qui illustrent les fonctions de capitale politique et économique de Kigali.

A l'exception de Kigali, les activités salariées occupent une fraction valable de la population seulement dans les préfectures de Ruhengeri, Cyangugu Gisenyi et Butare.

- Régression des effectifs depuis une quinzaine d'années :

Les effectifs salariés étaient estimés

. en 1919 à 61.024 unités

(44.478 permanents

(16.546 temporaires)

. en 1959 à 54.000 unités environ.

Si la marge de sous-estimation est de même importance, l'évaluation de 1964 fait donc apparaître une sensible régression due vraisemblablement à trois facteurs :

./ principalement à la diminution du nombre des salariés employés dans les entreprises minières (14.172 en 1949, 7.017 en 1964).

Ce recul a pour origine la disparition de nombreux colons miniers lors de la crise de l'étain et la mécanisation du travail sur les chantiers des grosses sociétés (les effectifs des trois principales sociétés s'élevaient à 10.625 en 1954 et 5.355 en 1964);

./ partiellement au départ de certains planteurs européens ou à la réduction de leurs effectifs de salariés à la suite de difficultés dans la commercialisation du pyrèthre;

./ à l'achèvement de chantiers importants couverts en 1954 et 1958 et non remplacés;

./ à l'arrêt des activités de certaines petites entreprises : briquetteries, tuileries, etc.. qui exportaient une partie de leur production à destination du Kivu (Bukavu, Goma).

Ainsi, le niveau de l'emploi salarié a décru après être passé par un maximum en 1954.

- La régression de l'emploi, la densité démographique, le taux de croissance de la population, le ralentissement de l'émigration, la rareté des terres, déterminent au Rwanda une situation de sous emploi ou de "quasi sous emploi", c'est-à-dire de chômage rural invisible.

Seule une longue enquête pourrait en apprécier le volume et donner un ordre de grandeur du nombre de candidats à l'emploi et, en particulier, de demandeurs primaires.

Cependant, même en l'absence de toute mobilité de la main d'œuvre disponible, le chômage latent caché qui mine les structures sociales est perceptible dans les centres. Ainsi des jeunes gens recherchent un emploi salarié

- . manuel lorsque par manque de terres, ils ont dû quitter la colline familiale,
- . bureaucratique pour ceux qui ont terminé des études primaires.

Il semble donc qu'apparaisse déjà un chômage sub-intellectuel.

Par contre, on ne constate pas de chômage technologique. Si parfois certains jeunes gens sortant de l'Ecole de Kicukiro ne trouvent pas d'emploi immédiatement après l'achèvement de leurs études, cela vient de leurs difficultés à se familiariser avec l'ambiance du travail de l'atelier et de l'adaptation (en cours) de la formation aux besoins du marché du travail.

- Au sujet du rendement de la main-d'œuvre, on trouvera en annexe n° 1 une note des rapporteurs de la Commission.

1.2. Les conditions de travail

1.2.1. Le salaire : Il résulte de trois composantes :

le salaire en espèces proprement dit, l'allocation alimentaire ou sa contrevaletur et l'indemnité de logement.

- Le taux du salaire minimum a été fixé par un arrêté du 30 juin 1961 à

- . 9 Fr,85 pour la catégorie des travaux lourds,
- . 9 Fr " " " ordinaires,
- . 8 Fr,15 " " " légers.

Ce salaire était déterminé à l'époque de la tutelle par référence au coût d'un budget type du travailleur : célibataire, coût fixé par des enquêtes sur le prix de certains objets (ménage, habillement, divers) à l'exclusion des denrées alimentaires. De 1950 à 1960, le salaire minimum légal était toujours resté inférieur au salaire minimum théorique après s'en être quelque peu rapproché vers 1956. Ce calcul théorique déterminait le salaire minimum du manoeuvre employé à des travaux ordinaires ; pour les travailleurs employés à des travaux lourds et légers, ce salaire était respectivement augmenté ou diminué de 10 %. Depuis 1960, le salaire minimum théorique n'a plus été calculé et le salaire minimum n'a pas été modifié.

- La ration alimentaire : elle devrait être "saine et suffisante" et correspondre à :

- . 2.250 calories pour un travailleur léger,
- . 2.850 " " " ordinaire,
- . 3.350 " " " lourd.

Depuis 1960, la contrevaletur de cette allocation alimentaire complète est restée fixée selon les catégories respectivement à 6,91 Fr, 9,39 Fr, et 11,47 Fr par jour.

L'employeur était autorisé à remettre une ration réduite correspondant d'abord à une certaine quantité de viande puis à 10 % de l'allocation alimentaire pour les travailleurs occupés à des travaux agricoles ou à des travaux ordinaires et légers à condition qu'ils disposent de terres de cultures à proximité des lieux de travail. Depuis 1961, la contrevaletur de cette ration réduite est demeurée fixée à 5 Fr par jour.

- Le logement : l'indemnité de logement s'ajoute obligatoirement à la rémunération du travailleur lorsqu'un logement ne peut être mis à sa disposition. Cette indemnité est fixée à 1 Fr par jour depuis 1960.

Le salaire global a été introduit par le législateur en 1954; c'est le salaire journalier à partir duquel l'employeur n'est plus tenu au service de l'allocation alimentaire ni de l'allocation logement. Ce salaire global résulte de la somme du salaire minimum légal du travailleur lourd et de l'allocation logement; suivant les préfectures, il variait de 21 à 24 francs.

- les taux de salaires : aucune modification du salaire minimum obligatoire précisé plus haut n'est intervenue depuis l'arrêté du 30 juin 1961.

Par ailleurs, aucun salaire hiérarchisé n'ayant été fixé ni par la loi ni par conventions collectives, les salaires dépendent de l'accord des parties. A la fin de l'année 1965 les salaires suivants étaient couramment pratiqués :

ébéniste	56 Fr par jour tout compris		
compositeur à la main (imprimerie)	96 Fr	"	"
mécanicien auto	70 Fr	"	"
soudeur	66 Fr	"	"
cimentier finisseur	72 Fr	"	"
peintre	48 Fr	"	"
plombier	90 Fr	"	"
manoeuvre bâtiments	24 Fr	"	"
travailleur au fond (mines)	30 Fr	"	"
chauffeur de camion	2.500 Fr par mois		
ouvrier agricole	15 Fr par jour		
opérateur de machine comptable	3.750 Fr par mois.		
caissier de banque	5.300 Fr par mois.		

Ces exemples permettent de voir que la libre discussion, lors de l'embauche, conduit dans de nombreuses catégories professionnelles à des taux de salaires relativement élevés par suite de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et de l'évolution du coût de la vie.

Recommandations :

Il serait souhaitable :

- ./ de déterminer un nouveau taux du salaire minimum obligatoire correspondant aux données du coût de la vie. A cette fin, un budget type familial devrait être élaboré et chiffré;

- ./ de créer des zones de salaires afin de tenir compte des disparités de prix entre les principaux centres et le reste du pays;
- ./ de créer un bureau de l'emploi centralisant les offres et les demandes d'emploi des personnels qualifiés des catégories diverses. Une telle organisation, même très modeste, contribuerait à une meilleure utilisation des spécialistes nationaux.

1.2.2. La législation sociale.

- En attente de l'adoption du nouveau Code du Travail, les textes de base en matière de travail sont antérieurs à l'indépendance (ordonnances n° 22/43 du 23 janvier 1959 et n° 222/34 du 19 janvier 1960).
- La protection du travail : des dispositions légales réglementent le contrat de travail, limitant la liberté des conventions entre parties en fonction de l'âge des travailleurs, de leur sexe; aucun contrat de travail ne peut avoir une durée supérieure à 3 ans; la durée du travail est fixée à 48 heures par semaine - et, en cas de contrat à durée indéterminée, le préavis ne peut être inférieur à 15 jours et tout travailleur doit être muni d'un livret de travail.

L'employeur doit veiller aux conditions d'hygiène et de sécurité du travail. Il doit faire donner les soins requis en cas de maladie et d'accident. En cas de maladie non professionnelle, l'employeur est tenu d'accorder les soins médicaux pendant une période minimum de 105 jours et de payer les 2/3 de la rémunération pendant au moins 75 jours.

Le travailleur a droit après une année de service à un congé payé à raison de un jour de congé pour deux mois de travail. D'un commun accord, le travailleur et l'employeur peuvent cumuler les congés pendant 4 ans au maximum.

- Une loi du 15 novembre 1962 a eu pour objet de réglementer le régime de Sécurité Sociale en matière de pensions de travailleurs et de risques professionnels. Ce texte assujettit à ses dispositions :

- . les personnes engagées dans les liens d'un contrat de louage de service,
- . les membres du personnel de l'Etat et des pouvoirs subordonnés,
- . les personnes engagées par un contrat de stage ou d'apprentissage.

Le taux de cotisation a été fixé pour la branche des pensions à 6 % des rémunérations soumises à cotisation (3 % à la charge de l'employeur, 3 % à la charge de l'employé), pour la branche des risques professionnels à 2 % (à la charge de l'employeur exclusivement). Ces cotisations sont assises sur les différents éléments du salaire en excluant l'indemnité de logement.

En l'absence d'arrêté d'exécution, la loi du 15 novembre 1962 ne porte pas encore ses pleins effets.

1.2.3. Organisation professionnelle.

Aucune organisation syndicale n'a d'existence légale actuellement.

1.3. Formation professionnelle.

(Cf. chapitre Enseignement technique).

2. - Les perspectives d'emploi au cours de la période quinquennale.

2.1. Les perspectives demo-économiques de l'emploi.

2.1.1. On trouvera ci-dessous les créations d'emplois supplémentaires entraînés par la réalisation du programme d'urgence.

- Secteur public.

Au titre de la fonction publique les besoins ne devraient pas dépasser 2.000 emplois nouveaux (15.348 en 1964).

En effet, l'évolution proposée pour les services (dont les effectifs sont les plus lourds, Education Nationale, Santé) est beaucoup plus qualitative que quantitative.

- Secteur privé.

./ Secteur moderne et activités rurales salariées :

Les emplois nouveaux ont été estimés comme suit :

- . Agriculture : + 3.000 emplois (9.935 en 1964) résultant :
 - des travaux d'implantation des nouveaux paysannats,
 - de l'extension des plantations de pyrèthre (emplois salariés).

de l'accroissement des travaux de recherches,
des travaux de génie rural (hydraulique agricole)
des travaux de reboisement, de conservation des
sols.

. Mines : + 4.000 emplois (7.017 en 1964)

La production doit s'accroître de 50 %.

Si les progrès de la mécanisation stabiliseront
les effectifs des chantiers d'exploitation des
grandes sociétés, l'extension d'un secteur semi-
artisanal d'une part, des travaux de prospection
et de préparation d'autre part, doivent assurer
l'essentiel de l'augmentation prévue.

. Industries manufacturières : + 1.800 emplois (2.282 en 1964)

Les opérations inscrites au programme entraînent la
création de 1.439 emplois; le développement non
programmé de certaines entreprises existantes doit
permettre d'atteindre le total prévu ci-dessus.

. Constructions (et Travaux Publics) : +8.000 emplois
(11.569 en 1964)

Les plus importants chantiers d'aménagement de
routes seront certainement mécanisés. Des tra-
vaux à forte participation de main-d'oeuvre ont
été effectués en 1964; ils seront plus nombreux
en 1970, mais l'augmentation en pourcentage sera
faible (au total la main-d'oeuvre Travaux Publics
aura doublé en 1970). L'accroissement très im-
portant des superficies bâties résultera en partie
d'une amélioration de la productivité.

- . Eau, Electricité, Services sanitaires : + 500 emplois
(2.045 en 1964)

- . Commerce, Banques : + 900 emplois (1.850 en 1964).

L'accroissement de l'activité commerciale dépassera le pourcentage d'augmentation des effectifs du commerce. Cela proviendra de l'amélioration de la productivité, très faible en 1964.

- . Transports (et entrepôts) : + 500 emplois (520 en 1964)

L'activité des transports aura plus que doublé en 1970. Cependant l'accroissement de la capacité unitaire des véhicules contribuera à limiter le nombre des emplois créés.

- . Services : + 1.500 emplois (5.792 en 1964)

Certaines catégories de services déjà très étoffées, connaîtront une expansion numérique limitée (Missions, communes ..)

- . Personnel de maison : + 1.500 emplois (6.000 en 1964)

Cet accroissement proviendra de l'augmentation numérique de nationaux bénéficiant de salaires plus élevés.

Récapitulation :

Agriculture	:	3.000
Mines	:	4.000
Manufactures	:	1.800
Constructions	:	8.000
Eau, électricité	:	500
Commerce	:	900
Transports	:	500
Services	:	1.500
Personnel de maison	:	1.500
		21.700

Soit un total de 21.700 emplois en très grande majorité salariés.

- Pour l'ensemble du secteur salarié privé et public l'augmentation de l'emploi sera donc de 23.700 unités, soit une augmentation de près de 31 % de l'estimation globale de 1964 (74.290). Elle correspondra à une amélioration sensible du taux de l'emploi puisque dans le même temps la croissance de la population aura été de 17 %.

./ Secteur privé traditionnel :

Le programme de mise en valeur des terres, l'extension des superficies de pyrèthre et de thé (cf. chapitres intéressés) aboutiront à l'implantation de 22.736 exploitations familiales se répartissant ainsi :

. Exploitations nouvelles créées par opérations prévues au titre de la mise en valeur des terres :

- Icyanya	5.000
- Mayaga	2.136
- Bugesera	900
- Drainage Nyabugogo, complexe de marais dans la préfecture de Gitarama et opérations "petits marais"	7.300

. Exploitations nouvelles sur projets pyrèthre et projets thé :

7.400

22.736

L'exploitation programmée des terres inoccupées ou insuffisamment occupées, et l'augmentation de l'emploi salarié pourraient faire vivre 46.436 familles nouvelles soit sensiblement 241.000 personnes (sur la base de

5,2 unités par famille) c'est-à-dire environ la moitié du croît démographique (évalué à 500.000 habitants) au cours de la période quinquennale.

Cette proportion relativement importante permet de croire qu'il n'y a pas de risque sérieux de rupture d'équilibre à moyen terme.

En effet, la subsistance du solde du croît démographique (260.000 consommateurs, soit 50.000 familles) sera assurée

- ./ partiellement par les emplois additionnels dans l'artisanat et le commerce de détail résultant de l'accroissement de la part monétaire du Produit Intérieur Brut;
- ./ faiblement par les premiers résultats à espérer de l'action d'intensification ;
- ./ par la densification d'occupation du sol même si elle conduit dans certaines régions à une modification de l'assiette agricole traditionnelle;
- ./ essentiellement par la mise en valeur de micro-zones, non retenues dans le programme et qui peuvent encore abriter de nombreuses exploitations.

Mais la répartition très irrégulière des terres disponibles entraînera des tensions démographiques dans les régions les plus peuplées : Ruhengeri, Kibuye et Butare.

Ces tensions feront apparaître les risques de déséquilibre à long terme consécutifs à la très forte croissance démographique. Aussi, afin de faire face aux besoins des générations montantes, la relaxation démographique par l'émigration sera-t-elle recherchée, préparée et négociée.

2.2. Les perspectives de l'emploi sous l'angle qualitatif : le problème des cadres .

L'étude des secteurs a permis de constater que la pénurie de personnel qualifié de toutes spécialités et de cadres moyens constitue un obstacle essentiel au développement.

Un effort intense de perfectionnement et de formation s'impose donc. Il a été retenu par le programme d'urgence.

On trouvera ci-dessous, à titre indicatif, certains des résultats à espérer au cours de la période :

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Total</u>
- Enseignants (Enseignement primaire)	1.152	1.287	2.739
- Personnel médico-social	61	221	282
- Agronomes et assistants vétérinaires (Butare)	47		17
- Techniciens du commerce (section Butare)	43		43
- Ouvriers qualifiés (Kicukiro)	110		110
- Diplômés de fin d'études secondaires	581	25	606

En fait, compte tenu des délais de mise en œuvre et de la durée des cycles de formation, le dispositif propre donnera tous ses effets seulement à partir de 1971.

Il assurera alors la formation de cadres infiniment plus nombreux . Par exemple, annuellement :

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Total</u>
- Enseignants primaires (1)	214	245	459
- Enseignants secondaires (sortant de l'Institut National Pédagogique)	25		25
- Personnel médico-social	26	113	139
- Agronomes et assistants vétérinaires	43		43
- Techniciens du commerce	51		51
- Ouvriers qualifiés	71		71
- Techniciens de Mines et Travaux Publics	17		17
- Diplômés d'Humanités	238	43	281

En 1970, les lacunes les plus graves ne seront que partiellement comblées. Mais le rythme de production de personnel qualifié sera tel que dès 1971, l'amélioration se fera très rapide (pour l'agriculture par exemple, les promotions annuelles d'agronomes correspondront approximativement à la moitié du personnel actuellement en service).

En dépit de l'effort de formation et de perfectionnement, l'encadrement national restera déficitaire pendant toute la période quinquennale.

Aussi le recours à l'assistance technique devra-t-il s'accroître dans de nombreux domaines (par exemple, l'enseignement secondaire réclamera 153 unités supplémentaires, l'agriculture 50, etc...). Si pour les autres activités les besoins sont moins spectaculaires, ils n'en sont pas négligeables pour autant.

(1) Non compris les éléments récupérés à la fin du deuxième cycle secondaire et qui iront à l'enseignement primaire.

Quant aux investissements dans le secteur privé, ils ne pourraient pas se réaliser sans accompagnement de technique extérieure.

Dans la phase de démarrage du développement, tout effort massif d'investissement entraîne un appel accru à l'assistance technique; ce phénomène constaté universellement, est parfaitement conforme à l'intérêt national lorsqu'il permet d'accélérer la formation du capital et lorsque parallèlement toutes les mesures sont prises afin de préparer la relève c'est-à-dire la rwandisation des cadres techniques, celle des cadres administratifs étant achevée.

OBSERVATIONS GENERALES SUR LE COMPORTEMENT
DU TRAVAILLEUR RWANDAIS DANS L'EXERCICE DE SON METIER
OU DE SA PROFESSION.

Il avait été envisagé de lancer une enquête sur ce sujet et un questionnaire avait été préparé dans ce but. Mais devant certaines difficultés, tenant aux opinions toutes subjectives de beaucoup d'employeurs qui, bien que ne tenant pas de statistiques sur le rendement, la ponctualité, la discipline, etc..., de leurs travailleurs n'en émettent pas moins des avis catégoriques et souvent très défavorables aux travailleurs, il a été finalement décidé de ne reproduire que les quelques observations ci-après, extraites de rapports d'inspection des plus importantes entreprises du Rwanda. Il n'était, en effet, pas possible de fonder une telle étude sur autre chose que des faits généraux, bien définis et si possible chiffrés.

RENDEMENT : D'une façon générale, le rendement du travailleur rwandais est satisfaisant lorsque les conditions de travail permettent la réunion des trois éléments suivants :

- surveillance constante,
- nourriture satisfaisante,
- lieu de travail éloigné de la région d'origine du travailleur.

L'exemple type de cette situation est le travail des ouvriers rwandais recrutés par l'Union Minière du Haut Katanga : ces travailleurs bénéficient d'une cure de suralimentation avant d'être intégrés au sein d'un système de travail extrêmement structuré et ont un des meilleurs rendements observés en Afrique, bien supérieur à celui de leurs camarades de travail congolais.

Les rendements moyens suivants sont les plus communément relevés au Rwanda :

MINES : Abattage gravier	(alluvions)	.....	3,5 m3 par homme jour.	
" stériles	( " )	.....	6 m3	"
Transport gravier	(")	à 100 mètres	2 m3	"
" stérile	(")	"	3 m3	"
" blocs	(")	petite distance	4 m3	"
abattage graviers	(éluvions)	.....	7 m3	"
" stérile	( " )	.....	13 m3	"
transport gravier	(")	à 300 mètres	3 m3	"
wagonnets stériles	(")	à 400/500m	2,5 m3	"
transport blocs	(")	" "	3,5 m3	"
lavage sluices	(alluvions)	.....	2,5 m3	"
tellings	( " )	.....	8,5 m3	"
lavage	(éluvions)	.....	4,3 m3	"
sluices	( " )	.....	2 m3	"

mais il faut retenir que les rendements diffèrent grandement selon les chantiers, la nature du sol et du sous-sol, les procédés d'exploitation, etc..

AGRICULTURE : débroussaillage	.....	1	are par homme jour (8h de travail	
labour	.....	0,5	" "	"
second	.....	1	" "	"
nettoyage	.....	3,5	" "	"
plantation d'arbres	.....	100	paniers	"
entretien	.....	4	ares	"

en agriculture, on relève très souvent un gaspillage de main d'oeuvre du fait de l'instauration de tâches réduites, mais beaucoup de travailleurs préfèrent gagner moins et avoir terminé leur travail vers 12 heures.

ABSENTEISME : Le taux d'absentéisme est très variable selon les branches d'activité professionnelle et la qualification des travailleurs. Dans l'industrie minière, il peut aller de 1,80 à 4 %, les absences étant généralement imputées à la proximité de terrains de cultures,

ou de marchés, à la situation familiale, ou plus généralement à un certain lymphatisme et l'abus des boissons. Dans l'agriculture le taux d'absentéisme est beaucoup plus élevé et atteint couramment 30 à 40 %, les causes restant les mêmes avec une prédominance de l'influence de la proximité de terrains de cultures appartenant aux travailleurs.

STABILITE DE DISCIPLINE : Beaucoup de travailleurs font preuve d'une grande stabilité. Les grandes entreprises comptent de nombreux travailleurs ayant 15 ans de service, une très grosse proportion de leur effectif est constituée de rengagés. Quant à la discipline pendant le travail elle a toujours été estimée satisfaisante par les employeurs.

En conclusion, la main d'oeuvre rwandaise, quand elle est placée dans des conditions favorables, se révèle de très bonne qualité. Une judicieuse organisation des entreprises, alliée à l'élargissement de la formation professionnelle sont nécessaires pour pouvoir mettre en valeur les réelles possibilités du travailleur rwandais.

CHAPITRE 3

COMMERCE EXTERIEUR

1. - Le Commerce extérieur en 1964 et 1965

1.1. Caractères généraux

-- Jusqu'au 31 décembre 1963, le commerce extérieur du Rwanda n'était pas individualisé, le pays ayant vécu en Union Economique et Douanière avec le Burundi. Seuls les résultats du commerce extérieur des années 1964 et 1965 sont donc disponibles.

L'analyse des résultats antérieurs de l'ensemble Rwanda-Burundi ne peut apporter de nombreux enseignements car d'une part les deux pays présentaient des caractéristiques dissemblables, d'autre part il est impossible de connaître la part des importations qui arrivaient au Rwanda.

Par ailleurs, la rupture de l'Union Economique et Douanière au 1er janvier 1964 a créé, pour le Rwanda, une situation nouvelle qui n'est pas sans répercussions sur les besoins d'importations.

L'étude du commerce extérieur sur les résultats de deux années est peu satisfaisante.

En effet l'influence d'éléments fortuits de natures diverses ne peut être écartée. Aussi, seules quelques caractéristiques générales pourront-elles être dégagées.

La disposition d'une série plus complète permettra vraisemblablement dans l'avenir d'apporter les rectificatifs inévitables et de comparer alors les échanges du Rwanda avec ceux de l'ancien ensemble Rwanda-Burundi.

-- Le commerce extérieur s'établissait comme suit en 1964 et 1965 : (en francs rwandais)

	<u>Exportations</u>	<u>Importations</u>	<u>Déficit</u>
1964 :	577.569.249	600.388.825	- 22.719.576
1965 :	682.451.487	1.047.161.302	-364.709.855

Le niveau des échanges est peu développé :

En 1964, la somme des importations et des exportations représentait :

18,12 % du P.I.B. global

45,30 % du P.I.B. monétaire.

L'importance de ce dernier pourcentage fait apparaître l'orientation vers l'extérieur du secteur monétaire.

Les exportations 1964 représentaient :

- un peu moins de 4 \$ par habitant,

- 22,21 % du P.I.B. monétaire.

Ces chiffres illustrent le rôle déterminant des exportations dans la composition du revenu national.

1.2. Les exportations

-- Par nature :

Les tableaux ci-dessous donnent :

. les exportations en tonnage et en valeur par produits.
 . " " par produits en pourcentage.

Tableau 1

	<u>1 9 6 4</u>			<u>1 9 6 5</u>		
	Tonnage	Valeur en millions de Fr.	%	Tonnage	Valeur en millions de Fr.	%
<u>1/ Produits du sol :</u>						
fé :	8.272 t	311,3	54,41	10.259 t	367,6	53,36
é :	308	10,2	1,76	331	11	1,61
rèthre :	408	12,7	2,20	419	13,8	2,02
ge :	760	3,8	0,65	716	4,1	0,60
tres produits de agriculture et de élevage :	3.665	8	1,33	1.279	3,7	1,27
Total 1/	13.413	349	60,42	13.004	105,2	59,37
<u>2/ Produits du sous-sol</u>						
sitérite :	2.051	203,6	35,25	2.037	253	37,08
res minerais :	555	8,8	1,52	891	19	2,79
Total 2/	2.606	212,4	36,77	2.928	272	39,86
<u>3/ Divers</u> :	1.115	16	2,76	586	5,13	0,77

Tableau 2

	<u>1 9 6 4</u>	<u>1 9 6 5</u>
1/ Produits du scl :	60,12	59,57
dont café	54,41	53,86
thé	1,76	1,81
Pyrèthre	2,20	2,02
Autres produits :	2,03	1,87
2/ Produits du sous-scl :		
Mines	36,77	39,36
dont cassitérite :	35,25	37
3/ Divers :	2,76	0,77

-- Par destination :

	<u>1 9 6 4</u>		<u>1 9 6 5</u>	
	<u>Valeur</u>	<u>%</u>	<u>Valeur</u>	<u>%</u>
- Europe :				
. C.E.E.	201,27	36,09	267,6	40,26
. Belgique	204	36,04	257	33,67
. Grande-Bretagne	10,20	1,30	9,3	1,40
	<u>211,47</u>	<u>37,89</u>	<u>276,9</u>	<u>41,56</u>
- Consignation Mombassa				
Dar es Salam				
(c'est-à-dire essentielle-				
ment U.S.A.)	320,8	56,69	365	51,92
- Kenya	3,9	0,68	1,2	0,18
- Uganda	1,4	0,24	1,3	0,61
- Congo-Kinshasa	15,5	2,72	11,2	1,95
- Burundi	9,8	1,73	5,8	0,37
	<u>30,6</u>	<u>5,37</u>	<u>22,5</u>	<u>3,64</u>
- Divers	11,6	2,05	17,85	2,68

Ces données appellent les commentaires suivants :

- les exportations sont concentrées essentiellement sur deux produits, le café et la cassitérite qui représentaient en pourcentage des exportations totales :

	<u>1964</u>	<u>1965</u>
café :	54,41	53,86
cassitérite :	<u>35,25</u>	<u>37,08</u>
	89,66	90,94

Les recettes provenant des exportations sont donc très fortement influencées par les cours mondiaux de ces deux produits.

- La presque totalité des exportations :

94,58 % en 1964

95,68 % en 1965

se font à destination de marchés lointains, U.S.A., Europe.

- Les pays voisins Burundi, Congo-Kinshasa, Uganda et Kenya absorbent un pourcentage très faible des exportations :

5,37% en 1964

3,64 % en 1965.

- Les deux principaux pays destinataires sont :

	<u>1964</u>	<u>1965</u>
les U.S.A. (+ consignation Dar es Salam)	56,69	54,92
la Belgique :	36,04	38,67

- Les principaux clients achètent au Rwanda des produits différents :
les U.S.A. achètent le café,
la Belgique, la cassitérite et le coton,
enfin le thé va en Grande-Bretagne.
- Les exportations clandestines posent d'importants problèmes.
Elles portent essentiellement sur :
 - ./ la cassitérite à destination de l'Uganda et de la Tanzanie; le commerce clandestin aurait atteint 250 tonnes en 1983 (en se référant à l'évolution de la production déclarée par ces états voisins);
 - ./ le café, vendu surtout en Uganda et au Burundi.

L'origine principale de ces fraudes se trouvait dans la double parité de la monnaie nationale.

Par ailleurs, des flux clandestins traditionnels de productions vivrières et de bétail persistent à destination du Burundi, du Congo Kinshasa et de l'Uganda.

Les exportations clandestines ne peuvent pas être estimées par le marché libre de devises de Kigali. En effet, d'une part ce marché était alimenté par des sources diverses, d'autre part les devises acquises par les nationaux étaient partiellement utilisées directement à des achats à l'étranger.



1.3. Les importations

-- Structure.

La structure des importations se présentait comme suit : (1)

	1 9 6 4			1 9 6 5	
	Valeur	%		Valeur	%
Biens de consommation	267,5	44,6		358,4	34,3
Energie (carburant)	45,9	7,6		69,1	6,6
Véhicules	51,2	8,5		134,2	12,8
demi-produits	79	13,2		123,6	11,7
Matériaux de construction	48,6	8,1		79	7,5
Biens d'équipement	71,2	11,9		217,5	20,8
Divers	36,8	6,1		61,7	6,2

(1) Il faut noter que les statistiques sont établies à partir de nomenclatures douanières qui amalgament des produits de destination économique différente par exemple :

- . les métaux sont partiellement utilisés dans la construction
- . l'appareillage électrique devrait être classé en partie dans les biens de consommation durable, etc.,

-- les importations par origine :

- Pays de la C.E.E. en 1964 : 230 M.3 soit 38,2 %
 en 1965 : 468 M.7 soit 44 %

dont :		en 1964	en 1965
Belgique	:	150	274
Allemagne	:	43	117
France	:	16	25
Hollande	:	14	37
Italie	:	5	14

- Pays limitrophes en 1964 : 226 M.2 soit 37,8 %
 en 1965 : 327 M. soit 31,2 %

dont :		en 1964	en 1965
Uganda	:	70	177
Kenya	:	27	42
Tanzanie	:	7	27
Burundi	:	90	58
Congo	:	30	21

- Extrême-Orient, Asie
 du Sud-Est en 1964 : 51 M.47 soit 3,5 %
 en 1965 : 72 M.07 soit 6,8 %

dont :		en 1964	en 1965
Japon	:	39,05	46,21
Hong-Kong	:	10,2	19,21

- Autres fournisseurs importants		en 1964	en 1965
Grande-Bretagne	:	23 M.	44,4
Iran	:	9 M.5	2,7
Suisse	:	4 M.8	7,8
Suède	:	3 M.3	19,9
Pakistan	:	1 M.3	5,1
U.S.A.	:	11 M.5	46,5
Canada	:	4 M.5	10,5

On remarquera :

- l'écart important existant entre les importations des années 1964 à 1965. Aussi n'est-il pas possible de formuler de conclusions.

L'année 1961 a été marquée par la rupture de l'union économique et la constitution d'un Office national chargé de l'attribution des licences d'importation. On a constaté l'apparition de filières d'approvisionnement individualisées, tandis que la pénurie de devises contraignait les importateurs à la prudence.

L'année 1965 a peut être été plus normale,; cependant des phénomènes de rattrapage ont pu se produire qui empêchent de dégager des enseignements utiles.

Toutefois, sur la base de ces deux seuls résultats disponibles, on note :

- . l'importance des biens de consommation
 - 44,6 % en 1964
 - 34,3 % en 1965
- . la stabilité des postes "matériaux de construction" et "carburants";
- l'évolution de 1964 à 1965 de la part respective des différents groupes de pays de provenance qui reflète les modifications intervenues dans la structure des importations.

Ainsi s'explique la régression relative du commerce avec le Sud-Est asiatique fournisseur de textiles, et la progression des pays vendeurs de biens d'équipement et de véhicules;

- que les importations en provenance des pays limitrophes comprennent une proportion élevée de réexportations (sels, ciments, produits alimentaires).

Si le phénomène était normal en 1964, en ce qui concernait les réexportations du Burundi (qui correspon-
daient en fait à la phase de liquidation de l'Union
Economique Rwanda-Burundi), sa continuité et son ampleur
ne le sont pas. Elles illustrent l'insuffisance des ser-
vices commerciaux.

Les achats effectués à des grossistes domiciliés
dans les états voisins, ont pour conséquence :

- . d'élever le coût des importations et d'aboutir
ainsi à un affaiblissement du pouvoir d'achat
des nationaux;
- . de priver le pays de revenus importants.

L'étroitesse du marché rendra encore longtemps
nécessaire une certaine intervention de ces grossistes
dans l'approvisionnement du pays, mais il sera utile de
la limiter, notamment en favorisant l'installation au
Rwanda d'importateurs et en veillant à ce que les com-
merçants (et les services administratifs) passent directe-
ment commande aux producteurs chaque fois que l'opération
sera possible.

1.4. Le déficit de la balance commerciale.

Le déficit des échanges extérieurs s'est élevé :

à 22,719 M. en 1964

364,709 M. en 1965.

Ce déficit fait apparaître :

- l'influence sur la balance commerciale des investissements (publics ou privés) financés par l'extérieur;
- l'importance du marché libre des devises.

Ce marché était approvisionné :

par les exportateurs clandestins,
par les missions religieuses,
par le personnel d'assistance technique.

Négociées au marché libre, les devises étaient, pour l'essentiel, utilisées au financement d'importations (autorisées par l'Office des Licences sans attribution de devises);

- les répercussions provisoires de la rupture de l'Union Economique Rwanda-Burundi. En effet, si l'augmentation du déficit commercial de 1961 à 1965 résulte partiellement de l'accroissement des investissements financés par l'extérieur, elle provient aussi du décalage qui s'est produit dans l'arrivée des importations par suite du bouleversement des circuits commerciaux après la rupture du 1er janvier 1964.

Aussi n'est-il pas possible actuellement de préciser le niveau auquel peut se situer le déficit commercial pour un volume déterminé d'investissements.

2. - Le commerce extérieur en 1970.

2.1. Evolution des exportations.

Le tableau ci-dessous donne les prévisions d'exportations pour l'année 1970 dans les deux hypothèses émises (cf. chapitre "Produit Intérieur Brut"):

	<u>Hypothèse faible</u>			<u>Hypothèse Forte</u>		
	: Tonnage	: Valeur en: : millions : : de Fr. :	: %	: Tonnage	: Valeur en: : millions : : de Fr. :	: %
Café :	20.000 t	760	65,46	23.000 t	874	61,90
Thé :	1.520	60	5,17	1.520	60	4,24
Coton-graines	500	4	0,34	2.000	16	1,13
Pyrèthre :	2.400	72	6,20	2.400	72	5,10
Orge :	1.000	5	0,43	2.000	10	0,70
Cassitérite :	2.000	200	17,23	3.000	300	21,24
- Autres produits (5 % de la valeur des productions précisées ci-dessus)		60	5,17		80	5,66
		1.161	100%		1.412	100 %

Les exportations devraient donc s'accroître de 70,24 % à 107,04 % selon l'hypothèse réalisée.

Les deux principaux produits d'exportation représenteraient alors :

- café : de 65,16 à 61,90 %
 - cassitérite : de 17,23 à 21,24 %
- selon les hypothèses faible ou forte.

Leur valeur cumulée compterait pour 82 à 83 % contre 39,66 % en 1964 et 90,91 % en 1965.

La diversification des produits exportables bien qu'insuffisante serait largement amorcée.

Les exportations totales représenteraient :

- les pourcentages suivants :
 - . du P.I.B. de 13,55 à 15,89
 - . du Produit Monétaire de 27,96 à 31,07
- une valeur de produits vendus à l'extérieur par habitant :
 - de 331,71 F.Rw (6,02 \$ U.S.)
 - à 403,43 F. Rw (8,07 \$ U.S.)

Bien entendu, il faut remarquer que les effets productifs de certaines opérations engagées pendant la période quinquennale n'apparaîtront qu'au cours de la deuxième période, c'est-à-dire à partir de 1971.

2.2. - Evolution des importations.

Le faible niveau de développement, la gravité des problèmes auxquels le pays aura à faire face ne permettent pas de considérer l'équilibre des échanges avec l'extérieur comme objectif prioritaire.

Par contre, une limite tolérable doit être fixée au déficit extérieur dont le facteur principal sera constitué par les investissements réalisés sur sources de financement extérieur.

Le montant des investissements évalué en 1964 à 150 M., devrait se situer en 1970 entre 600 et 800 M. F.Rw (francs rwandais 1964).

Un tel volume d'investissements devrait entraîner et permettre un déficit de la balance commerciale compris entre 300 et 400 millions de francs.

Dans ces conditions le volume global des importations atteindrait 1.461 M. ou 1.812 M. selon l'hypothèse retenue.

Dans les deux cas, ou dans toute variante intermédiaire, la structure des importations serait considérablement modifiée.

On trouvera ci-dessous les prévisions pour 1970 dans l'hypothèse forte, données en comparaison avec les structures des années 1964 et 1965 :

Structure des importations

	<u>1 9 6 4</u>	<u>1 9 6 5</u>	Prévisions pour 1 9 7 0 (hypothèse forte)
Biens de consommation	41,6	34,3	28
Energie (carburants)	7,6	6,6	7
Véhicules	8,5	12,8	9,5
Demi-produits	13,2	11,7	11
Matériaux de construction	8,1	7,5	9,5
Biens d'équipement	11,9	20,8	30
Divers	6,1	6,2	5
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Les importations représenteraient

- les pourcentages suivants

du P.I.B. de 17,05 à 20,39
 du Produit monétaire de 35,18 à 39,89

- une valeur de produits importés par habitant:

de 417,15 F.Rw (8,289 \$ U.S.)
 à 103,13 F.Rw (10,351 \$ U.S.)

On constatera en 1970 :

- ./ une forte progression des biens d'équipement;
- ./ un très net recul des biens de consommation dont l'estimation a été obtenue sur la base d'un coefficient d'élasticité égal à 1.

Cette hypothèse peut être faible mais elle correspond à la politique gouvernementale d'austérité.

L'autorité, peut, en effet, par des moyens réglementaires et fiscaux (taxation à la consommation) orienter les importations vers la satisfaction des besoins essentiels de la population, vers les achats indispensables au développement, décourager parallèlement les importations de biens somptuaires.

Les estimations de l'évolution de la balance commerciale données ci-dessus faites à prix constants, tiennent compte uniquement des variations de quantités.

Les résultats finaux sont donc fortement influencés par l'évolution des prix des différents produits.

Cette constatation relative à la dépendance et à l'instabilité du commerce extérieur, est d'autant plus regrettable qu'elle est commune à tous les pays en voie de développement.

ANNEXE N° 1I M P O R T A T I O N SPrincipaux postes :1. des biens de consommation1.1. Produits

	1964	1965
- Produits alimentaires	14	12,1
- Habillement	24	16,4
- Autres	6,6	5,3

1.2. Principaux postes

	<u>Valeur en millions</u>	
	1964	1965
- Textiles	136,7	157,9
- Céréales, farines	23,2	46,2
- Viande, lait, fruits	7,8	13,3
- Sucre	6,2	9,8
- Boissons	11,9	12
- Sel		13,3
- Huiles et graisse	19,1	22,2
- Chaussures	11,3	14,7
- Produits pharmaceutiques	14,9	23,5
- Produits en matières plastiques	4,4	8,3
- Savons	4	8

2. des demi-produitsValeur en millions

	<u>1 9 6 4</u>	<u>1 9 6 5</u>
- 1 Fer, fonte, acier	38	55,3
- 2 Papiers et cartons	15,4	14,5
- 3 Explosifs	10,4	12,5
- 4 Caoutchouc et dérivés	7,7	14,7
- 5 Verres	3,7	5,7

3. des biens d'équipement

- Machines, engins mécaniques	30,2	73,1
- Appareillage électrique	19,1	79,3
- Outillage	19,2	18,7

CHAPITRE 4

MONNAIE ET FINANCES PUBLIQUES

Section 1 - La MONNAIE

1.- A partir de 1922, le franc congolais, légalement défini à cette époque de définition légale par rapport à l'or, circule au Ruanda-Urundi au cours forcé.

Les opérations de la Banque du Congo s'effectuent sur la base d'un franc congolais pour un franc belge.

Le privilège d'émission de la Banque du Congo belge est étendu au "Ruanda-Urundi" par convention du 10 octobre 1927 (ratifié par décret du 14-11-1927) passée entre le Congo belge et la Banque du Congo. La valeur du franc congolais est fixée, par le même décret, à 0,0418422 gramme d'or fin, ce qui correspond à la définition du franc belge.

Par la suite l'unité monétaire du grand ensemble congolais reste liée à la monnaie belge dont elle suit l'évolution.

La dernière définition légale du franc congolais (antérieure à l'indépendance) remonte au décret du 25 octobre 1955 selon lequel le franc congolais est constitué par 19,74824173 milligrammes d'or au titre de 900/1000 de fin, définition identique à celle du franc belge.

Jusqu'à l'indépendance du Congo-Kinshasa, l'émission et la circulation de la monnaie relèvent dans les trois territoires d'un

régime monétaire commun. La Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi avait son siège à Léopoldville et une succursale à Bujumbura.

L'accession à l'indépendance du Congo Belge (30 juin 1960) entraîne une rupture du régime commun.

Une loi du 4 août 1960 crée la Banque d'Emission du Rwanda-Burundi (B.E.R.B.).

Le 22 septembre 1960,

- . la Banque Centrale du Congo et du Rwanda-Burundi entre en liquidation,
- . le franc congolais n'a plus cours au Rwanda-Burundi,
- . le franc Rwanda-Burundi (F.R.B.) devient la nouvelle monnaie légale du Territoire. Constitué par 19,74824173 milligrammes d'or fin à 900/1000, il est à parité avec le franc belge.

L'accession à l'autonomie du Rwanda et du Burundi n'a pas eu d'effet sur la monnaie, le franc R.B. restant la monnaie légale dans chacun des deux pays.

Les deux gouvernements conviennent en décembre 1961 à Bruxelles et à Addis-Abeba en mai 1962 de rester en union monétaire après l'indépendance proclamée le 1er juillet 1962.

L'Union monétaire est ratifiée par convention du 26 avril 1963 (première conférence de Gisenyi). Cette convention définit la parité du franc Ruanda-Burundi sur la base de 17,7734 milligrammes d'or au titre de 900/1000 de fin (50 F.R.B. = 1 US \$.)

Mais les négociations engagées pour organiser les modalités de fonctionnement de la Banque d'Emission n'aboutissent pas et, au cours d'une seconde conférence tenue à Gisenyi en Décembre 1963, les deux pays décident de mettre fin à l'union monétaire pour compter du 1er janvier 1964.

Par une loi du 24 avril 1964 le Rwanda crée :

- son propre Institut d'Emission : la Banque Nationale du Ruanda qui ouvre ses guichets le 19 mai 1964,

- et sa propre monnaie : le Franc Rwandais (F Rw).

Les billets et jetons en circulation sont estampillés et remis en circulation puis remplacés progressivement par des vignettes et pièces nationales. L'échange commencé en décembre 1964 s'achève en mars 1965.

A l'origine, le Franc Rwandais est dépourvu de définition légale, le Gouvernement ne fixant pas aussitôt son titre or et son taux de change.

2.- Le contrôle des changes :

Le Rwanda n'appartient pas à la zone de libre convertibilité.

Trois décrets en date du 21 septembre 1960 instituent :

- un contrôle des changes
- un contrôle du commerce extérieur
- un contrôle du commerce de l'or produit par le territoire.

Ces textes sont adaptés aux besoins nouveaux :

- par une ordonnance législative sur le contrôle des changes et le commerce extérieur du 6 mars 1961,
- par une ordonnance-loi du 6 mars 1962.

Après la cessation de l'union monétaire (1^{er} janvier 1964) une loi du 14 juillet 1964 fixe la réglementation rwandaise en la matière.

A mesure que les réserves nationales de change s'amenuisent, la Commission générale des Devises et Licences prend des mesures conservatoires de plus en plus sévères.

En vue de "valoriser le pouvoir d'achat du franc rwandais", une ordonnance-loi du 18 novembre 1964 institue un contrôle des prix.

3.- Sous ce régime, la valeur du franc rwandais est déterminée par trois cours :

3.1. Le cours officiel, maintenu par la Banque Nationale du Rwanda à la parité avec le franc Belge. L'Aide Extérieure, les organismes étrangers et internationaux se procurent les francs rwandais dont ils ont besoin au cours officiel. Les exportations et la plus grande partie des importations se font sur la même base. Pour une partie des importations (produits non indispensables en principe), les importateurs doivent acquérir les devises nécessaires au cours libre.

3.2. Le cours libre :

L'instauration d'un cours libre à partir de septembre 1962 tend à légaliser le marché parallèle des devises consécutif à l'institution du contrôle des changes et à la dévalorisation du franc R.B. Ce cours libre permet de récupérer les devises fortes qui s'échangeaient au marché parallèle et échappaient entièrement au contrôle des changes.

La Belgique a donné au trésor du Rwanda-Burundi 150 millions pour l'alimentation de ce marché non réglementé.

Le cours est établi par la Banque commerciale du Rwanda, seule banque privée, selon un mécanisme boursier. Les transactions se sont effectuées sur un cours voisin de 166 F Rw en décembre 1962, à 240 F Rw en mars 1965 pour 100 F belges.

Les sources principales des devises étrangères traitées sont par importance décroissante :

- les exportations frauduleuses
- Les missions chrétiennes
- dans une bien moindre mesure, les passagers touristes, les transferts privés effectués sous forme de chèques de voyage.

Ces devises sont utilisées dans la proportion de deux tiers environ pour des importations et d'un tiers pour des transferts.

Le volume des transactions est d'environ de 20 M. de F Rw par mois.

21
Sept
1960

COURS LIBRE
CONTREPARTIE EN FRANCS BELGES DE 100 F RW

NB - A partir de 1963, les cours sont des cours moyens



31 12 60 11 61

31 12 61 11 62

31 12 62 11 63

31 12 63 11 64

31 12 64 11 65

31 12 65 11 66

31 12 66 11 67

21
Sept
1960

1961

1962

1963

1964

COURS LIBRE CONTREPARTIE EN FRANCS BELGES DE 100 F RW

N.B. - A partir de 1963, les cours sont des cours moyens



3.3. Le cours parallèle

Malgré son importance, le marché libre ne suffit pas à satisfaire entièrement la demande de devises étrangères. La tendance à la baisse provient d'ailleurs de ce déséquilibre.

Il semble cependant que les transactions au cours parallèle s'effectuent au taux de change pratiqué sur le marché libre et même à un taux très légèrement moins avantageux, l'acheteur, qui est censé remettre les devises à la banque, tenant à se garantir contre les fluctuations journalières.

L'explication ne vaut évidemment pas pour les grosses opérations sur lesquelles on ne dispose d'aucun renseignement.

4.- Les causes de la détérioration de la situation monétaire sont de deux ordres, extérieur et intérieur :

- La diminution des flux de capitaux importés : depuis l'indépendance, le Rwanda ne peut plus compter sur l'aide automatique et inconditionnelle de la Belgique dont l'assistance reste cependant - et de beaucoup - la plus importante et la mieux adaptée à la conjoncture. L'aide étrangère et l'aide multilatérale - en voie d'augmentation lente - n'ont pas pris le relais de l'aide bilatérale belge.

- Le déficit budgétaire dû principalement aux dépenses gouvernementales de fonctionnement.

Le Trésor fait appel pour honorer ses fins de mois à la Banque Nationale et aux disponibilités monétaires des institutions financières.

L'inflation qui en résulte explique la dévalorisation de la monnaie et la hausse des prix intérieurs.

5.- La réforme monétaire du 7 avril 1966 :

Par Arrêté Présidentiel N° 38/11 du 7 avril 1966 "la valeur du franc rwandais est fixée à 8,8871 milligrammes d'or fin soit 100 F Rw pour un dollar USA soit 100 F Rw pour cinquante francs belges.

Tous les règlements concernant le commerce extérieur doivent être effectués à ce taux. D'autre part, suivant certaines modalités, une partie des revenus professionnels des employés, les dividendes des actionnaires établis à l'étranger, les sociétés, une partie des revenus locatifs sont transférables suivant ce taux.

Un marché libre est institué pour les billets de Banque exclusivement. Le cours moyen pratiqué à la Banque Commerciale du Rwanda de Kigali en mai 1966 est le suivant :

100 F B	:	230 F Rw
1 US \$	:	115 F Rw
1 F. Français	:	23,30 F Rw
1 D.M.	:	28,75 F Rw.

Parallèlement à la réforme monétaire une dette de 500 M. F Rw auprès de la Banque Nationale du Rwanda était consolidée ; "La consolidation se fait le 1er avril 1966 et sera considérée comme un emprunt intérieur" (loi du 12 avril 1966).

ction 2 - LES FINANCES PUBLIQUES

Jusqu'en 1961 le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi a :

- au niveau du territoire :

- ./ un budget ordinaire
- ./ un budget extraordinaire
- ./ des comptes de trésorerie

- au niveau des collectivités territoriales :

- ./ un budget de pays
- ./ deux cent vingt neuf budgets de chefferies et budgets de centres extra-coutumiers.

Le budget de "pays" est le budget du Roi. Les recettes proviennent des ristournes que le Mwami reçoit de l'Administration de Tutelle, laquelle lève l'impôt pour son compte et lui reverse le montant des rachats obligatoires des anciennes prestations coutumières (prestations en nature, prestations en travail).

Après l'abolition de la royauté (25 septembre 1961) le "budget de pays" est absorbé par le budget ordinaire dans la mesure où il exécute certaines dépenses d'administration d'intérêt général.

Depuis l'indépendance (1er juillet 1962) le Rwanda a :

- au niveau de l'Etat :

- ./ un budget ordinaire (budget des dépenses et des recettes courantes de l'Etat)
- ./ un budget extraordinaire, ou budget d'équipement
- ./ des comptes de trésorerie

- au niveau des collectivités territoriales secondaires :

- ./ cent quarante et un budgets communaux.

1.- Les Finances publiques jusqu'en 1964-1965

1.1. Budget ordinaire et budget extraordinaire

1.1.1. Résultats généraux antérieurs à 1962

- Le budget ordinaire du territoire du Ruanda-Urundi excédentaire pendant deux décades, de 1933 à 1954 (à l'exception des années 1948 et 1949) se trouvait en déficit croissant depuis 1954 (cf. en annexe n° 1 : Budget ordinaire du Ruanda-Urundi de 1920 à 1960). L'équilibre était assuré par une "avance récupérable" de l'Etat belge.

En 1961, le budget s'élevait à 1 566,589 M.

dont 453,59 M. pour le Ruanda

493,253 M. pour le Burundi

619,746 M. pour la communauté "Ruanda-Urundi".

- Le budget extraordinaire du Ruanda-Urundi était intégralement pris en charge par la Belgique depuis le début du plan décennal sous forme d'avances récupérables (cf. en annexe n° 2 : Budget extraordinaire du Ruanda-Urundi de 1920 à 1961).

1.1.2. Des recettes

- Le système fiscal actuel (1) repose sur :

./ des impôts directs qui comprennent les impôts personnels et les impôts sur le revenu.

L'impôt dit personnel est basé sur les signes extérieurs de richesse :

- . superficie des bâtiments et constructions occupés ;
- . superficie des terrains non bâtis dans les circonscriptions urbaines ;
- . nombre d'employés et ouvriers ;
- . bateaux et embarcations ;
- . véhicules ;
- . superficie des concessions minières ;

(1) On trouvera en annexe n° 3 un historique de la fiscalité jusqu'en 1960.

- gros bétail (l'ancien impôt sur le bétail a été rattaché à l'impôt personnel lors de la disparition de l'impôt indigène) ;
- petit bétail (caprins, ovins, porcins) depuis le 1er janvier 1964.

L'impôt sur le revenu (modifié par la loi du 2 juin 1964) comprend les impôts suivants :

- l'impôt sur les revenus locatifs ;
- l'impôt sur les valeurs mobilières ;
- l'impôt sur les bénéfices des sociétés et entreprises et sur les rémunérations ;
- la contribution personnelle minimum : C.P.M. (qui constitue un impôt de transition entre l'ancien impôt de capitation qu'elle a remplacé et la taxation individuelle des revenus) due par tout adulte masculin ayant des revenus inférieurs à 25 000 F. Rw, c'est-à-dire par la majorité des contribuables rwandais.

Sont exemptés :

Les étudiants, les membres de la Force Publique et de la Police, les religieux ne bénéficiant à titre personnel d'aucun traitement, les invalides n'exerçant aucune activité lucrative.

Par contre, les femmes de polygames (à l'exception de la première) et les femmes "libres" sont redevables de cet impôt. Cette contribution a été perçue à partir de l'exercice 1961. Depuis 1964 un taux unique pour toutes les préfectures a été établi.

- / des impôts indirects comprenant les droits de douane (de sortie et d'entrée) et d'accise (taxes de consommation : - sur produits nationaux :
bière industrielle, eaux et limonades
- sur produits importés :
vins, bières, alcools, tabacs, huiles minérales)

A ces recettes fiscales s'ajoutent des recettes administratives diverses et pour les années 1963 et 1964 le produit d'interventions étrangères.

- L'évolution des recettes de 1963 à 1965 apparaît dans le tableau suivant :

	<u>1963</u>		<u>1964</u>		<u>1965</u>	
Impôt personnel :	26	7 %	61	11 %	58	9 %
sur le revenu :	108	30 %	220	40 %	196	32 %
Recettes douanières :	162	45 %	156	29 %	283	46 %
administratives :	37	10 %	56	11 %	82	13 %
Intervention étrangère :	28	8 %	41	8 %		
	<u>361</u>	<u>100 %</u>	<u>535</u>	<u>100 %</u>	<u>619</u>	<u>100 %</u>

L'évolution des recettes au titre de l'impôt personnel et de l'impôt sur le revenu s'explique par l'accroissement du rendement de l'impôt sur le bétail et de la C.F.M. : en 1964, ont été perçues de nombreuses côtes correspondant à des exercices antérieurs. Des côtes, non perçues au cours des années précédentes, existent encore, mais peut-être sont-elles irrecevables ou alors il y aurait défaillance des administrations locales chargées de leur perception. Ceci explique que la forte progression enregistrée de 1963 à 1964 ait été suivie d'une baisse notable en 1965.

- La répartition approximative de la charge fiscale en 1964 (donnée en annexe n° 4) appelle les remarques suivantes :

- ./ la moitié des ressources budgétaires provenait de particuliers ;
- ./ les producteurs des secteurs agricoles, commercial et industriel contribuaient aux ressources pour 28,9 % :
 - 9,2 % au titre des activités agricoles
 - 19,7 % pour les activités non agricoles ;
- ./ les entreprises et les sociétés payaient l'impôt le plus lourd.

- En 1964, la pression fiscale était :

de 7,6 % du P.I.B.

19 % du Produit monétaire.

Comparée à celle de nombreux Etats africains : moyenne 11,4 % (du P.I.B.), la pression fiscale rwandaise se situe à un niveau très bas. Elle est faible (de l'ordre de 4,25 %) sur le secteur rural, et élevée sur le secteur moderne (14 %).

De 1964 à 1965, la participation du secteur moderne de l'économie aux charges de l'Etat a considérablement augmenté :

67 M au titre de l'impôt sur le revenu contre
47,9 en 1964

9,1 M au titre de l'impôt personnel en 1965 contre
8,6 en 1964

soit 76,4 contre 56,5.

Au contraire, la contribution du secteur traditionnel diminuait en pourcentage et en volume :

125,7 M au titre de l'impôt sur le revenu en 1965 contre
159,7 en 1964

48,7 M au titre de l'impôt sur le personnel en 1965 contre
52,5 en 1964

soit 174,4 en 1965 contre 212,2 en 1964.

L'augmentation de la participation du secteur moderne traduit une évolution progressive des structures de l'économie, mais les ressources du secteur traditionnel ont augmenté de 1964 à 1965 grâce en particulier à l'augmentation de la production de café de 8 200 T à 10 200 T, ce qui aurait permis à ce secteur de maintenir et même d'accroître sa contribution sans difficultés.

L'évolution des recettes sur la consommation traduit une modification des tarifs (taxes sur la bière) et surtout une augmentation du volume des importations (1 047 millions d'importations en 1965 contre 600 en 1964).

1.1.3. Dépenses

- - Les dépenses ordinaires suivant les fonctions de l'Etat.

L'étude des dépenses publiques dans le cadre juridique de leur exécution n'est jamais satisfaisante.

Par ailleurs, la classification des dépenses par activité, par fonction de l'Etat est parfois arbitraire.

Dans un souci de simplification, les dépenses de l'Etat ont été classées en sept fonctions :

Fonctions de souveraineté

- " de sécurité
- " de justice
- " d'activité sociale
- " de gestion administrative et financière
- " de formation des hommes
- " de promotion économique.

Le tableau suivant fait apparaître le coût de chaque fonction de l'Etat en 1963 et 1964 :

	<u>1963</u>	<u>Total</u>	<u>1964</u>	<u>Total</u>
- <u>Fonctions de souveraineté</u>				
Présidence	2 862		3 104	
Assemblée	6 931		8 333	
Cour suprême	2 823		3 266	
Affaires Etrangères	19 123		39 275	
		31 739		53 978
- <u>Fonctions de sécurité</u>				
Intérieur	918		925	
Sûreté	2 307		4 230	
Police	26 268		32 278	
Garde nationale	83 311		129 697	
		112 804		167 130
- <u>Fonctions de Justice</u>				
Justice	37 864		40 494	
		37 864		40 494
- <u>Fonctions Sociales</u>				
Affaires sociales	51 634		56 027	
Travail			384	
Information	2 907		4 273	
		54 541		60 684
- <u>Fonctions de gestion administrative et financière</u>				
Finances	12 592		25 600	
Fonction Publique	784		1 618	
Affaires politiques et administratives	19 164		12 959	
Plan	1 120		2 688	
		33 660		42 865
- <u>Fonctions de formation humaine</u>				
Education nationale	164 128		166 372	
		164 128		166 372
- <u>Fonctions de Promotion économique</u>				
Affaires économiques	2 190		3 559	
Agriculture	29 649		40 152	
Communications	17 491		28 181	
	18 085			
Travaux Publics	45 410		56 216	
		112 825		128 108

Soit en volume et en pourcentage par fonctions :

	<u>1963</u>	%	<u>1964</u>	%
Souveraineté	31 739	5,80	53 978	8,17
Sécurité	112 804	20,60	167 130	25,37
Justice	37 864	6,92	40 494	6,15
Société	54 541	9,96	60 684	9,19
Gestions administratives Finances	33 660	5,85	42 865	6,45
Formation	164 128	29,97	166 372	25,22
Promotion économique	112 825	20,62	128 108	19,45
	<u>547 561</u>	<u>100,00</u>	<u>659 631</u>	<u>100,00</u>

- Note :
- a) Lorsque les services d'un même ministère ont été répartis entre des fonctions différentes, les dépenses de cabinet ont été attribuées à la fonction la plus coûteuse.
 - b) Le compte "gestion administrative et financière" comprend en 1964 des dépenses importantes dues aux charges résultant des emprunts contractés par le Gouvernement.
 - c) Le chapitre "Pertes de change, intérêts sur découverts en banque" est passé de 4 629 à 13 687. Ceci explique l'augmentation du poste "Finances".

Les dépenses gouvernementales sont caractérisées par :

- un budget de sécurité disproportionné aux ressources nationales
 - un coût de la justice excessif par rapport à celui de la gestion administrative et financière
 - un alourdissement de la fonction de souveraineté consécutif à l'accroissement des dépenses du ministère des Affaires Etrangères alors que la Présidence de la République et l'Assemblée conservent des Budgets extrêmement modestes
 - un budget de Formation élevé et dont l'efficacité est contestable (cf. chapitre Enseignement)
 - un budget de promotion économique insuffisant et ne correspondant pas aux impératifs du développement
 - les dépenses ordinaires suyant leur nature :
- en 1963 et 1964 elles se répartissaient comme suit :

(en millions de francs)						
	<u>1963</u>		<u>1964</u>		<u>1965</u>	
Salaires et traitements	340	62 %	410	62 %	451	54 %
Indemnités et déplacements	25	5 %	27	4 %	38	4,5 %
Matériel	122	23 %	151	23 %	198	23,5 %
Divers	56	10 %	72	11 %	150	18 %
	<u>547</u>	<u>100 %</u>	<u>660</u>	<u>100 %</u>	<u>837</u>	<u>100 %</u>

Ce tableau appelle quelques observations :

- Si de 1963 à 1964, les différentes catégories de dépenses ont augmenté parallèlement, il faut par contre noter de 1964 à 1965
 - . une diminution relative des dépenses de personnel,
 - . une augmentation par rapport à ces dernières des indemnités de déplacement,
 - . une augmentation importante des dépenses diverses.
- Les dépenses de matériel comprennent des achats divers effectués par les services à l'étranger, ou du matériel acheté au Rwanda mais importé avec des devises acquises au taux officiel. Dans ces conditions, on peut estimer que la situation monétaire du Rwanda a entraîné une sous-évaluation relative des dépenses de matériel.
- En dépit de cette restriction la structure budgétaire est très préoccupante.

Les dépenses de personnel sont beaucoup trop lourdes. Elles posent avec acuité le problème du coût de la Fonction Publique civile, militaire et judiciaire (1).

1.14. Le déséquilibre budgétaire

- Depuis 1962 (première année de budget séparé du Rwanda et du Burundi depuis la colonisation) l'exécution des budgets rwandais a été la suivante :

(1) Sous le régime de Tutelle, la part des dépenses de personnel dans l'ensemble des dépenses ordinaires du Rwanda et du Burundi était de
 45,2 % en 1947
 49,7 % en 1958
 48,4 % en 1959

Budgets ordinaires :

(en millions de Francs)

	<u>Résultat des</u> <u>recettes</u>	<u>Résultats des</u> <u>dépenses</u>	<u>Déficits</u>
1962	210 479	441 563	231 083
1963	361 574	547 561	185 986
1964	535 038	659 630	124 591
1965	619 178	837 238	218 059

Budgets extraordinaires :

1963	1 933
1964	56 536
1965	79 623

Les résultats du budget 1962 ne sont pas significatifs.

En effet ce budget est un budget de gestion alors que ceux qui le précédaient étaient des budgets d'exercice comportant une période complémentaire assez longue (jusqu'au 1er octobre de l'année suivante).

Le budget 1962 n'a donc pas bénéficié de la période complémentaire de 1961 et en tant que budget de gestion par définition il n'a pas eu de période complémentaire propre. Budget charnière il a subi les conséquences du changement de système, les recettes de la période complémentaire étant ordinairement plus importantes que les dépenses.

L'évolution de 1963 à 1965 fait apparaître :

une augmentation de recettes de

48 % de 1963 à 1964

15 % de 1964 à 1965

une augmentation des dépenses de

20 % de 1963 à 1964

27 % de 1964 à 1965

Ceci explique que le déficit du budget ordinaire qui semblait en voie de régression en 1964 ait considérablement augmenté en 1965.

A ce déficit du budget ordinaire doit être ajouté l'exécution du budget extraordinaire ce qui conduit à un déficit global du Budget Général :

de 187,919 M	en 1963	représentant 52 % des recettes
de 182,127 M	en 1964	" 34 % " "
de 297,682 M	en 1965	" 46 % " "

- Il n'est pas aisé de ventiler le déficit global en déficit d'équipement, en déficit conjoncturel et en déficit structurel.

Si ce dernier était déterminant, il ne serait pas pour autant insurmontable ; il conduirait simplement à admettre que les structures politiques, sociales et administratives qui consomment les ressources publiques ne sont pas adaptées aux possibilités actuelles du pays.

- La couverture du déficit est assurée par appel :
 - . à l'épargne privée par placement de Bons du Trésor en compte courant auprès des organismes de dépôt
 - . à la Banque Nationale.

Les excédents comptes chèques avaient contribué à la couverture du déficit 1962 mais depuis cette date les retraits l'ont emporté sur les dépôts.

Des Bons du Trésor ont été émis pour 108 FM en 1964
98 FM en 1965

L'essentiel des besoins de l'Etat a été couvert par des avances de la Banque Nationale du Rwanda pour :

193 742 161 F	en 1963
77 778 724 F	en 1964
250 153 490 F	en 1965.

Au 31-12-65, les engagements de l'Etat comprenaient :

Comptes courants postaux :	29 827 492 F
Bons du Trésor :	206 000 000 F
Avances B.N.R. :	521 674 375 F (1)
	757 501 867 F

(1) Au 31 mars 1966 le découvert à la Banque Nationale s'élevait à 592,789 M F. Le 1er avril 1966 une dette de 500 MF a été consolidée.

soit un volume supérieur aux recettes de l'année 1965.

1.2. Budgets communaux.

Les informations relatives aux budgets des collectivités secondaires sont pratiquement inexistantes.

Il est toutefois possible de préciser que le volume de ces budgets n'est pas négligeable (environ 150 A).

Il sont alimentés par des impôts communaux spécifiques et surtout par une quote-part des deux impôts d'Etat : la contribution Personnel Minimum et l'impôt sur le bétail qui sont perçus directement par les bourgmestres et par les receveurs municipaux. Les taux de ces derniers impôts sont fixés par l'Assemblée Nationale, aussi les ressources des communes, dans le système actuel, manquent-elles d'élasticité.

Ces budgets ont à leur charge un personnel nombreux notamment dans les domaines de l'encadrement agricole et de l'éducation des adultes (foyers sociaux).

De plus, ils doivent assurer l'entretien d'un réseau routier tertiaire développé.

En fait, les dépenses d'investissement semblent très faibles.

Les difficultés de trésorerie des communes se traduisent fréquemment par des retards dans le service des soldes et salaires des personnels.

Le problème de la participation des communes à la formation du capital national reste entier.

2. Perspectives des Finances Publiques au cours de la période quinquennale :

2.1. Dépenses :

Une hypothèse prévisionnelle du budget de l'Etat en 1970 est présentée ci-dessous.

La méthode suivante a été utilisée :

- Les perspectives ont été recherchées à partir des prévisions du Budget 1965 en tenant compte du programme de la tranche prioritaire pour les fonctions de promotion économique, de formation et d'action sociale.
- En ce qui concerne les fonctions de souveraineté, de sécurité, de justice et de gestion administrative et financière, les prévisions 1965 ont été reprises majorées d'une augmentation forfaitaire globale de 10 % ; cette majoration sera peut-être insuffisante pour certains services mais la masse globale ainsi déterminée devrait permettre de remplir efficacement les différentes fonctions.
- Cette hypothèse prévisionnelle des dépenses a été établie sans tenir compte de la réforme monétaire du 7 avril 1966.

Toutefois dans un paragraphe final l'influence de la dévaluation sur ce budget fictif a été recherchée.

2.1.1. Dépenses de souveraineté, de sécurité, de justice, de gestion administrative et financière et les cabinets ministériels des autres Départements :

- Prévisions 1965 (en millions de francs) :

	<u>Personnel</u>	<u>Matériel</u>	<u>Total</u>
1/ Ministères :			
Présidence	3,242	1,090	4,332
Assemblée Nationale	10,891	0,806	11,697
Cour Suprême	4,521	0,233	4,754
Fonction publique	2,282	0,182	2,464
Intérieur & travail	46,088	14,740	60,828
Justice	42,756	2,355	45,111
Finances (1)	14,328	14,831	29,159
Garde Nationale	101,171	60,716	161,887
Affaires Etrangères	13,420	33,717	47,137
Plan et coopération	3,474	0,758	4,232
T. 1	242,173	129,428	371,601

(1) Il n'a pas été tenu compte des prévisions concernant les opérations de trésorerie du Ministère des Finances

246.

2/ Cabinets ministériels	<u>Personnel</u>	<u>Matériel</u>	<u>Total</u>
Education nationale	3,751	0,495	4,246
Affaires sociales	2,282	0,037	2,319
Information	1,237	0,105	1,342
Economie	0,978	0,050	1,018
Postes & Télécommunica- tions	1,032	0,105	1,137
Agriculture, Elevage	1,645	0,135	1,780
Travaux Publics	1,019	0,105	1,124
T. 2	<u>11,944</u>	<u>1,022</u>	<u>12,966</u>
Total 1 + Total 2 :	254,117	130,450	384,567

Il a été admis que les dépenses de souveraineté, de justice, de gestion administrative et financière et que les dépenses de cabinets ministériels des Départements gérant les autres fonctions de l'Etat seraient majorées globalement de 10 % d'ici 1970.

La dépense globale de ces services s'élèvera donc en 1970 :

à 423,023 MF (384,567 + 38,456)

dont : 279,528 pour le personnel

143,495 " " fonctionnement et le matériel.

2.1.2. Pour les fonctions d'activité sociale, de formation, et de promotion économique, les prévisions faites dans les différents chapitres du programme permettent d'établir le tableau ci-dessous :

	<u>Personnel</u>	<u>Matériel</u>	<u>Total</u>	<u>Prévisions</u> <u>1965</u>
- Formation des hommes				
Education nationale				
Enseignement : primaire	141	25	166	153
secondaire	32	38	70	37
supérieur	<u>25,578</u>	<u>3</u>	<u>28,578</u>	<u>5</u>
	193,578	66	264,578	195

- Action sociale :

Santé publique et affaires sociales	58	21	79	64
Presse et radio	4,524	3,330	7,854	4
	<u>62,524</u>	<u>24,330</u>	<u>86,854</u>	<u>68</u>

- Promotions économique

Infrastructure :

Postes	4,3	5,7	10	7
Télécommunications	10	10	20	15
Aéronautique	8,603	8,540	17,143	7
Bâtiments (1)	12	17	29	19
Ponts et chaussées (2)	15	15	30	12
	<u>49,903</u>	<u>56,240</u>	<u>106,143</u>	<u>60</u>

- Production

Economie (mines, géologie, commerce intérieur, industrie)	9,3	2,124	11,424	6
Agriculture, Elevage	40	40	80	{ 36
Tourisme	0,5	1,5	2	
	<u>49,8</u>	<u>43,624</u>	<u>93,424</u>	<u>42</u>

2.1.3. Prévisions de dépenses en 1970

	<u>Personnel</u>	<u>Matériel</u>	<u>Total</u>
Souveraineté, Sécurité Justice, gestion administrative	279,528	143,495	423,023
Action sociale	62,524	24,330	86,884
Formation	198,578	66	261,578
Promotion économique			
Infrastructure (3)	49,903	56,240	106,143
production	49,800	43,624	93,424
	<u>640,333</u>	<u>333,689</u>	<u>974,022</u>

- (1) Les prévisions du chapitre bâtiments supposent
 a) la stabilisation des locations d'habitations au niveau actuel
 b) que les dépenses couvrent seulement l'entretien, les investissements devant être inscrits au B.E.
- (2) En 1965, une partie des dépenses d'entretien des routes était prise en charge par le fonds routier qui couvrait à la fois des dépenses d'entretien et des dépenses d'investissement.
- (3) Le poste "Promotion économique Infrastructure" regroupe des dépenses ordinaires des services des Travaux Publics, des Télécommunications.

Ces prévisions peuvent être comparées avec les prévisions du budget ordinaire 1965, après élimination des mentions concernant des opérations de trésorerie (17,6 M) et des investissements (70,282 M ; une partie du fonds routier, 15 M a été estimée correspondre à des dépenses d'entretien) -- Les dépenses prévues pour 1965 et 1970 se présentent comme ci-dessous :

	<u>1965</u>	<u>1</u>		<u>1970</u>	<u>1</u>
Souveraineté, Sécurité, Justice et Gestion	385	50,4	!	423	43,43
Action sociale	68	8,9	!	87	9
Formation nationale	195	25,6	!	265	27,2
Promotion économique infrastructure	74	9,7	!	106	10,9
production	41	5,4	!	93	9,6
	<u>763</u>	<u>100</u>	!	<u>974</u>	<u>100</u>

Ce tableau comparatif des masses essentielles appelle quelques commentaires :

- Le poids relatif des dépenses d'action sociale et de Formation reste sensiblement constant.
- Les dépenses de formation sont élevées mais l'amélioration de leur structure permet d'augmenter les moyens affectés aux enseignements secondaire général, secondaire technique et supérieur. En fait, une réduction d'une vingtaine de millions des crédits envisagés pour l'enseignement primaire réduirait à 25 % du budget le coût de la fonction de formation.
- Les dépenses de souveraineté, de sécurité, de justice et de gestion sont ramenées à une proportion qui allègera l'hypothèque qu'elles font peser sur l'avenir du pays.
- Les dépenses de promotion économique et en particulier les dépenses de production atteignent un niveau plus satisfaisant.

2.1.4. A ces dépenses ordinaires, s'ajouteront des dépenses d'investissement dont le compte a été fait dans le chapitre sur les investissements.

Le rythme de réalisation dépendra, en partie, de la conjoncture ; cependant, le montant des investissements que l'Etat devrait financer en 1970 sur ses fonds propres sera au minimum de 150 millions.

L'effort du pays au titre du Budget Général s'élèvera donc en 1970 à 1 124 millions de francs rwandais (1964)

dont - 974 M. pour le Budget ordinaire

- 150 M. pour le Budget d'équipement.

Il nécessitera un accroissement de la pression fiscale qui devra atteindre :

. Dans l'hypothèse forte :

12,60 % du P.I.B. (1970)

24,70 % du produit monétaire.

. Dans l'hypothèse faible :

13 % du P.I.B.

26,8 % du produit monétaire.

alors qu'elle se situait en 1964 :

à 7,6 % du P.I.B.

19 % du Produit monétaire.

Mais en 1964, les recettes n'ont pas couvert la totalité des dépenses de l'Etat qui s'élevèrent à 715 M (659 + 56) (1) et représentaient :

11 % du P.I.B.

27,50 % du Produit monétaire

pourcentages voisins de ceux de la pression fiscale proposée, élevée certes, mais pas insupportable (comparable par exemple à la pression sur le produit monétaire en Uganda en 1964).

(1) La différence entre les dépenses et les recettes était couverte essentiellement par l'inflation.

2.1.5. Répercussions de la réforme monétaire sur les dépenses :

- Dépenses de personnel : majoration de 30 %
- Dépenses de matériel : compte tenu de la part dans ces dépenses des importations dont le coût de revient nominal doublera, l'augmentation devrait se situer entre 30 % et 100 %. Une majoration moyenne de 65 % peut être envisagée à titre d'hypothèse (ce qui suppose que les dépenses de matériel comprennent pour moitié de la fabrication locale ou de la valeur ajoutée locale).

Sur ces bases le budget 1970 pourrait se présenter ainsi :

- . dépenses de personnel : $640 \text{ M} \times \frac{130}{100} = 832 \text{ M}$
 - . dépenses de matériel : $334 \text{ M} \times \frac{165}{100} = 551 \text{ M}$
- soit un budget ordinaire de 1 383 M.

Les investissements monétaires prévus sur financement national comprennent une forte proportion de travail national, aussi une majoration de 50 % des prévisions initiales sera-t-elle peut-être suffisante (ils comprennent environ 50 % de dépenses de personnel).

Le total des charges de l'Etat s'élèverait alors à ,

$$1\,389 \text{ M} + 225 \text{ M} = 1\,608 \text{ M.}$$

Il est trop tôt pour estimer le P.I.B. de 1970 en tenant compte de la dévaluation du 7 avril 1966. Cependant, il est possible qu'il conduise à une pression fiscale légèrement inférieure à celle précisée ci-dessus.

2.2. Les recettes

Les responsabilités de l'Etat dans la mise en oeuvre du développement exigeront des moyens budgétaires accrus qui ont été estimés plus haut à 1 124 M. (de francs 1964) pour l'année 1970, dont :

974 M. pour le budget ordinaire

150 M. au minimum pour le budget d'équipement.

Cette estimation suppose :

- le rétablissement de l'équilibre budgétaire ;
- le dégagement d'excédents budgétaires destinés au financement interne des investissements publics ;
- la distinction organique et effective entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

Ces objectifs considérés comme fondamentaux constituent une des conditions essentielles de réalisation du programme d'urgence.

Certes, le développement de l'activité économique entraînera une augmentation des recettes sur la base du régime actuel. Mais cet accroissement naturel ne sera pas suffisant, aussi un certain nombre de mesures s'imposeront-elles.

2.2.1. Limitation des dépenses par une politique de grande rigueur budgétaire.

A cette fin les mesures indispensables seront recherchées en vue de comprimer les dépenses stérilisantes de souveraineté ainsi que les dépenses d'administration non productives.

- Les dépenses de personnel seront surveillées particulièrement (limitation des commissionnements, arrêt de tout recrutement de personnel non qualifié). Parallèlement le rendement des personnels en place sera amélioré.
- L'entretien plus minutieux du matériel diminuera les dépenses de renouvellement. La responsabilité personnelle des fonctionnaires sera engagée dans les cas de sinistres dont ils seraient les auteurs.
- Les procédures d'achats administratifs seront étudiées afin d'obtenir un abaissement des coûts.
- Enfin les dépenses somptuaires (extrêmement rares) disparaîtront ainsi que certaines dépenses inutiles ou abusives.

Ces quelques mesures correspondent exactement à la doctrine gouvernementale.

2.2.2. Accroissement des recettes

- par amélioration du rendement de la fiscalité actuelle
 - par un effort de rigueur dans le recouvrement ;
 - par une meilleure efficacité de l'administration financière.

En particulier, il faudra envisager à terme la perception, au profit exclusif du Trésor, par des agents receveurs de l'Etat, de la Contribution Personnelle Minimum et de l'impôt sur le bétail (tous deux impôts de l'Etat).

Les receveurs communaux, après un stage de perfectionnement, seront pris en charge par l'Etat.

Le service des impôts directs devra être renforcé et représenté dans toutes les préfectures.

- par institution d'impôts nouveaux :

- . au niveau des collectivités secondaires (communes) ;
La réforme proposée au précédent paragraphe supprime une partie importante des ressources des collectivités.

Des ressources locales nouvelles pourraient provenir :

- ./ d'un impôt de "solidarité nationale" auquel devraient être assujettis tous les hommes adultes valides. Il consisterait en un certain nombre de journées de travail rachetables,
- ./ de dixièmes additionnels sur la Contribution personnelle minimum (de un à trois dixièmes),
- ./ éventuellement d'impôts sur la consommation de certains produits.

- au niveau de l'Etat :

A la suite de la réforme monétaire, les droits de sortie et partiellement les droits d'entrée ont été fortement majorés, alors que le taux de la Contribution Personnelle Minimum et de la taxe sur le bétail n'était pas modifié.

De telles mesures se concevaient afin d'augmenter les chances de réussite de la dévaluation. Toutefois, il faut noter que les droits de sortie ne pèsent que sur une partie de la population, essentiellement les producteurs de café qui sont ainsi pénalisés.

Par ailleurs, les deux principaux produits d'exportation, café et cassitérite, sont soumis aux variations des cours des marchés mondiaux.

Enfin, pour éviter la réapparition de la contrebande (toujours facile dans un pays aussi resserré), les prix d'achat des produits d'exportation doivent se situer à un niveau proche de ceux pratiqués dans les zones frontalières des pays limitrophes.

Pour ces raisons, le produit des droits de sortie peut considérablement varier, subir des à-coups regrettables, ce qui nécessite l'accroissement des autres sources de revenus de l'Etat.

Une augmentation de l'impôt direct s'imposera donc.

On trouvera ci-dessous les impôts dont la création doit être envisagée immédiatement pour certains, à long terme pour d'autres :

- ./ impôt de patente dû par toute personne qui exerce un commerce, une industrie, une profession libérale ;
- ./ taxe sanitaire ;
- ./ taxes affectées au reboisement et à la conservation des sols ;
- ./ éventuellement taxe scolaire ;
- ./ impôt foncier :

L'impôt personnel sur la richesse est basé seulement sur le bétail. Or pour le paysan rwandais la terre est un facteur rare (ce qui n'est pas le cas pour les autres paysans africains). L'établissement d'un impôt foncier est donc logique mais complexe ; il demandera de longs délais. Toutefois, il pourrait s'élaborer progressivement en commençant par les paysannats où la constitution d'un cadastre est aisée.

Son taux s'établira sur la base de la valeur potentielle des terres (c'est-à-dire la valeur qu'elles auraient si elles étaient bien cultivées) et non pas sur leur valeur réelle ;

- ./ impôt sur les bananeraies :

Il pourrait servir de relais en attendant la généralisation de l'impôt foncier.

L'instauration de cet impôt correspond à des impératifs économiques et sociaux.

La bananeraie

- . constitue un capital et est considérée comme tel,
- . produit un revenu non négligeable alors que la capacité contributive du paysan devrait être appréciée en particulier en fonction de la spéculation essentielle.

L'absence d'imposition sur cette richesse est une atteinte à la justice sociale quand on tient compte du prélèvement sur le revenu brut du café par le moyen des droits de sortie.

Par ailleurs, il semble juste et moral de taxer la bière de bananes, au même titre que toutes les autres boissons.

Enfin, l'impôt sur la banane peut contribuer à une meilleure valorisation du capital sol des bananeraies anciennes.

Certaines des taxes précisées ci-dessus peuvent être abandonnées, l'important étant de parvenir sous une forme ou sous une autre à une élévation du niveau de masse totale des impositions du secteur rural (en respectant la plus grande justice fiscale possible).

Dans un pays aussi peuplé que le Rwanda cet objectif peut être atteint par des impositions à base large touchant le maximum de contribuables ; c'est le cas des taxes et impôts proposés ci-dessus (à l'exception de la patente destinée à une catégorie professionnelle déterminée).

Cela est valable même lorsque le secteur d'auto-consommation est dominant : en effet, l'alourdissement de la fiscalité sur le secteur rural peut jouer un rôle d'entraînement de la croissance économique. Il incite le paysan à accroître ses productions, à commercialiser une plus grande partie de ses récoltes et contribue donc au dégagement d'excédents agricoles favorables à la croissance économique.

ANNEXESMONNAIE ET FINANCES PUBLIQUES

-
- | | | |
|----------|---|--|
| Annexe 1 | : | Budgets Ordinaires du Ruanda-Urundi
de 1920 à 1960 |
| " 2 | : | Budgets Extraordinaires du Ruanda-Urundi
de 1920 à 1961 |
| " 3 | : | Historique de la fiscalité jusqu'en 1960. |
| " 4 | : | Repértition de la charge fiscale en 1964. |

BUDGET ORDINAIRE du RWANDA URUNDI

Prévisions et Résultats Recettes et Dépenses

En francs congolais jusqu'en 1960

En francs R.B. depuis 1960

Années	Recettes Prévisions	Dépenses Prévisions	Recettes Résultats	Dépenses Résultats	Excédents	Déficits
1920			5577840,55	5328159,64	249680,91	
1921			3429562,20	4069343,36		639681,16
1922			4623668,55	5107678,15		484009,60
1923	3746310	3746310	4553801,57	5092150,60		533349,03
1924	5068350	5068350	5949694,36	4712129,81	1237564,55	
1925	4651400	4651400	11587708,61	10274197,43	1313505,18	
1926	10584900	12576450	10795105,41	11760566,10		965460,69
1927	10584900	18602892	20356402,08	15938481,97	4397920,11	
1928	20065000	25997341	23852123,97	23484539,17	367589,80	
1929	22171319	34939312	26155268,06	34733734,27		8583466,21
1930	36686985	36440985	30946848,97	34654198,24		3707349,27
1931	43276736	45062730	34278150,31	40218859,87		5940709,56
1932	29960602	39084390	28347926,38	32850523,42		4502597,04
1933	42372400	42132161	40745367,16	31281556,43	6460810,73	
1934	42328900	40513800	43380886,18	37653524,35	5727361,83	
1935	37601700	37362345	4010181,12	33066061,66	7035757,46	
1936	36483030	36198355	42308038,33	31279549,79	11023538,54	
1937	38451400	37710589	46699038,41	33880969,32	12818069,12	
1938	47660918	42158400	49769587,52	39816007,93	9953579,59	
1939	45165000	43362400	52935651,97	40457760,94	12477891,03	
1940	51652500	49514600	65662041,42	41772162,59	23889373,83	
1941	63698700	64273600	93539655,40	56245089,12	37344566,28	
1942	75733000	79725000	111102537,30	71446090,05	39656497,25	
1943	93229000	91061000	123249573,02	81167711,66	42081861,36	
1944	100262000	101031000	116209862,43	94445857,12	21764005,31	
1945	139639000	118782000	120107204,70	109925575,78	10181628,92	
1946	167371000	161006000	149101764,39	136161049,83	12637715,06	
1947	199008000	191816000	210330171,97	194434502,37	15875668,70	
1948	1200458000	230464000	222613128,90	230763679,08		8150550,18
1949	1232062000	347504000	271190146,15	328288570,96		57098424,81
1950	1276919000	376365000	386085845,12	335327390,71	50758454,41	
1951	1321297000	466243000	559222167,12	437612657,73	121609509,39	
1952	1417443000	547753000	604130160,48	511387770,43	92242390,05	
1953	1619718000	630046000	595916167,43	578839510,38	17076657,05	
1954	1644304000	707983000	665620710,16	685358840,88		19738130,72
1955	1730683000	742798000	681307656,10	685948930,81		4641274,71
1956	1647108000	807912000	695525056,78	769812458,06		74287401,28
1957	1758791000	995170000	826595769,05	969706667,01		143110897,96
1958	1024093000	1018053000	897607202,80	985260762,16		87653559,36
1959	1127274000	1216395000	1105110000(3)	1156012000(3)		
1960	1136327000	1416565000	980883000(1)	115596200(1)		
			7921566509,06	7783416269,18	558187101,46	420036861,58
			(2)	(2)		
					- 138150239,88	

1) Sans période complémentaire

2) Totaux comportant les années 1920 à 1958 inclus

3) Chiffres provisoires.

ANNEXE n° 2

BUDGET EXTRAORDINAIRE du RUANDA-URUNDI

(de 1920 à 1961)

	Recettes Prévisions	Dépenses Prévisions	Recettes Résultats	Dépenses Résultats	Boni
1920	1500000	-	-	-	
1921	1500000	-	-	-	
1922	1000000	-	-	-	
1923	1200000	-	-	-	
1924	1200000	-	-	-	
1925	3400000	-	3400000	-	3400000
1926	4300000	4300000	2300000	16648177,93	-
1927	4300000	4300000	4300000	4325230,68	-
1928	4000000	4000000	3031357,70	4042564,10	-
1929	4000000	54000000	14873334,66	53744434,74	-
1930	-	35032500	12156992,76	28319477,98	-
1931	-	-	18638072,37	-	18638072,37
1932	-	87235731	12311092,45	84532331,75	-
1933	-	22200000	208587,84	21730227,22	-
1934	175000	7473800	114381,51	5402496,25	-
1935	75000	8800480	170706,68	5257343,92	-
1936	100000	2961000	473695,23	2873713	-
1937	100000	1017000	225585,80	1016046	-
1938	150000	2700000	136225,77	2700000	-
1939	150000	1397000	206778,18	1234460,28	-
1940	30925000(1)	31188000(1)	121463	30813959,63	-
1941	160000	306000	472629,16	-	472629,16
1942	125000	23000	596925,88	22159,40	574766,48
1943	255000	10000	1440421,47	-	1440421,47
1944	500000	36170000	1294780,85	33610782,41	-
1945	600000	27808000	1356687,50	25762455,50	-
1946	900000	8357500	1488184,70	7086318,09	-
1947	1275000	32379000	1493783,25	13777910,15	-
1948	2000000	30688000	33712947,70	28698050,40	5014897,30
1949	1600000	72417000	3857695,50	64912294,05	-
1950	159500000	179275000	11254070,80	164144769,01	-
1951	153500000	161794000	156933176,50	125239193,58	31693982,92
1952	431293812	434500681	181287802,73	363744519,91	-
1953	408300000	436000000	406453602,50	329474429,26	76979173,24
1954	413361000	510790000	10617359,95	350633629,15	-
1955	405403000	426611000	107993972	271566342,95	-
1956	408330000	773413200	407381404,60	681624352,80	-
1957	409990000	611182000	309932202,5	452000000	-
1958	486246000	510459000	5031344284	410000000	93134284
1959	391538000	594301000	934244089,50	385000000	549244089,50
1960	454555000	582781035	1294173000	272000000	1022173000
1961	-	236841000	-	-	-
4441787295,04					4241937670,14
+ 199849624,90					+ 199849624,

(1) y compris un poste de 30800000 - Achat et vente or fin

BUDGET EXTRAORDINAIRE du RUANDA-URUNDI

(de 1920 à 1961)

Recettes Prévisions	Dépenses Prévisions	Recettes Résultats	Dépenses Résultats	Boni	Mali
1500000	-	-	-		
1500000	-	-	-		
1000000	-	-	-		
1200000	-	-	-		
1200000	-	-	-		
3400000	-	3400000	-	3400000	-
4300000	4300000	2300000	16648177,93	-	14348177,93
4300000	4300000	4300000	4325230,68	-	25230,68
4000000	4000000	3031357,70	4042564,10	-	1011206,40
4000000	54000000	14873334,66	53744434,74	-	38871100,08
-	35032500	12156992,76	28319477,98	-	16162485,22
-	-	18638072,37	-	18638072,37	-
-	87235731	12311092,45	84532331,75	-	72221239,30
-	22200000	208587,84	21730227,22	-	21521639,38
175000	7473800	114381,51	5402496,25	-	5288114,74
75000	8800480	170706,68	5257343,92	-	5086637,24
100000	2961000	473695,23	2873713	-	2400017,77
100000	1017000	225585,80	1016046	-	790460,20
150000	2700000	136225,77	2700000	-	2563774,23
150000	1397000	206778,18	1234460,28	-	1027682,10
30925000(1)	31188000(1)	121463	30813959,63	-	30692496,63
160000	306000	472629,16	-	472629,16	-
125000	23000	596925,88	22159,40	574766,48	-
255000	10000	1440421,47	-	1440421,47	-
500000	36170000	1294780,85	33610782,41	-	32316001,56
600000	27808000	1356687,50	25762455,50	-	24405768,00
900000	8357500	1488184,70	7086318,09	-	5598133,39
1275000	32379000	1493783,25	13777910,15	-	12284126,90
2000000	30688000	33712947,70	28698050,40	5014897,30	-
1600000	72417000	3857695,50	64912294,05	-	61054598,55
59500000	179275000	11254070,80	164144769,01	-	152890698,21
53500000	161794000	156933176,50	125239193,58	31693982,92	-
31293812	434500681	181287802,73	363744519,91	-	182456717,18
08300000	43600000	406453602,50	329474429,26	76979173,24	-
13361000	51079000	10617359,95	350633629,15	-	340016269,20
05403000	426611000	107993972	271566342,95	-	163572370,95
08330000	773413200	407381404,60	681624352,80	-	274242948,20
09990000	611182000	309932202,5	452000000	-	142067797,50
86246000	510459000	5031344284	410000000	93134284	-
91538000	594301000	934244089,50	385000000	549244089,50	-
54555000	589781035	1294173000	272000000	102273000	-
-	236841000	-	-	-	-
		4441787295,04	4241937670,14	180276536,44	1602915691,54
		+ 199849624,90		+ 199849624,90	

(1) y compris un poste de 30800000 - Achat et vente or fin

ANNEXE n° 3

HISTORIQUE DE LA FISCALITE JUSQU'EN 1960

1 - RWANDA ancien

Dans le Rwanda ancien, il n'y avait pas à proprement parler de régime fiscal, mais il existait des redevances qui étaient de deux sortes : le tribut de l'arc et le tribut foncier.

- Le tribut de l'arc. "ikoro ry'umuketo" n'était pas exactement un impôt foncier. C'était le tribut de soumission guerrière dû au Mwami (le roi) et au chef local. Il consistait en redevance en nature : pièces d'étoffe, hoes, lances, haricots, nattes, cruches de miel, produits vivriers, etc...

Il était levé partout à peu près de la même manière. Ainsi, dans les régions forestières, le représentant local du pouvoir central taxait chacun des chefs de clan d'une contribution variable selon l'importance de sa parenté et de sa richesse.

Le chef de clan répartissait ensuite la charge des redevances entre les chefs de lignage. Ceux-ci enfin déterminaient la part de chaque chef de foyer de son groupe et celle de chaque umugerewra (client foncier) - qui habitait l'ubukonde (domaine collectif du lignage).

- L'impôt foncier proprement dit comprenait :

- l'ubulotwa, ou corvées de deux journées par période de cinq jours, la semaine coutumière,

- et l'ikoro ry'ubutaka, prélèvement après la récolte de sorgho en juin et juillet et celle de haricots en décembre et janvier d'une part qui était envoyée à la cour du Mwami.

Le fonctionnaire collecteur local était autorisé à prendre pour lui une certaine quantité qui était désignée par le terme "urutete" pour le sorgho et "ipfukiro" pour les haricots.

2 - Administration allemande

L'administration allemande qui a géré le pays pendant une dizaine d'années jusqu'en 1916, tout en tenant compte des redevances et des prestations dues aux chefs, institua dès 1913 un impôt de capitation minime de 2 roupies, soit de 3,50 F. or. Cet impôt était, dans l'esprit des promoteurs, le prix des services rendus : en assurant l'ordre et la sécurité, l'autorité supprimait les charges, autrement lourdes que la charge fiscale, qu'entraînaient jadis pour les populations les guerres intestines et les exactions continuelles.

3 - Tutelle Belge

Lorsque le Gouvernement belge prit la direction du territoire sous mandat, il continua à percevoir à son tour un impôt de capitation de 3,50 F. Peu à peu, et à mesure du développement du pays, un système fiscal plus élaboré fut institué, la préoccupation principale du législateur étant de faire supporter les charges communes par le contribuable proportionnellement aux forces de chacun. C'est ainsi que l'impôt de capitation perdit vite son caractère initial d'impôt de prestations de service pour devenir en quelque sorte un impôt sur le revenu minimum.

De ce régime fiscal, on distingue :

1) L'impôt dit "Indigène" qui était à l'origine, l'impôt de capitation auquel se sont joints l'impôt sur le bétail (1925) et l'impôt sur la polygamie (1926). A l'impôt de capitation s'est greffée la taxe de rachat des prestations coutumières en nature (1931) et en travail (1949).

2) Avec l'installation de commerçants et de colons étrangers dans le pays, une imposition directe et personnelle fut créée (vers 1920). Dès 1926, cet impôt se dédouble en impôt personnel et en impôt sur le revenu.

3) Dès l'origine de la tutelle, la législation congolaise en matière de douane a été appliquée au Rwanda. L'importance des recettes douanières et des droits d'accise n'a fait que croître. En 1923, ces droits ne formaient que 17,6 % des recettes du Rwanda-Urundi, en 1958, elles dépassaient 22 %.

ORIGINE DE LA RICHESSE ET REPARTITION DE LA CHARGE FISCALE.

261.

redevable	matière imposable	nomenclature	montant	montant	proportion
particuliers	revenus des particuliers	C P M	160		
		I.R. autres bases	21	181	49 %
	richesse acquise par les particuliers	bétail	52,6		
		I.P. autres bases	7,6	60	
Producteur	Activités agricoles	droits sortie sur produits agricoles	24		9,2 %
		1/4 (?) droit d'entrée	21	45	
	Activités non agricoles	3/4 droits entrée	63		28,9 %
		B I C	18,8		
		"	7,6	5 %	19,7 %
		ouvriers + 1/2 I.P. véhicules	1		
		sortie produits miniers	7,4	98	
Consommateurs	Consommation intermédiaire et fiscale	aécises	57	057	11,4 %
	Rémunérations tarifée de services rendus		56	56	11,4 %

TITRE 3

REFORME ADMINISTRATIVE

Au cours des travaux de planification, un projet de réforme administrative a été proposé au Gouvernement.

Les réformes suggérées tiennent compte :

- des contraintes nationales, budgétaires d'une part, et de qualification d'autre part ;
- des missions spécifiques de l'Etat et de son prolongement qu'est l'administration publique.

Elles portent sur :

- . l'organisation de l'administration ;
- . les problèmes de personnel :
 - ./ aménagement du statut des fonctionnaires,
 - ./ simplification et normalisation de la gestion du personnel,
 - ./ amélioration du niveau technique des fonctionnaires (perfectionnement des agents appartenant aux cadres, formation de personnels nouveaux dans une Ecole d'Administration) ;
- . les méthodes susceptibles d'obtenir :

- ./ un accroissement du rendement et de l'efficacité de l'administration,
- ./ la sensibilisation et l'adaptation de l'administration aux impératifs du développement,
- ./ l'amélioration de l'encadrement de la masse paysanne qui, exceptionnellement saine, est disponible et mobilisable.

Ces mesures doivent permettre à l'administration de jouer son rôle de conception, de coordination, d'impulsion, d'animation et de contrôle.

Elles sont donc indispensables à la mise en oeuvre du développement.

x

Le système judiciaire, extrêmement coûteux, est inefficace par suite, en particulier, de la pénurie de magistrats qualifiés.

Une réforme s'impose donc dans le but de permettre à l'Etat de remplir sa fonction judiciaire dans des conditions acceptables.

L'organisation actuelle compte :

- soixante quinze tribunaux de canton, tenus par un magistrat assisté de deux assesseurs non professionnels et un greffier ;

- dix tribunaux de première instance :

un tribunal de première instance d'une seule chambre dans cinq préfectures et de deux chambres dans les cinq autres. Chaque chambre est composée de trois juges assistés d'un greffier ; le ministère public est exercé par un substitut ;

- une Cour d'appel divisée en deux chambres composées chacune d'un président ou vice-président et de deux assesseurs assistés d'un greffier. Le ministère public est exercé par le Procureur de la République ou ses substituts.

Afin d'ajuster l'appareil judiciaire aux moyens en personnels qualifiés disponibles, deux possibilités se concevaient :

- soit réduire le nombre de tribunaux (mais ainsi la justice s'éloignerait des justiciables),
- soit alléger la composition et la compétence des tribunaux de canton et des tribunaux de première instance.

Cette deuxième solution a été retenue. Elle implique la création à Kigali d'un tribunal civil et criminel qui connaîtrait :

- ./ au civil, de toutes les affaires qui ne sont pas attribuées aux tribunaux de canton et aux dix tribunaux de préfecture,
- ./ au pénal, de toutes les infractions dont la peine est la mort, la servitude pénale pour un temps supérieur à deux ans ou l'amende au-dessus de 2 000 Frs,
- ./ des appels interjetés contre les jugements des tribunaux de préfecture.

Ce tribunal civil et criminel, qui pourrait être dénommé "tribunal principal", devrait comprendre deux chambres (dont l'une serait plus spécialement chargée des affaires criminelles). Chaque chambre compterait un président ou vice-président, deux juges et un greffier. Le Procureur de la République, éventuellement suppléé par celui de ses substituts qui exercerait auprès du tribunal de préfecture du siège, assurerait le ministère public.

Par ailleurs, la création d'un Tribunal de commerce, siégeant dans la capitale, a été recommandée. Ce tribunal connaîtrait, pour tout le territoire, des litiges survenant entre commerçants, relativement à des actes de commerce.

Enfin, la Cour d'appel, déchargée des recours contre les jugements des tribunaux de préfecture, pourrait être réduite à une seule chambre. Elle connaîtrait des appels interjetés contre les jugements du tribunal civil et criminel, du tribunal de commerce et du tribunal militaire. Dans les deux derniers cas, sa composition pourrait être mixte, un commerçant ou un officier étant appelé à siéger en remplacement d'un des conseillers.

Cette réforme permettrait de réduire les effectifs de la magistrature de 302 unités à 133 et de supprimer une trentaine de postes d'"auditeurs des requêtes" et de greffiers (soit une réduction de deux cents emplois au total).

Si les soixante quinze juges de canton peuvent, dans une première phase, être dispensés d'études juridiques pourvu qu'ils possèdent une bonne formation générale (six années d'études post-primaires), par contre huit emplois doivent être pourvus par des docteurs ou licenciés en droit :

- au Tribunal civil et criminel : deux (un pour chaque chambre)
- au Tribunal de commerce : un (juge-président)
- à la Cour d'appel : deux (un président, un conseiller)
- à la Cour Suprême : un (Cour de cassation)
- au Parquet : deux (un au Parquet du Tribunal criminel et un au Parquet des Cours supérieures).

En attendant la relève par des éléments diplômés d'études juridiques, les cinquante magistrats restants, devraient bénéficier de stages de formation axés sur la connaissance pratique du droit rwandais.